



Université Toulouse Jean Jaurès

Obamacare et l'Etat-Providence sous Barack Obama

**Mémoire rédigé dans le cadre du MASTER Civilisations,
Cultures et Sociétés ;
parcours Espaces, Sociétés, Cultures dans les Amériques**

Présenté par :

Naima LAVILLE

Sous la direction de:

Françoise COSTE

Remerciements

Je remercie Françoise Coste pour ses conseils et sa disponibilité.

Je remercie ma mère, fidèle relectrice et sans qui je ne serais pas là pour écrire ce mémoire.

Je remercie mes camarades de promotion et mes amis pour leur soutien et leur agréable compagnie.

Je remercie Iona et la Suède qui m'ont gentiment accueillie lorsque je devais travailler sur ce mémoire.

Je remercie Pavlov, mon chat, bien que son soutien se soit essentiellement manifesté en mangeant une partie de mes notes manuscrites. Je remercie également Guizmo, le chien de Joseph qui a fait l'effort de survivre jusqu'au rendu de ce mémoire.

Sommaire

INTRODUCTION.....	3
PARTIE I: LA CONCEPTION ÉTATS-UNIENNE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE	14
PARTIE II: LE DÉBAT GÉNÉRÉ PAR OBAMACARE: LA DÉFENSE D'UN ÉTAT-PROVIDENCE "À L'AMÉRICAINNE"	52
PARTIE III: OBAMACARE, UNE NOUVELLE MANIÈRE DE PENSER L'ÉTAT-PROVIDENCE AUX ÉTATS-UNIS	89

Introduction

« Les Américains sont prêts à entrer en concurrence avec le monde entier. Nous travaillons plus dur que les habitants de n'importe quel autre pays riche. Nous sommes prêts à affronter une instabilité plus grande encore et à prendre des risques personnels pour aller de l'avant. Mais nous ne pouvons être concurrentiels que si notre gouvernement procède aux investissements qui nous donnent une chance de nous battre et si nous savons que nos familles ont sous elles un filet qui les empêchera de tomber.

C'est un marché qui vaut la peine d'être conclu avec le peuple américain¹. »

En raison d'une culture profondément individualiste, les Etats-Unis ont une manière particulière d'envisager et de modeler leur Etat-Providence².

D'après Nathalie Morel, l'Etat-Providence se définit comme un contrat social déterminé entre l'Etat et ses citoyens, un « (...) phénomène d'extension du rôle et de la responsabilité de l'Etat en tant que garant des droits sociaux et du bien-être de ses citoyens³. » Cela suggère qu'il s'oppose à l'idée d'un marché autorégulé comme unique garant de justice sociale. Alix Meyer écrit qu'il se constitue de « (...) programmes d'assistance directe aux personnes les plus vulnérables afin de leur assurer des moyens de subsistance⁴. » Ces dispositifs fonctionnent selon une logique redistributive, c'est-à-dire qu'ils sont financés avec des impôts dont le montant est calculé de manière progressive, et ce dans le but de répartir les richesses de manière plus équitable et de lutter contre l'état de pauvreté. La redistribution peut cibler spécifiquement les populations les plus démunies, mais elle peut aussi être universelle, comme dans le modèle suédois⁵.

Aux Etats-Unis, le fond et la forme de l'Etat-Providence sont influencés par une pensée individualiste. D'après Anthony Elliott et Charles Lemert, « We [les américains] are

¹ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Villeneuve d'Ascq, Presses de la cité, 2018 (2009), p. 232-233.

² Anthony Elliott et Charles Lemert, *The New Individualism, The Emotional Costs Of Globalization*, New York, Routledge, 2006, p. 5, 10, 39.

³ Nathalie Morel, *L'Etat face au social: la (re)définition des frontières de l'Etat-Providence en Suède, une analyse des politiques de prise en charge des personnes âgées dépendantes et des jeunes enfants de 1930 à 2005*, thèse de doctorat en français, sous la direction de Françoise Piotet, Paris, Université Paris 1, 2013, p. 33.

⁴ Alix Meyer, *Les républicains au Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, coll. « Des Amériques », 2015, p. 116.

⁵ Svenja Gärtner, « Unlocking The Social Trap: Inequality, Trust And The Scandinavian Welfare State », *Social Sciences History*, vol. 40, n° 1, 2016, p. 34, 50-51.

accustomed to be thinking of life's possibilities and responsibilities in individualistic terms – less as interwoven with cultural relations and social problems, and more as shaped by individual decisions, capacities and incapacities, personal achievements and failures⁶. » Les échecs et les réussites sociales sont perçues comme des trajectoires formulées par l'individu unique responsable de lui-même, qui mérite la position obtenue à la force de son travail. Il existe aux Etats-Unis une croyance dans une destinée exceptionnelle pour le pays supposé défier le fatalisme de l'Histoire en progressant continuellement sur les plans moraux et financiers: c'est l'exceptionnalisme américain⁷. Cette ascension ramenée à l'échelle de l'individu travailleur est appelée "American Dream". Ces deux notions fondatrices d'exceptionnalisme américain et d'American Dream sont très importantes aux Etats-Unis et consacrent l'idée selon laquelle quiconque, s'il s'en donne les moyens par un travail acharné, peut réussir socialement sur le territoire⁸. Elles participent à définir le rôle de l'Etat fédéral: garantir l'égalité des opportunités auprès des individus en corrigeant les inégalités lorsqu'elles résultent d'un coup du sort, non d'un mauvais choix. La forme de justice sociale soutenue par l'Etat-Providence admet ainsi la continuation de fortes inégalités, du moment que celles-ci reflètent l'éthique de ceux qui les subissent. Elle est compatible avec la compétition sur le marché qui offrirait une multitude de choix aux individus⁹.

Malgré son insistance pour envisager autrui selon le prisme de la responsabilité personnelle, l'individualisme ne perd pas de vue l'idée d'un monde commun. Alain Ehrenberg explique : « L'individualiste américain est moral: la moralité est le concept américain social dont l'équivalent français est l'Etat. L'un comme l'autre sont les garants de l'ordre social, de la vie en commun ¹⁰. »

En effet, si la communauté n'a d'autres responsabilités envers l'individu que de lui garantir une égalité des opportunités, l'individu, lui, a une responsabilité morale devant la communauté. Il doit se construire seul et librement, mais également aider chacun à faire de même¹¹. Outre l'énergie dépensée à ne pas constituer un fardeau social pour les autres, beaucoup d'Etats-Uniens s'engagent auprès d'associations. Certains se distinguent également

⁶ Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. 5.

⁷ Pierre Mélandri, *Les Etats-Unis. Le déclin?*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », (2008) 2013, p. 649-650.

⁸ Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion*, traduit de l'anglais par François Boisivon, Barcelone, Flammarion, coll. « Champs actuels », 2010, p. 186.

⁹ Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob, coll. « poche », 2012, p. 49, 56, 413, 417.

¹⁰ *Ibid.*, p. 49.

¹¹ Frédéric Robert, *Les années Roosevelt aux Etats-Unis (1932-1945), entre New Deal et Home Front*, Paris, Ellipses, coll. « Capes/ agrégation », 2013, p. 106.

à travers des actions philanthropiques¹². Selon Gilles Lipovetsky, « L'essor de l'individualisme post-moraliste coïncide certes avec la montée des "jouissances privées" et des préoccupations lancinantes du moi, mais aussi paradoxalement avec davantage de volonté d'entraide sur une base libre, sans contrainte, sans obligation, sans régularité disciplinaire¹³. » L'individualisme américain considère ainsi que la redistribution des ressources est légitime lorsqu'elle s'effectue librement, sur la base du volontariat et non selon les directives d'un Etat. Depuis l'expansion des Etats fédérés à l'Ouest et la raréfaction des terres qu'on croyait infinies, il est une oscillation permanente entre des valeurs de partage et d'égoïsme¹⁴. A partir des années 60, il comporte également un aspect hédoniste, l'individu étant de plus en plus encouragé à s'accomplir sur le plan personnel même au détriment du plan communautaire¹⁵.

A l'aune de cet esprit individualiste, l'Etat-Providence Américain se caractérise par un mode de redistribution modeste et conditionné aux ressources des bénéficiaires. Il encourage les comportements moraux en soutenant notamment le développement d'une éthique du travail libérale, incitant les Américains à travailler dur pour s'émanciper de leur propre précarité plutôt que de le solliciter. Il vise à aider un public considéré comme méritant, comme les personnes âgées. En n'apportant qu'un revenu minimum qui ne prémunit pas ses allocataires de l'état de pauvreté sans retourner à l'emploi et en promouvant des dispositifs en grande partie portés par le secteur privé, il ne permet ni n'admet comme ambition l'indépendance des citoyens vis-à-vis du marché¹⁶. Depuis les années 80, ses programmes sont aussi de plus en plus décentralisés, laissant aux états fédérés le soin de déterminer la nature des aides fournies et la définition de leurs bénéficiaires. La signature du Personal Responsibility and Work Opportunity Act (1996) par Bill Clinton les rend aussi partiellement responsables du financement de ces aides, qui diffèrent naturellement d'un état à l'autre¹⁷.

Cette forme particulière d'État-Providence spécifique aux Etats-Unis se construit

¹² Albert Baiwir, *Le déclin de l'individualisme chez les romanciers américains contemporains*, Paris, Librairie E. Droz, 1943, p. 130-133; Léa Stephan, *Social Policies And Racial Questions: From The Great Society To Obamacare*, thèse de doctorat en anglais, sous la direction de Anne Stefani et Françoise Coste, Toulouse, Jean Jaurès, 2017, p. 186-189.

¹³ Gilles Lipovetsky, *Métamorphoses de la culture libérale*, Montréal, Liber, 2002, p. 43-44.

¹⁴ Albert Baiwir, *op. cit.*, p. 45-6, 50, 90.

¹⁵ Alain Ehrenberg, *op. cit.*, p. 138-143.

¹⁶ Gøsta Esping-Andersen, « The Three Political Economies Of The Welfare State », *International Journal of Sociology*, vol. 20, n° 3, 1990, p. 111.

¹⁷ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 121-122; Isaac Martin, « Où va l'État-Providence Américain? », *La vie des idées* [en ligne], 2009. [<https://laviedesidees.fr/Ou-va-l-Etat-providence-americain.html>] (consulté le 22/03/2022)]

progressivement au cours du XXème siècle. Bien qu'on observe des précédents à une action fédérale visant la redistribution des richesses¹⁸, on considère généralement que le vote du Social Security Act en 1935 acte la véritable naissance de l'Etat-Providence aux Etats-Unis¹⁹. En réponse à la crise économique de 1929, Franklin Delano Roosevelt dessine un nouveau contrat social pour l'Amérique, laissant la part belle à l'Etat fédéral qui devient actif pour lutter contre l'extrême pauvreté. C'est le New Deal. Il consiste en deux volets: rétablir la stabilité financière du pays en ciblant particulièrement les secteurs agricoles, industriels, bancaires et ferroviaires et protéger les travailleurs (en favorisant l'émergence des syndicats) les chômeurs et les personnes âgées de plus de 65 ans (en leur assurant le versement de pensions spécifiques²⁰).

Même s'il exclut de ses bénéficiaires les domestiques et les employés agricoles, la nature comme l'envergure du programme en font un dispositif sans précédent aux Etats-Unis, qui traduit une modification dans la manière d'envisager l'action à échelle fédérale. En effet, la crise implante l'idée selon laquelle l'individu n'est pas l'unique responsable de sa trajectoire sociale²¹. Même s'il doit pour cela justifier d'un effort exercé pour s'en sortir par lui-même, il est légitime à demander une aide de l'Etat dont l'action est ainsi rendue acceptable, et ce même lorsqu'elle consiste en la régulation du marché²². Le Parti Républicain, associé à la défense d'un marché libre dans lequel l'individualisme peut s'exercer dans ses retranchements les plus égoïstes, est tenu responsable de la crise²³.

S'il est révolutionnaire, le New Deal marque l'avènement d'un activisme conservateur de plus en plus influent au cours des années²⁴.

Dès 1938, la minorité républicaine et les démocrates conservateurs s'allient en une coalition qui s'engage contre les impôts, les syndicats et l'action fédérale jugée envahissante et à laquelle ils préfèrent une action à échelle fédérée. Ils dénoncent également le communisme. Le contexte de la guerre froide leur octroie ensuite un soutien issu de toutes les classes sociales²⁵. Le monde des affaires, auparavant résigné aux principes du New Deal s'allie notamment aux conservateurs. Ils financent des think tanks diffusant l'idée selon laquelle les politiques

¹⁸ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 148-149, 152-153.

¹⁹ Denis Lacorne (dir.), *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006, p. 282-283.

²⁰ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 11-20.

²¹ *Ibid.*, p. 88, 102.

²² *Ibid.*, p. 103.

²³ *Ibid.*, p. 50.

²⁴ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 21.

²⁵ *Ibid.*, p. 24-29.

fédérales de redistribution coûtent trop cher et annihilent la compétitivité et l'esprit d'entreprendre²⁶.

En 1965, les nouvelles lois développent Medicare, un système d'assurance-santé destiné aux plus de soixante-cinq ans et Medicaid, qui cible les plus modestes déjà bénéficiaires d'aides sociales. Pour certains, il s'agit du second acte de naissance de l'Etat-Providence Américain²⁷. Ces deux systèmes s'intègrent à la Great Society amenée par Lyndon B. Johnson. Notamment influencée par la publication du rapport Moynihan insinuant durablement dans les esprits l'existence d'une "culture de la pauvreté" en partie soutenue par les aides sociales, elle met en place la redistribution des ressources mais aussi des opportunités: si l'Aid to Families with Dependant Children attribue des bons pour acheter de la nourriture, les stratégies fédérales de lutte contre la pauvreté incluent aussi une série de mesures incitant fortement la reprise d'emploi. L'aide obtenue se mérite en s'engageant autant que faire se peut dans la compétition sur le marché du travail, gage de l'exercice de la responsabilité individuelle²⁸.

Les années 60 voient le mouvement conservateur se développer en opposition aux révoltes des minorités ethniques et sexuelles qui troublent l'ordre public. Il attaque à la fois l'attitude jugée irresponsable des militants et les politiques inclusives mises en place pour répondre à ces nouvelles revendications qui, d'après lui, sont inégalitaires puisqu'elles désavantagent les blancs. Les conservateurs ont même un candidat aux élections présidentielles de 1964, Barry Goldwater, qui n'est pas élu²⁹. La Great Society est attaquée de toute part par les conservateurs et son échec à lutter efficacement contre la pauvreté sape la crédibilité accordée aux mesures providentielles et fédérales, qui deviennent impopulaires. C'est une victoire pour le mouvement³⁰.

Dans les années 70, le mouvement conservateur prend de l'ampleur. En liant politiques sociales et affaïssement de la moralité, en mêlant revendications politiques et religieuses, il reçoit l'adhésion de plus en plus solide de la part du peuple américain³¹. En 1972, 57% des États-Uniens pensent que la pauvreté subsiste parce que les pauvres ne veulent pas travailler³². En résultent la décentralisation progressive des mesures providentielles et l'élection de Ronald Reagan en 1980, dont le coup de force réside en l'institution de la pensée conservatrice comme

²⁶ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 98, 106-109; Darren Barany, *The New Welfare Consensus. The Ideological, Political And Social Origins*, New York, Suny Press, 2018, p. 235-236; Denis Lacorne (dir.), *op. cit.*, p. 486-487.

²⁷ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 116.

²⁸ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 155-156; Alain Ehrenberg, *op. cit.*, p. 159-162.

²⁹ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 31-32.

³⁰ Denis Lacorne (dir.), *op. cit.*, p. 287.

³¹ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 19-20, 121-127.

³² Darren Barany, *op. cit.*, p. 187.

posture par défaut dans le débat public. Il participe à diffuser l'image de la "Welfare queen", la mère afro-américaine élevant seule ses nombreux enfants sur le dos de la société et rend les politiques sociales responsables du déficit³³.

Dans une économie désormais mondialisée où les Etats-Unis ne sont plus seuls sur le devant de la scène, les conservateurs se déclarent le rempart contre le déclin ressenti du pays qu'ils relient à l'immoralité ambiante (destruction de la famille nucléaire, etc.) et aux dépenses sociales trop lourdes soutenues par le parti démocrate³⁴. Après la chute de l'URSS, la remise en cause de l'État-Providence ne se limite plus à attaquer la Great Society. Elle détricote également les fondements du New Deal³⁵. Le Congrès devient Républicain en 1994. D'après Alix Meyer, cet événement marque l'association entre le GOP et l'idéologie conservatrice: « Le travail de diverses mouvances militantes au sein du Parti Républicain conjugué au mouvement de polarisation idéologique, a permis de consolider son orientation conservatrice. (...) L'objectif affiché est clair: réduire la place de l'Etat Fédéral dans la société américaine³⁶. »

Ainsi se réalise la promesse de Bill Clinton "to end Welfare as we know it", qui reconnaît un effet pervers à l'implantation de politiques sociales lorsqu'elles ne conditionnent pas l'attribution des aides au mérite des bénéficiaires³⁷. Pour autant, Clinton n'attaque pas l'existence même de l'Etat-Providence: il souhaite plutôt en modifier les conditions afin qu'il réponde aux impératifs moraux (éthique du travail, etc) et respecte l'équilibre budgétaire³⁸. En 1996, le Personal Responsibility and Work Opportunity Act modifie l'Aid to Families with Dependent Children, qui devient la Temporary Assistance for Needy Families: l'aide octroyée aux familles est désormais limitée dans le temps (deux ans successifs au maximum, cinq ans au total dans toute une vie), les fonds alloués sont réduits et la gestion de l'allocation déléguée aux états fédérés. C'est la plus grande régression connue par l'Etat-Providence états-unien. Pour les conservateurs, la réforme est considérée comme un succès puisque le nombre de

³³ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 157; Alix Meyer, *op. cit.*, p. 56, 115; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 196.

³⁴ *Ibid.*, p. 7-10.

³⁵ *Ibid.*, p. 274-275.

³⁶ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 13.

³⁷ *Ibid.*, p. 120.

³⁸ *Ibid.*, p. 56.

bénéficiaires de l'aide sociale est divisé par trois entre 1996 et 2001. Pourtant, rien ne garantit que les anciens allocataires aient quitté l'état de pauvreté³⁹.

Dans les années 2000, la crainte liée à la globalisation d'un déclin des Etats-Unis sur le plan économique et moral amène finalement à questionner à nouveau la place de l'Etat dans la vie des citoyens, qui ne se sentent plus maîtres de leur destin⁴⁰. La crise de 2008 est l'occasion de remettre en question la conception conservatrice de l'État-Providence qui prévaut depuis les années 1980. Le 20 janvier 2009, Barack Obama accède à la fonction de Président des Etats-Unis d'Amérique. Premier afro-américain à accéder à cette place, il est démocrate et défend à la fois un État-Providence actif et le développement d'une éthique individuelle de travail⁴¹.

L'une des promesses de campagne de Barack Obama est de réformer le système de santé américain, jugé trop coûteux, inefficace et inadapté aux carrières devenues mobiles. Les assurances santé sont alors majoritairement octroyées aux employés et leurs foyers par leurs employeurs. L'idée d'un changement de paradigme est soutenue par le public: En 2008, 77% des Etats-uniens considèrent que le gouvernement devrait prendre la responsabilité de garantir à tous les citoyens l'accès à des soins de base⁴². La moitié des faillites est attribuée au remboursement de frais médicaux et un Américain sur sept n'est pas assuré, notamment en raison des pertes d'emploi générées par la crise⁴³.

Après son élection, l'administration Obama présente rapidement son projet de loi: Obamacare est promulguée en mars 2010. Elle est la réforme la plus significative du système de santé états-unien depuis 1965 et la création de Medicare et Medicaid⁴⁴. Elle comporte deux volets: le Patient Protection and Affordable Care Act et le Health Care and Education Reconciliation Act. Elle repose sur trois piliers essentiels: 1) Contraindre les entreprises de plus de 50 salariés à assurer leurs employés; 2) étendre la couverture proposée par Medicaid pour qu'elle touche les foyers dont les revenus se situent en dessous de 1,38 fois le seuil de pauvreté

³⁹ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 386-387; Darren Barany, *op. cit.*, p. 1.

⁴⁰ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 231.

⁴¹ *Ibid.*, p. 562, 591.

⁴² Kévin Young et Michael Schwartz, « Healthy, Wealthy, And The Wise: How Corporate Power Shaped The Affordable Care Act », *New Labor Forum*, vol. 23, n° 2, 2014, p. 32.

⁴³ Jill Quadagno, « Institutions, Interest Groups, And Ideology: An Agenda For The Sociology Of Health Care Reform », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 51, n° 2, 2010, p. 126; Laxmaiah Manchikanti, « A Critical Analysis Of Obamacare: Affordable Care Of Insurance For Many And Coverage For Few ? », *Pain Physician*, n° 20, 2017, p. 113.

⁴⁴ Richard C. Fording et Dana Patton, « The Affordable Care Act And The Diffusion Of Policy Feedback: The Case Of Medicaid Work Requirements », *The Russell Sage Foundation journal of the social sciences*, vol. 6, n°2, 2020, p. 131; Léa Stephan, *op. cit.* p. 166-167.

fédéral; 3) Les individus ne pouvant prétendre ni à une couverture de la part d'un employeur éventuel, ni rejoindre les programmes gouvernementaux (Medicare et Medicaid) sont contraints de s'assurer par eux-mêmes: c'est l'*individual mandate*⁴⁵. Selon leurs revenus, ils peuvent cependant prétendre à une aide financière de l'Etat pour contracter une assurance parmi une sélection définie à échelle fédérée et dont les prix sont régulés: ces marchés d'assurances nouvellement créés sont appelés *exchanges*⁴⁶.

La loi prévoit également d'encadrer la contractualisation d'assurances en décidant d'un panel de soins de base devant être garantis par chacune d'entre elles et en interdisant la sélection de la clientèle selon ses antécédents médicaux. Seuls le tabagisme et l'âge peuvent justifier une différence de prix pour un contrat d'offre similaire, et il n'est pas possible de refuser la souscription d'un particulier à une assurance⁴⁷.

En résumé, Obamacare étend Medicaid d'une part et, de l'autre, elle réforme le marché des assurances individuelles, ceci dans le but de mutualiser plus équitablement les risques liés à la santé en augmentant le nombre d'assurés (notamment parmi les jeunes et les personnes bien portantes), ce qui devrait maintenir à prix abordable le coût des assurances. L'accent mis sur les soins préventifs et les fonds fédéraux débloqués envers divers acteurs du système de santé (chercheurs, associations, hôpitaux...) sont supposés rationaliser les frais de santé totaux tout en augmentant la qualité des soins⁴⁸.

En 2010, malgré de nombreux efforts de la part d'Obama pour élaborer une réforme bipartisane, Obamacare n'obtient aucun soutien républicain. Pourtant, la loi est calquée sur un modèle autrefois présenté par l'un d'entre eux⁴⁹! Ils la considèrent néanmoins trop coûteuse, laissant la responsabilité au gouvernement fédéral sans tenir compte des responsabilités personnelles. La mesure, taxée de socialiste, est même attaquée devant la Cour Suprême, certains considérant qu'elle empiète sur le libre choix des individus à s'assurer ou à choisir leur médecin référent. L'inclusion de certains soins spécifiquement destinés aux femmes dans le panel de soins obligatoirement assurés, comme l'accès à certains moyens de contraception, sont également dénoncés⁵⁰.

⁴⁵ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 15.

⁴⁶ D. K. Jones et K. W. Bradley, « Pascal's Wager: Health Insurance Exchanges, Obamacare, And The Republican Dilemma », *Journal of Health Politics*, vol. 39, n° 1, 2014, p. 99.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 237.

⁴⁸ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 233.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 105.

⁵⁰ D. K. Jones et K. W. Bradley, *op. cit.*, p. 98, 103; Léa Stephan, *op. cit.*, p. 233-234, 237-243; Michael Tarner, « Obamacare: What We Know Now », *Policy Analysis*, n° 745, 2014, p. 9, 15.

En réalité, les attaques répétées contre la réforme font partie d'une stratégie de blocage systématique de la part des Républicains envers toutes les propositions portées par Barack Obama dont l'élection provoque une montée de l'extrême droite américaine. Le Tea Party émerge: il s'agit d'un mouvement conservateur ouvertement raciste et engagé contre les impôts et l'activisme fédéral. Donald Trump est un partisan notoire de cette mouvance et fait de l'abrogation d'Obamacare l'une de ses promesses de campagne. Cette loi qui symbolise la réussite d'un Afro-américain, Barack Obama, à modifier la société en profondeur est une image insupportable pour les membres du Tea Party⁵¹.

L'opposition des Républicains à la loi s'est manifestée lors de son élaboration, de son vote et après sa mise en application. Les points culminants du débat provoqué par le vote d'Obamacare correspondent au jugement de sa constitutionnalité en 2012, au choix des gouverneurs républicains d'appliquer ou non l'extension de Medicaid dans leur état en 2014, puis à l'élection de Donald Trump et à sa tentative infructueuse pour l'abroger en 2017.

Nous allons voir en quoi le débat né de l'élaboration, l'adoption et l'application d'Obamacare est représentatif d'une vision de l'Etat-Providence spécifique aux Etats-Unis: Comment les préceptes conservateurs ont-ils influencé le développement de l'American Welfare State ? Quelles sont les caractéristiques propres à ce dernier ? En quoi le débat relatif à Obamacare témoigne-t-il d'un consensus conservateur autour de la définition d'Etat-Providence ? Comment Obamacare modifie-t-elle le sens de la liberté et de la responsabilité individuelle ? Comment cela modifie-t-il la manière dont les États-Uniens pensent leur Etat-Providence ?

Dans une première partie, nous définirons la manière dont les Etats-Unis conçoivent leur Etat-Providence, dans son esprit et sa forme. Nous aborderons l'histoire de l'individualisme américain et la manière dont il a influencé cette construction, en en précisant les caractéristiques spécifiques.

Ensuite, nous montrerons que le débat généré par l'élaboration, l'adoption puis l'application d'Obamacare s'articule autour de thèmes individualistes spécifiques aux Etats-

⁵¹ H. F. Stein et Seth Allcorn, « A Fateful Convergence, Animosity Toward Obamacare », *Journal of Psychohistory*, vol. 45, n° 4, 2018, p. 238-239.

Unis: responsabilité personnelle, liberté de choix, décentralisation des dispositifs mis en place par la loi et soutien au secteur privé.

Enfin, nous mettrons en évidence la manière dont Obamacare, en proposant une nouvelle manière d'envisager la responsabilité individuelle plus lucide quant aux réalités du marché, fait naître une nouvelle approche de l'État-Providence américain susceptible d'influencer les débats futurs.

Partie 1: La conception états-unienne de l'Etat-Providence

L'individualisme est une notion fondamentale pour comprendre les États-Unis. L'Histoire du pays, colonisé par des Protestants diffusant ce concept dans un espace qu'on croit alors infini, s'articule fortement autour de cette idée

¹. L'importance dans la société Américaine actuelle de la croyance dans l'American Dream en particulier et les préceptes méritocratiques en général en sont témoins². Attachée à l'image d'un individu volontaire pour s'en sortir sans l'aide des autres, cette notion influence nécessairement la construction tardive d'un Etat-Providence aux Etats-Unis³. La crise de 1929 permet de légitimer l'activité d'un Etat fédéral fortement engagé auprès des citoyens pour leur fournir les aides sociales dont ils ont besoin⁴. Toutefois, la pensée conservatrice, porteuse des valeurs individualistes, émerge dès les années 1930 et prend une ampleur nationale dans les années 1980. Elle remet en question le rôle de l'Etat fédéral jugé incompetent et défend la mise en place d'une aide sociale respectant les principes du fédéralisme, de la responsabilité individuelle et du marché libre⁵. Cette conception de l'Etat-Providence, originellement défendue par les Républicains, est parfois revendiquée par les Démocrates⁶.

I- L'individualisme, un concept fondateur aux Etats-Unis

Colonisé par des Européens protestants, ce qui deviendra le territoire des Etats-Unis d'Amérique est envisagé comme un espace choisi par Dieu pour que chaque individu puisse s'y accomplir. Sous réserve de travailler sincèrement et avec ardeur, chacun pourrait s'y élever socialement⁷. Ainsi, les Etats-Uniens sont responsables de leurs succès comme de leurs échecs.

¹ Lauric Henneon, *La fin du rêve américain?*, Paris, Odile Jacob, 2017, p. 44.

² Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion*, traduit de l'anglais par François Boisivon, Barcelone, Flammarion, coll. « Champs actuels », 2010, p. 186.

³ Anthony Elliott et Charles Lemert, *The New Individualism, The Emotional Costs Of Globalization*, New York, Routledge, 2006, p. 5, 10, 32.

⁴ Frederic Robert, *Les années Roosevelt aux Etats-Unis (1932-1945), entre New Deal et Home Front*, Paris, Ellipses, coll. « Capes/ agrégation », 2013, p. 11-20.

⁵ Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob, coll. « poche », 2012, p. 49, 56, 413, 417.

⁶ Alix Meyer, *Les républicains au Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, coll. « Des Amériques », 2015, p. 121-122.

⁷ Lauric Henneon, *op. cit.*, p. 43-47.

Si différentes crises sociales et économiques mettent à mal cette considération, de nombreux mythes individualistes jalonnent le discours politique et s'opposent à une redistribution administrée par les pouvoirs publics⁸.

I. 1. Les préceptes individualistes aux Etats-Unis

Au cours du XVIII^e siècle, l'Amérique du Nord est progressivement colonisée par des Anglais dont beaucoup sont protestants et désireux d'y créer une société en opposition avec celle du vieux continent. Éloignée de la corruption des pouvoirs politiques et religieux sévissant en Europe, cette nouvelle structure sociale se distinguerait en valorisant les individus méritants plutôt que les bien nés et les reconnaît grâce à leur éthique du travail rigoureuse et à leur mode de vie frugal. Ici, chacun pourrait tirer le trait sur son passé et construire lui-même l'avenir qu'il mérite⁹.

L'idéal protestant reconnaît la prédestination: c'est la réussite par le travail qui révèle les élus de Dieu. Influencés par ce concept, les colons croient à l'ascension sociale par le mérite qui, comme le rappelle Gilles Vervisch, « repose sur une croyance qu'aucune loi scientifique n'a jamais prouvé: La réussite vient récompenser le travail, les efforts et même, la vertu morale¹⁰.» Ainsi, la capacité à générer des profits devient gage de moralité¹¹. Cette considération est amplifiée par l'abondance des terres qu'on estime mises à disposition par Dieu. Seul le labeur donnerait à l'Homme le droit d'en devenir le propriétaire et cet accaparement par le travail constituerait un devoir moral¹². Puisque les inégalités reflètent les différences d'engagement à la fois dans le travail et dans la recherche personnelle de la vocation choisie pour nous par Dieu, elles sont justes et acceptables¹³. Ainsi, Max Weber, Daren Barany et Gilles Vervisch s'accordent à dire qu'aux Etats-Unis, on considère souvent que les plus pauvres n'ont pas de légitimité pour se plaindre de leur sort¹⁴.

⁸ Howard Zinn, *La mentalité américaine au-delà de Barack Obama*, Montréal, Lux Éditeur, 2010, p. 20-30.

⁹ Lauric Henneon, *op. cit.*, p. 44.

¹⁰ Gilles Vervisch, *Peut-on réussir sans effort ni aucun talent? Les mirages du mérite*, Paris, Le passeur, 2019, p. 86.

¹¹ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Agora, coll. « pocket », (1964) 1967, p. 194-196.

¹² Gilles Vervisch, *op. cit.*, p. 138-139; Max Weber, *op. cit.*, p. 78.

¹³ Daren Barany, *The New Welfare Consensus. The Ideological, Political And Social Origins*, New York, Suny Press, 2018, p. 4.

¹⁴ Max Weber, *op. cit.*, p. 63-64, 115, 218.

C'est dans ce contexte que se développent deux mythes individualistes fondateurs aux Etats-Unis: L'American Dream et l'Exceptionnalisme américain.

Le premier consiste en la possibilité de chacun aux Etats-Unis de gravir les échelons sociaux par la force de son travail, gage de vertu morale. Il considère que la naissance ne détermine pas le destin social et envisage l'individu comme responsable de sa propre trajectoire. La foi dans l'American Dream est particulièrement développée à l'époque de la Ruée vers l'Or, où elle se déploie jusque de l'autre côté de l'Atlantique et encourage les migrations¹⁵.

L'idée d'une ascension par le travail exercée à échelle individuelle se décline également à échelle collective: c'est l'Exceptionnalisme américain. Chaque citoyen doit contribuer à l'élévation de son pays voué à connaître une ascension continue. Optimistes, les Etats-Unis se voient comme un projet en construction à la progression lente mais constante, unique au monde¹⁶

Ces mythes imprègnent toujours la société américaine, même si l'individualisme perd progressivement son caractère religieux. La singularité conférée à l'âme est transposée à la personnalité. Contrairement à la première, la seconde peut évoluer selon l'exercice d'un travail sur soi¹⁷. La Gauche comme la Droite prétendent défendre l'American Dream et reprennent l'idée d'inégalités justes et naturelles, puisqu'à l'image de l'investissement octroyé par l'individu dans sa propre réussite¹⁸. Ainsi, c'est l'égalité des opportunités et non celle des situations sociales qui doit être garantie par l'Etat¹⁹.

Notons que d'après Jean-Michel Espitallier, l'idée d'une rétribution nécessairement obtenue en fonction des efforts produits relève toujours de la croyance, de la même manière que la façon dont sont perçus les individus ayant réussi constitue souvent une forme d'idolâtrie: si l'individualisme n'est plus explicitement religieux, il en conserve des caractéristiques²⁰. Ainsi, pour Gilles Lipovetsky, Léa Stephan et Alain Ehrenberg l'abandon de la religiosité ne signe pas nécessairement l'abandon d'une forme de morale. Si l'individu doit s'en sortir sans aide de l'Etat, il doit aussi s'engager auprès des autres et les aider à réaliser leur propre American Dream en s'engageant comme bénévole auprès d'associations ou en menant des

¹⁵ Denis Lacorne (dir.), *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006, p. 265, 270.

¹⁶ Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 26, 186.

¹⁷ Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. 50.

¹⁸ Darren Barany, *op. cit.*, p. 14, 64-65.

¹⁹ Léa Stephan, *Social Policies And Racial Questions: From The Great Society To Obamacare*, thèse de doctorat en anglais, sous la direction de Anne Stefani et Françoise Coste, Toulouse, Jean Jaurès, 2017, p. 130-131.

²⁰ Jean-Michel Espitallier, *De la célébrité: théorie et pratique*, Paris, Agora, coll. « Pocket », 2012, p. 69.

action philanthropiques²¹. De ce fait, l'individualisme américain ne renie pas l'idée d'une solidarité active entre les citoyens. Si la société ne doit rien à ses représentants les plus pauvres, l'individu doit s'engager librement auprès d'elle en soulageant notamment les nécessiteux²².

L'individualisme américain possède une facette égoïste dont l'importance varie au cours du temps. D'après Alain Ehrenberg, l'invocation à réussir rend le succès moral, peu importe les conséquences de celui-ci sur les autres²³. Dans son *Image de la civilisation américaine*, Benjamin Franklin prône déjà l'entretien d'une morale utilitariste: selon lui, l'honnêteté et le travail, qu'ils soient supposés ou réels, constituent des vertus du moment qu'ils permettent de répondre à l'injonction d'augmenter son capital. De ce fait, tromper les autres sur ses intentions ou son implication dans le but d'obtenir d'eux de quoi générer du bénéfice est moralement sanctifié. Cependant, Benjamin Franklin n'encourage pas les Etats-Uniens à jouir de l'argent ainsi obtenu, mais à maintenir une attitude travailleuse²⁴.

Le recul de la religion dans la société américaine amène une conception plus libérale de l'individualisme, qui ne renie plus une forme d'égoïsme avide rendue acceptable, voire probe²⁵. Au XVIIIème siècle, Adam Smith plaide une réussite personnelle rendue vertueuse puisque les plus entreprenants seraient également les plus utiles à la société et participeraient à son équilibre. Cette harmonie requiert l'existence d'inégalités²⁶.

D'après Alain Ehrenberg, c'est au cours du XXème siècle que la poursuite du bonheur privé s'affranchit de celle du bonheur public. Dans les années 1960, l'injonction à l'accomplissement personnel ne passe plus par l'investissement dans la construction d'une communauté²⁷. Pour Chris Hedges et Marie Duru-Bellat, ce paradigme est rendu visible dans les universités d'élite américaines qui cherchent à rendre leurs étudiants endurants et efficaces dans leur travail plutôt que soucieux de moralité. En découle une indifférence généralisée des élites face à la misère sociale qu'elles entretiennent sans l'analyser profondément: convaincues d'être les meilleures avant d'être les plus privilégiées, incapables de remettre en cause le système qui les porte ou d'en imaginer un autre, les élites américaines pensent les inégalités comme un reflet du mérite de chacun et leur réussite comme la preuve de leur supériorité

²¹ Gilles Lipovetsky, *Métamorphoses de la culture libérale*, Montréal, Liber, 2002, p. 38; Léa Stephan, *op. cit.*, p. 186-189.

²² Alain Ehrenberg, *op. cit.*, p. 35-36, 50, 56, 158.

²³ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, Paris, Hachette, coll. « Littératures », 1991, p. 199-200.

²⁴ Max Weber, *op. cit.*, p. 45-51.

²⁵ *Ibid.*, p. 75-76.

²⁶ Gilles Vervisch, *op. cit.*, p. 141-143.

²⁷ Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, *op. cit.*, p.138, 179.

personnelle²⁸. Pourtant, Gilles Vervisch et Marie Duru-Bellat soutiennent la thèse de Pierre Bourdieu selon laquelle l'école génère la reproduction sociale: les diplômés reflètent le milieu social d'origine et non le mérite, ils ont pour fonction de légitimer la position sociale dominante de ceux qui les obtiennent. Ces derniers se persuadent d'être les uniques responsables de leur réussite et accusent les autres de ne pas avoir été suffisamment persévérants, de mériter leur échec²⁹.

Marie Duru-Bellat, Gilles Vervisch et Alain Ehrenberg écrivent que ces considérations génèrent le mal-être de ceux qui échouent, rendus responsables de leurs échecs, mais aussi celui de ceux qui réussissent lorsque ce succès s'effectue au détriment de leur santé mentale, de leur vie de famille, etc³⁰. Elles considèrent les souffrances provoquées par la perte d'un monde commun comme des problèmes à travailler à échelle individuelle: bonheur et productivité sont perçus comme intimement liés³¹. Façonner sa propre personnalité pour s'élever professionnellement devient une injonction: l'intérêt des américains pour la psychanalyse et la psychologie positive augmente du même coup³².

Le Nouveau Monde semble plein de promesses; colonisé par des Protestants, il inspire deux mythes individualistes fondateurs aux Etats-Unis: l'American Dream et l'Exceptionnalisme américain. Dénués de leur sens religieux, ces deux concepts demeurent fondamentaux dans les discours politiques américains actuels. D'abord justifiées par des préceptes divins, les inégalités le sont désormais par la croyance dans la méritocratie, elle-même entretenue par de nouveaux mythes bien implantés dans les esprits états-uniens.

I. 2. Mythes de la pensée individualiste dans la société états-unienne actuelle

D'après Frederic Robert et Yves-Marie Péréon, la crise de 1929 modifie la manière dont les Américains envisagent la réussite personnelle: Pour la première fois, l'aide de l'Etat est légitime aux yeux du public qui perçoit les pauvres comme les victimes d'un système qui les dépasse. Ils ne sont plus les uniques responsables de leur condition. Cette nouvelle

²⁸ Chris Hedges, *L'empire de l'illusion*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Calvé, Montréal, Lux, coll. « Futur proche », (2009) 2012, p. 122-135; Marie Duru-Bellat, *L'inflation scolaire: les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil, 2006, p. 43-44.

²⁹ Gilles Vervisch, *op. cit.*, p. 19-22, 127, 132; Marie Duru-Bellat, *op. cit.*, p. 35, 74-75.

³⁰ *Ibid.*, p. 77, 80; Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, *op. cit.*, p. 20-22, 115, 120, 125, 143.

³¹ Gilles Vervisch, *op. cit.*, p. 53-54, 102-108, 111.

³² *Ibid.*, p. 72; Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, *op. cit.*, p. 62-65.

considération permet l'émergence du New Deal de Franklin Delano Roosevelt, une politique économique visant à rééquilibrer le marché et lutter contre la pauvreté à l'aide d'un Etat fédéral actif³³. Une nouvelle ère s'ouvre dans laquelle les hommes d'affaires ont mauvaise presse auprès du public qui considère les banquiers de Wall Street responsables de la crise³⁴.

Cependant, quelques voix s'élèvent contre le New Deal et lui opposent les valeurs individualistes de liberté et d'éthique du travail, un véritable esprit américain qui, selon elles, sont incompatibles avec un état fédéral actif. Le mouvement conservateur se construit ainsi en opposition aux mesures d'Etat-Providence, jugées injustes. D'abord minoritaire, il est rejoint dans les années 1950 par le monde des affaires qui cherche à s'octroyer une nouvelle légitimité auprès du peuple états-unien: ensemble, ils forment la New Right. Ce nouveau courant idéologique s'oppose à l'Etat-Providence et au communisme, il promeut le marché libre, glorifie la propriété privée et les inégalités considérées comme justes et naturelles. Il finance des think tanks et son influence croît dans la population américaine: le GOP devient conservateur et Ronald Reagan est élu dans les années 1980³⁵.

Ainsi, l'élévation sociale par le seul mérite est à nouveau mise en avant dans le discours public. Pour beaucoup, seule l'égalité des chances doit être garantie à chaque citoyen qui est libre et responsable de sa position sociale³⁶. D'après Alain Ehrenberg, l'unique domaine dans lequel l'État doit s'investir activement est l'éducation, puisqu'elle transmet aux élèves le goût de l'effort et la capacité à saisir les opportunités³⁷. La réussite est louée et elle consiste en s'activer individuellement pour ne pas subir le déterminisme de son milieu d'origine³⁸. Là où les différents mouvements sociaux des années 1960 avaient encouragé l'individu à se différencier par sa consommation, le mouvement conservateur l'encourage à se différencier en devenant actif dans l'élaboration de son parcours professionnel³⁹.

Cette volonté d'action pour prouver sa capacité à devenir le meilleur est notamment à l'origine de la glorification de la figure du sportif. En effet, l'esprit sportif véhicule l'idée d'un entraînement solide et d'une détermination active pour devenir champion. Il est particulièrement repris dans les milieux populaires et suggère que l'origine sociale n'a pas

³³ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 248-249.

³⁴ Yves-Marie Péréon, *Franklin Delano Roosevelt*, Paris, Tallandier, coll. « Biographies », 2012, p. 172-173.

³⁵ Pierre Mélandri, *Les Etats-Unis. Le déclin?*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », (2008) 2013, p. 98, 106; Darren Barany, *op. cit.*, p. 82-84.

³⁶ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, *op. cit.*, p. 241-242, 244.

³⁷ Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, *op. cit.*, p. 51, 162.

³⁸ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, *op. cit.*, p. 202-203, 215.

³⁹ *Ibid.*, p. 171-172, 200.

d'influence sur la classification finale des candidats⁴⁰. C'est particulièrement le cas pour la boxe: par exemple, l'accent est tout autant mis sur les exploits sportifs que sur la trajectoire sociale de Mike Tyson⁴¹. D'après Alain Ehrenberg, « L'épopée sociale double l'épopée sportive⁴². » La figure du sportif qui s'extirpe de sa condition originelle par un effort constant est ainsi mise en valeur, et ce malgré le fait que les conditions pour parvenir à exercer un sport soient héritées (génétique, accès à un apprentissage, etc), de même que l'issue des matchs peut s'avérer être fixée à l'avance et truquée⁴³.

Une seconde figure mythique encensée par le nouveau discours conservateur est celle de l'entrepreneur. Ce dernier est un individu énergique, tant sur le plan personnel que professionnel⁴⁴: Il est digne, responsable, aventurier, héroïque et positif malgré son évolution dans un monde incertain. Même ses erreurs sont valorisées, puisqu'elles sont sources d'apprentissage⁴⁵. La figure de l'entrepreneur encourage chacun à faire de son mieux, puisque chaque individu possède en lui les germes de sa propre réussite et doit prendre des risques plutôt que se laisser mater par un Etat-Providence⁴⁶.

Alain Ehrenberg constate qu'« Ils [Les chefs d'entreprises] échangent l'illégitimité de l'héritage contre la légitimité de la méritocratie. De ce point de vue, ils modernisent leur image sociale en passant d'un modèle hiérarchique à un modèle égalitaire, d'une référence au statut à une référence à l'individu⁴⁷. » Mais les salariés aussi sont tenus d'être entrepreneurs, de s'épanouir au sein de l'entreprise⁴⁸. Une confusion est opérée entre vie privée (s'individualiser) et professionnelle (s'accomplir)⁴⁹. En effet, l'image de l'entrepreneur insinue que l'échec social est un échec personnel, qu'il faut améliorer tous les aspects de sa personnalité pour réussir. Le vernis moral qu'accordait autrefois la religion aux plus riches, élus de Dieu, est toujours prégnant dans les esprits: la réussite devient synonyme d'un caractère aventureux, héroïque, travailleur et responsable⁵⁰.

⁴⁰ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, *op. cit.*, p. 41-44, 46, 54-55, 49-51, 58-59, 78-80, 88.

⁴¹ *Ibid.*, p. 89-83.

⁴² *Ibid.*, p. 84.

⁴³ Chris Hedges, *op. cit.*, p. 15-16.

⁴⁴ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, *op. cit.*, p. 198.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 16, 174, 188, 193-195, 231-241, 252.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 183, 270, 279, 282.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 207.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 134-139, 144-147, 224-226.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 228-231.

⁵⁰ Chris Hedges, *op. cit.*, p. 151-180; Max Weber, *op. cit.*, p. 198, 208, 210, 217, 232-238, 245.

Cette figure de l'entrepreneur est toujours prégnante dans le discours politique américain, et ce malgré de nombreuses études prouvant que le marché libre est générateur de déterminisme social et que la méritocratie ne peut pas fonctionner⁵¹. D'après Gilles Vervisch, « Le mythe du self-made man, cette figure de l'entrepreneur super-héros comme modèle de réussite, permet d'entretenir cette croyance, cette religion même: le mérite. (...) Grâce à Dieu! Le travail et les efforts seront récompensés⁵². » Croire en la méritocratie, c'est encore croire en un Dieu qui récompenserait l'effort fourni. Cela ne correspond en aucun cas à une réalité scientifique puisque le mérite est impossible à évaluer clairement, que la réussite dépend en partie de l'origine sociale, qu'elle s'inscrit dans l'économie de marché et qu'elle nécessite ainsi le développement d'un talent en adéquation avec celle-ci. Or, Gilles Lipovetsky rappelle que nul n'est responsable de ses prédispositions ou de la disponibilité de postes sur le marché du travail⁵³.

L'imposture des figures individualistes du sportif et de l'entrepreneur est facilement démontrable. Leur confrontation à la réalité met à mal la croyance dans l'American Dream et l'Exceptionnalisme américain. Cela participe à créer chez les États-Uniens la peur d'un déclin du pays, lui-même à l'origine d'autres figures mythiques individualistes comme celle du pauvre méritant contraint par les circonstances et celle de la Welfare Queen, une mère afro-américaine célibataire, hyperfertile et vivant volontairement aux crochets de l'Etat par paresse⁵⁴.

Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la fin de la Guerre Froide et l'émergence d'autres puissances mondiales comme la Chine mettent en concurrence les travailleurs américains avec le reste du monde⁵⁵. Après la Seconde Guerre mondiale, plusieurs crises ébranlent le pays qui subit plusieurs défaites militaires et morales (la guerre du Viêt-Nam, l'affaire du Watergate...). Une stagnation économique s'installe durablement en 1973 et les inégalités croissent entre les citoyens: en 1987, 6% des foyers possèdent 90% du patrimoine⁵⁶. Dans les années 1980, les 1% des Américains les plus riches captent 7% du revenu national. Ce chiffre monte à 18% dans les années 1990, jusqu'à 24% en 2010⁵⁷. Anthony Elliott et

⁵¹ Gilles Lipovetsky, *op. cit.*, p. 25.

⁵² Gilles Vervisch, *op. cit.*, p. 24-25.

⁵³ Marie Duru-Bellat, *op. cit.*, p. 31-35, 54-55; Gilles Vervisch, *op. cit.*, p. 14, 26-48, 82-101, 122-126, 146-149.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 47-50, 55; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 96-97; Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. 12; Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 23.

⁵⁵ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 213.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 197, 535.

⁵⁷ Alain Frachon, *Etats-Unis: De Roosevelt à Obama*, Paris, Le Monde, coll. « Comprendre un monde qui change », 2013, p. 10.

Charles Lemert écrivent qu'aux Etats-Unis beaucoup réalisent la fragilité de leur système et craignent un déclin économique, politique, moral et parfois même ethnique de leur pays⁵⁸. L'Amérique prend conscience de sa dépendance aux autres puissances et ne se sent plus maîtresse de son destin⁵⁹. Dans le contexte d'une société profondément marquée par l'individualisme, les citoyens considèrent que des ressources personnelles doivent être développées pour survivre dans ce monde incertain⁶⁰.

Il existerait des pauvres méritants, victimes des conjonctions structurelles dont ils ne peuvent pas se sortir seuls: les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap lourd appartiennent à cette première catégorie⁶¹. Il existerait aussi des pauvres non-méritants, trop fainéants pour s'en sortir par eux-même. La Welfare Queen appartient à cette seconde catégorie. Elle est notamment le produit d'une Amérique blanche inquiète à l'idée de devenir minoritaire⁶². Les caractéristiques attribuées à la Welfare Queen ont des origines le plus souvent racistes: par exemple, la prétendue disponibilité sexuelle des femmes noires est un mythe répandu par les Blancs pour excuser les viols commis pendant la période de l'esclavage⁶³. De même, le comportement pathologique de cette femme qui serait trop paresseuse pour travailler relève d'une nouvelle forme de racisme, notamment véhiculée par le rapport Moynihan, et qui met en cause une prétendue culture de la pauvreté chez les Afro-Américains plutôt que leur couleur peau⁶⁴. Richard M. Coughlin rappelle qu'en réalité, rien ne prouve l'existence de la Welfare Queen qui, comme nous le verrons plus tard, influence pourtant la manière dont se conçoit l'Etat-Providence: de 1990 à 1996, les femmes bénéficiaires des aides du welfare ont en moyenne moins de deux enfants (elles avaient déjà en moyenne deux enfants en 1979), la plupart travaille et les raisons qui ont conduit ces mères à la pauvreté relèvent le plus souvent de crises (financière, de santé, familiale..) et non de comportements personnels inadaptés⁶⁵. Régulièrement citée dans le débat public, la Welfare Queen incarne donc un fantasme plus qu'une réalité.

⁵⁸ Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. 42, 91-97, 105, 169-173; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 7-15, 73, 81; Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 190.

⁵⁹ *Ibid*, p. 222, 322-327.

⁶⁰ Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. XII-XIII.

⁶¹ Brian J. Glenn, *The American Welfare State. A practical guide*, New York, Routledge, 2022, p. 11.

⁶² Lauric Henneton, *op. cit.*, p. 121.

⁶³ Jennifer Bailey Woodard et Teresa Martin, « Black Motherhood : « Essence » And Its Treatment Of Stereotypical Images Of Black Women », *Journal Of Black Studies*, vol. 36, n° 2, 2005, p. 271-272.

⁶⁴ Hana Ehrown, « Racialized Conflicts And Policy Spillover Effects : The Role Of Race In The United States Welfare State », *American Journal Of Sociology*, vol. 119, n° 2, 2013, p. 98.

⁶⁵ Richard M. Coughlin, *Reforming Welfare : Lessons, Limits And Choices*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1989, p. 90; Premilla Nadasen, « From Widow To Welfare Queen : Welfare And The Politics Of Race », *Black Women, Gender And Families*, vol. 1, n° 2, 2007, p. 71.

Dans un monde globalisé où l'Amérique ne tient plus le premier rôle, celle-ci craint son propre déclin. Elle ne cesse pour autant de s'en référer aux mythes individualistes qui la définissent depuis l'arrivée des premiers colons européens⁶⁶. Ces mythes façonnent un discours politique reprenant des figures fantasmées (le sportif, l'entrepreneur, le pauvre méritant et non-méritant) qui s'oppose à la mise en place d'une réponse collective aux inégalités structurelles perçues comme le reflet de failles individuelles. Ils dénigrent l'action de l'Etat-Providence, que différentes crises économiques ont contribué à rendre légitime mais dont les fondements mêmes demeurent influencés par des conceptions individualistes.

II- L'émergence de l'Etat-Providence américain

La crise de 1929 amène une révision des préceptes individualistes américains. Le chômage et la pauvreté touchent massivement le peuple états-unien, parmi lequel se propage l'idée d'une nécessaire intervention gouvernementale. De manière inédite, Franklin Delano Roosevelt pose les fondements de l'Etat-Providence américain: Le New Deal vise à protéger les Américains blancs de la pauvreté. L'idée selon laquelle la société possède des responsabilités à l'égard de l'individu connaît immédiatement des détracteurs: Le mouvement conservateur apparaît en opposition à celle-ci et ses considérations individualistes influencent la construction de l'Etat-Providence américain.

II. 1. Crises et mesure des limites de l'individualisme

En 1929, une crise économique ravage le monde occidental. Elle est le produit d'un marché libéré de toute régulation gouvernementale qui permet la surproduction doublée d'une forte spéculation sur les profits et d'inégalités de salaire⁶⁷. Les Etats-Unis connaissent un chômage de masse qui sévit ensuite pendant plusieurs années: De 1 500 000 l'année de la crise, le nombre de chômeurs est de 4 250 000 en 1930 et atteint les 12 634 000 en 1933. En 1939, il est toujours de 9 400 000. De 1929 à 1941, un américain actif sur 8, soit 13,8% de la population en âge de travailler est au chômage⁶⁸. Dans certaines villes, la situation est dramatique: à

⁶⁶ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 649-652; Alain Ehrenberg, *La société du malaise, op. cit.*, p. 415.

⁶⁷ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 119-122, 125.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 32, 37.

Buffalo, seconde plus grande ville de l'Etat de New York, le chômage touche 32,6% des hommes capables de travailler⁶⁹.

D'après Yves-Marie Péréon et Niels Planel, cet état de crise permet la victoire d'un Démocrate aux élections présidentielles, puisque les Républicains alors au pouvoir sont considérés comme responsables de la situation⁷⁰. Dans un fameux discours prononcé le 2 juillet 1932, le président Franklin Delano Roosevelt annonce l'élaboration d'un programme d'Etat-Providence pour y pallier: c'est le New Deal, qui instaure notamment la Sécurité Sociale en 1935, et avec elle l'idée selon laquelle les individus ne sont pas entièrement responsables de leur condition et qu'ils doivent parfois compter sur la communauté pour s'en sortir⁷¹. D'après Frederic Robert, Charles Lemert et Anthony Elliott cette idée marque un tournant dans la pensée individualiste américaine, puisque désormais la redistribution est envisagée à l'échelle fédérale⁷². Puisque les principes capitalistes sont faillibles et nécessitent une action extérieure au marché visant à maintenir l'équilibre du système financier, l'Etat peut réguler l'économie en redistribuant l'argent des impôts saisis sur les plus grosses fortunes. Il peut créer des emplois et imposer des règles au marché pour prévenir de futurs déséquilibres⁷³. Des commissions sont créées pour vérifier que les lois qui régissent désormais le commerce soient bien appliquées⁷⁴. En 1937, *Steward Machine Co. v. Davis* considère la taxation des employeurs nécessaire dans chaque État pour financer la Sécurité Sociale. Avec cette décision, la Cour Suprême autorise une influence inédite de l'Etat fédéral sur les États fédérés⁷⁵.

En cette période de crise, Franklin Delano Roosevelt instaure la confiance des Américains dans leur gouvernement pour assurer une économie solide⁷⁶. Il les rassure quant aux capacités de leur pays à surmonter les catastrophes et à toujours s'améliorer. Il insufflé l'espoir parmi les citoyens⁷⁷. Pour rendre leur réalité à l'American Dream et à l'Exceptionnalisme américain aux yeux de son peuple, Franklin Delano Roosevelt redéfinit le sens du mot "libéral": d'après Frederic Robert, là où les pères fondateurs l'associaient à un marché libre gage d'une forme de justice sociale paradoxalement fondée sur les inégalités, le

⁶⁹ Yves-Marie Péréon, *op. cit.*, p. 132-133.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 135, 137; Niels Planel, *Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique*, Lormont, Le bord de l'eau, coll. « Documents », 2012, p. 32.

⁷¹ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 50, 53.

⁷² *Ibid.*, p. 88, 131.

⁷³ *Ibid.*, p. 99, 103; Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. 163-164.

⁷⁴ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 148-149.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 142-143.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 58-61, 93.

⁷⁷ Yves-Marie Péréon, *op. cit.*, p. 174.

président lui préfère l'assurance d'une égalité des chances dont la mise en place doit être assurée par l'Etat. De ce fait, lorsqu'elle vise à renforcer l'égalité des chances, la régulation du marché à l'échelle fédérale est libérale. Les inégalités de résultat sont toujours acceptables puisqu'elles reflètent le mérite des individus dont les opportunités de départ seraient égales. Ainsi, le président rend à ce principe ses préceptes religieux qui mettaient l'accent sur la fraternité autant que sur la responsabilité individuelle: la liberté n'est plus une absence de contrainte pour réussir, mais l'institution d'une possibilité pour chacun de le faire, le droit à une sécurité économique garantie par l'Etat⁷⁸. L'aide du gouvernement à l'individu est considéré comme morale⁷⁹.

Révolutionnaire, l'héritage de Franklin Delano Roosevelt se maintient dans le temps. D'après Yves-Marie Péréon, « L'action réformatrice est impressionnante et durable : Le secteur bancaire est assaini et les épargnants protégés. Des organes de régulation sont mis en place, les fondements d'un système de protection sociale sont posés⁸⁰. »

Après la Seconde Guerre mondiale, d'autres crises économiques, politiques et sociales ont lieu et sont l'occasion d'un changement de paradigme. Selon Pierre Mélandri, ces crises amènent la peur d'un déclin de l'Amérique et l'émergence d'une pensée individualiste mettant à nouveau l'accent sur la responsabilité individuelle: celle-ci est défendue par les conservateurs qui dénigrent la place de l'Etat fédéral dans la sécurité économique du peuple américain⁸¹. Après les années 70, les inégalités liées à la mondialisation sont criantes: de 1979 à 2005, 80% de la richesse créée aux Etats-Unis va aux 1% des citoyens les plus riches. En 2000 et après impôt, ces derniers possèdent toujours plus que les 40% des citoyens les plus pauvres⁸². Les avantages sociaux (pensions de retraite, assurances santé...) que détiennent souvent les employés auprès de leurs employeurs sont réduits par les entreprises qui se veulent plus compétitives sur la scène internationale. Dans les années 2000, le pays accuse 400 000 emplois perdus par an en raison de délocalisations⁸³. De 1990 à 2001, le nombre de salariés se voyant proposer des plans de retraite de la part de leur employeur passe de 26,3 millions à 22,1 millions⁸⁴.

⁷⁸ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 106-110, 144.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 249.

⁸⁰ Yves-Marie Péréon, *op. cit.*, p. 514.

⁸¹ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 225-230.

⁸² *Ibid.*, p. 259-260, 262-263.

⁸³ *Ibid.*, p. 240-242.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 265-266.

La crise de 2008 trouve ses origines aux Etats-Unis et touche le monde entier. Le GOP alors au pouvoir est décrédibilisé aux yeux des citoyens⁸⁵. Barack Obama devient président des Etats-Unis d'Amérique en 2009 et son élection marque la fin de l'ère conservatrice imposée depuis la présidence de Ronald Reagan⁸⁶. Dans ce climat de colère sociale, le plan de renflouement des banques est mal accueilli par une population qui trouve injuste de rétablir économiquement les principaux responsables de la crise⁸⁷. Le rapport Angelides de 2011, qui enquête sur les origines de celle-ci conclut qu'elle est « (...) le produit de la cupidité des spéculateurs et banquiers, et de l'incurie ou de la complicité de ceux qui avaient pour charge de les réguler⁸⁸. » Le mouvement Occupy Wall Street émerge en Novembre 2011 et dénonce les inégalités de richesse ainsi que le pouvoir accordé trop largement aux banques et aux grosses sociétés. Il est favorable à une imposition plus forte des entreprises et des grandes fortunes dans l'idée de redistribuer les bénéfices. D'après Niels Planel, même si le mouvement demeure trop désorganisé pour agir de manière concrète, ses opinions reflètent celles de 60% des États-Uniens⁸⁹. Le contexte social permet à Barack Obama d'envisager l'application du conseil de Rham Emmanuel, son chef de cabinet : « Ne jamais gaspiller une crise sérieuse⁹⁰. » Cela signifie qu'il est disposé à soutenir des réformes ambitieuses, notamment en ce qui concerne le système de santé américain que nous analyserons dans la seconde grande partie de ce mémoire.

Les crises économiques, politiques et sociales permettent la mise en place de mesures révolutionnaires. Celle de 1929 a amené le New Deal, une réforme institutionnelle de grande ampleur qui accorde une nouvelle place à l'Etat fédéral. Désormais, l'action de celui-ci consiste aussi à réguler le marché et à garantir en partie la sécurité financière des citoyens. L'aspect solidaire de l'individualisme est appuyé et il accepte le principe de la redistribution. Nous allons maintenant évoquer la mise en place de l'Etat-Providence états-unien et ses évolutions.

II. 2. Une brève histoire de l'Etat-Providence américain

⁸⁵ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 530-531.

⁸⁶ Niels Planel, *op. cit.*, p. 157.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 100, 104.

⁸⁸ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 533.

⁸⁹ Niels Planel, *op. cit.*, p. 253.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 66; Denis Lacorne, *op. cit.*, p. 283.

Pour Alix Meyer, l'acte de naissance de l'Etat-Providence américain correspond à la signature du Social Security Act en 1935. Celui-ci crée l'assurance vieillesse, l'assurance-chômage et l'Aid to Dependent Children (ADC), un programme d'assistance fédérale pour les enfants issus de familles aux faibles revenus. Avec cette loi, l'Etat fédéral est désormais légitime pour intervenir dans l'économie et assurer la sécurité financière des citoyens⁹¹. Elle fait partie des nombreux dispositifs mis en place par le New Deal.

Le New Deal est un programme implanté dans les années 1930 pour lutter contre les effets de la crise de 1929. Il se décline en deux volets: Le premier couvre les mesures prises entre le 6 mars 1933 (où est décidée la fermeture de toutes les banques) et le 28 juin 1934 (où sont adoptés le National Housing Act et le Taylor Grazing Act). Celles-ci visent à stabiliser la situation économique des domaines bancaires, industriels, agricoles et ferroviaires. Par exemple, l'Emergency Banking Act du 9 mars 1933 exige des banques qu'elles justifient d'une autorisation de la réserve fédérale pour pouvoir entrer à nouveau en fonction. Le Farm Bill du 16 mars 1933 lutte contre la surproduction agricole: l'Etat fixe les prix des produits de base et alloue une subvention au secteur agricole pour compenser d'éventuelles pertes, augmentant ainsi le pouvoir d'achat des Américains tout en assurant l'équilibre financier des agriculteurs⁹². Le second volet concerne les mesures prises entre le 8 avril 1934 (où est adopté l'Emergency Relief Appropriation Act, qui permet une dépense fédérale de 5 milliards de dollars pour créer des emplois publics) et le 1 juillet 1938 (qui instaure la Federal Works Agency). Celles-ci actent la redistribution des ressources administrée par l'Etat et favorisent l'action syndicale. Elles créent également nombre d'emplois publics. Y figurent notamment le Social Security Act déjà évoqué et le Fair Labor Standards Act du 25 juin 1938 qui impose un salaire minimum et un nombre d'heures de travail maximum pouvant être attribués aux salariés d'entreprises commerçant entre les États⁹³. Notons que probablement en raison d'une large proportion d'Afro-américains dans leur secteur d'activité, les employés agricoles et les domestiques sont exclus du Social Security Act⁹⁴. Notons également que l'économie redistributive mise en place par Franklin Delano Roosevelt n'a pas pour intention de faire basculer le système selon le modèle socialiste: l'Etat est utilisé pour restaurer la santé du marché libre et assurer son bon fonctionnement⁹⁵. Rappelons enfin que l'existence d'aides pour les plus démunis aux Etats-

⁹¹ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 115, 124.

⁹² Frederic Robert, *op. cit.*, p. 1-16; Yves-Marie Péréon, *op.cit.*, p. 180-18.

⁹³ *Ibid.*, p. 187-188; Frederic Robert, *op. cit.*, p. 16-35.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 102.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 87, 105.

Unis précède le New Deal, mais qu'elles étaient le plus souvent décidées par les États fédérés ou relevaient du philanthropisme, voire de la charité⁹⁶.

Certains, comme Frederic Robert et Yves-Marie Péréon attribuent partiellement le succès des mesures du New Deal sur le plein emploi et la croissance économique à l'économie de guerre mise en place dans les années 1940. Celle-ci est en grande partie contrôlée par l'Etat qui mobilise l'industrie compétente et en oriente la production, pallie aux pénuries de ressources, finance grâce à l'impôt un véritable arsenal pour le pays et réquisitionne certaines infrastructures privées comme les chemins de fer en 1944. Elle génère des débouchés dans l'industrie de l'armement et l'armée, tant et si bien qu'en 1942, de nombreux dispositifs mis en place par le New Deal pour créer des emplois publics disparaissent⁹⁷. En 1943, le taux de chômage est de 1,9 %⁹⁸. Soucieux de mobiliser les travailleurs, l'Etat encadre plus sévèrement le droit de grève, allant jusqu'à l'interdire pour soutenir l'effort de guerre⁹⁹.

Franklin Delano Roosevelt est élu Président des Etats-Unis pour quatre mandats consécutifs et il institutionnalise durablement l'esprit du New Deal. Malgré une baisse de confiance dans le Parti Démocrate lié aux émeutes des années 1960, les lois sociales de 1965 marquent une seconde avancée pour l'Etat-Providence américain¹⁰⁰. Deux programmes d'assurance maladie sont créés: Medicare est un dispositif d'aide fédéral qui assure le paiement des frais de consultation médicale et d'hospitalisation aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Il est financé par des cotisations prélevées auprès des travailleurs et le budget fédéral. En 1972, il assure également les personnes en situation de handicap. Medicaid est un dispositif financé par l'Etat fédéral, administré par les Etats fédérés et couvrant les foyers les plus modestes¹⁰¹. Medicare et Medicaid sont les deux programmes principaux portés par la Great Society de Lyndon B. Johnson, qui vise à instituer une guerre contre la pauvreté. Cette dernière est déclarée par le président pendant le discours de l'État de l'Union du 8 janvier 1964.

Des années 1960 aux années 1990, une suspicion généralisée s'élève vis-à-vis des dispositifs d'Etat-Providence qui entretiendrait la pauvreté et dont les bénéficiaires, des fraudeurs amoraux, mériteraient leur sort. Medicaid et l'Aid to Dependent Children sont particulièrement visés, quand Medicare est plutôt soutenu dans l'opinion publique¹⁰².

⁹⁶ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 152-153.

⁹⁷ Frederic Robert, *op. cit.*, p. 193; Yves-Marie Péréon, *op. cit.*, p. 14-15, 401-403, 447.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 406-407.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 429.

¹⁰⁰ Niels Planel, *op. cit.*, p. 135.

¹⁰¹ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 116, 128-130.

¹⁰² Denis Lacorne, *op. cit.*, p.286-287.

L'insertion des Afro-Américains dans les programmes n'est pas étrangère à cette soudaine hostilité d'une partie du peuple états-unien qui rejoint les idées des conservateurs, profondément opposés à l'Etat-Providence¹⁰³. C'est dans ce climat qu'est apposée une réforme significative de l'État-Providence américain.

Le Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act PRWORA est signé en 1996. Il supprime l'Aid to Dependent Children et le remplace par la Temporary Assistance for Needy Families TANF : l'aide est limitée dans le temps, elle est conditionnée à l'exercice d'un emploi, son budget est drastiquement réduit (moins cinquante-cinq milliards de dollars sur cinq ans) et les Etats ont plus de liberté pour décider des modalités de son attribution¹⁰⁴. Elle est paternaliste, en ce sens qu'elle vise surtout à modifier le comportement des pauvres considérés comme fainéants et irresponsables¹⁰⁵. Pour Darren Barany et Pierre Mélandri, attendu que la réforme appuie le rôle des Etats fédérés et celui des individus en minimisant celui de l'Etat fédéral, qu'elle cherche à baisser le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale plutôt qu'à baisser le niveau de pauvreté réel, il s'agit de la plus grande régression connue par l'État-Providence américain depuis son établissement¹⁰⁶.

Avec le New Deal, l'Etat-Providence prend le relai sur les entreprises et les particuliers pour garantir la sécurité financière des citoyens américains. Cette nouvelle responsabilité de la sphère publique affranchit la sphère privée de son engagement social, dont l'implantation se dégrade progressivement: les travailleurs se voient de moins en moins proposer l'accès à une couverture santé de qualité ou à un plan de retraite de la part de leur employeur¹⁰⁷. Ainsi, en durcissant l'accès à des aides sociales de moins en moins généreuses et efficaces, nous pouvons dire que le PRWORA appauvrit la population américaine qui n'a plus la possibilité de souscrire aux alternatives individuelles autrefois disponibles.

Dès son implantation en 1935, l'Etat-Providence américain est critiqué par les conservateurs. D'abord minoritaire, ce mouvement de pensée gagne peu à peu du crédit et influence l'évolution des politiques sociales.

¹⁰³ Premilla Nadasen, *op. cit.*, p. 56.

¹⁰⁴ Denis Lacorne, *op. cit.*, p. 292-293; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 287.

¹⁰⁵ Darren Barany, *op. cit.*, p. 226-227, 239.

¹⁰⁶ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 386-387; Darren Barany, *op. cit.*, p. 1.

¹⁰⁷ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 143.

II. 3. L'influence grandissante des conservateurs dans l'élaboration de l'État-Providence américain

Comme évoqué précédemment, le mouvement conservateur se construit en opposition au New Deal puis aux mouvements sociaux des années 1960¹⁰⁸. En 1938, la minorité républicaine et les démocrates conservateurs créent une coalition opposée à Franklin Delano Roosevelt, l'impôt prélevé par un État fédéral dont l'action est jugée excessive, le syndicalisme et le communisme. Le contexte de la Guerre froide est favorable à un discours anti-communistes étendu à une attaque de l'Etat-Providence qui traverse les classes sociales¹⁰⁹. Dès les années 1950, la coalition conservatrice est soutenue par de grandes fortunes résolues à redorer leur image ternie par la crise de 1929 et soucieuses de restaurer le marché libre. Elles financent des think tanks soutenant la liberté et la responsabilité individuelle contre le New Deal et les programmes sociaux: générateurs d'une source d'information gratuite, ils participent à orienter l'opinion publique qui conçoit de plus en plus les inégalités comme un phénomène naturel et juste, révélateur du mérite de chacun¹¹⁰. Ils valorisent la figure déjà évoquée de l'entrepreneur et l'utilisent pour dénoncer l'injustice que représente selon eux la redistribution à l'échelle fédérale¹¹¹. En 1965, 40% des Américains pensent que la pauvreté résulte d'un manque d'effort individuel. En 1972, ils sont 57% à penser que les pauvres ne veulent tout simplement pas travailler¹¹². Ainsi, bien qu'ils soient orientés, les résultats des recherches scientifiques délivrés par les think tanks semblent confirmer l'idéologie conservatrice qui devient pragmatique aux yeux du public.

Pour Alix Meyer, Darren Barany, Denis Lacorne, Pierre Mélandri, Douglas S. Massey et Robert J. Sampson, l'opposition des conservateurs à l'Etat-Providence traduit un racisme toujours présent aux Etats-Unis, nourri par la violence des mouvements sociaux dans les années 1960, la publication du rapport Moynihan en 1965, l'introduction des Afro-Américains dans les programmes d'aide sociale gouvernementaux qui leur sont parfois dédiés (comme l'Affirmative Action) et l'impression chez une Amérique blanche de subir un déclin

¹⁰⁸ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 21, 31-32.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 24, 27-29.

¹¹⁰ Denis Lacorne, *op. cit.*, p. 486-489; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 17-18, 106, 109; Darren Barany, *op. cit.*, p. 33-34, 40-41, 45-58, 61, 64, 81-83, 121; Alix Meyer, *op. cit.*, p. 136.

¹¹¹ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, *op. cit.*, p. 270, 279, 282.

¹¹² Darren Barany, *op. cit.*, p. 187.

économique, moral et ethnique¹¹³. En effet, le rapport Moynihan plante dans les esprits l'idée selon laquelle les Afro-Américains sont à la fois victimes et coupables de leur propre précarité¹¹⁴. Engoncés dans une culture de la fainéantise et de la déviance sexuelle, ils ne seraient pas suffisamment incités par l'Etat fédéral à se responsabiliser. La persistance de la pauvreté chez cette population pourtant envisagée comme libérée du racisme constituerait la preuve de l'inefficacité des aides sociales, idée largement reprise par les conservateurs qui véhiculent l'image de la Welfare Queen pour évoquer les bénéficiaires de l'État-Providence¹¹⁵. Malgré les réalités statistiques, les Afro-Américains deviennent le visage des allocataires d'aides sociales¹¹⁶: en effet, bien qu'ils soient proportionnellement surreprésentés parmi les bénéficiaires, les Afro-Américains restent moins nombreux à recevoir des aides que les Blancs. De même, le recul de la pauvreté attribué à des mesures d'Etat-Providence touche plutôt les familles blanches que les familles noires: de 1959 à 1968, la pauvreté recule de 41,5% parmi les premières et de 26,6% parmi les secondes¹¹⁷.

Dans les années 1970, la coalition conservatrice se moralise en adoptant un discours religieux. L'individu doit être moral, et l'exercice de sa moralité doit être encouragé par l'Etat¹¹⁸. L'élection de Ronald Reagan marque la réussite d'un mouvement désormais incarné par le Grand Old Party. D'après Alix Meyer, le Républicain « (...) est parvenu à faire du conservatisme la position par défaut dans le discours politique américain¹¹⁹. » En effet, les Etats-Uniens associent à nouveau pauvreté et manque d'éthique au travail. La pragmatisme des idées conservatrices par les think tanks néolibéraux est incarnée par le chef de l'Etat fédéral qui s'engage contre les mesures sociales jugées injustes¹²⁰. Une suspicion généralisée se développe chez les Etats-Uniens qui souhaitent exclure les pauvres non-méritants des

¹¹³ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 42; Darren Barany, *op. cit.*, p. 3-4, 93, 100-103, 112, 237-238; Denis Lacorne, *op. cit.*, p. 204-205; Denis Lacorne, *La crise de l'identité américaine*, Mesnil-sur-l'Estrée, Gallimard, (1997) 2005, p. 54; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 21, 36; Douglas S. Massey et Robert J. Sampson, « Moynihan Redux: Legacies And Lessons », *Annals Of The American Academy Of Political And Social Science*, vol. 621, n° 1, p. 12-13.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 6-8.

¹¹⁵ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 117-119.

¹¹⁶ Douglas S. Massey et Robert J. Sampson, *op. cit.*, p. 178; Darren Barany, *op. cit.*, p. 98-99.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 94-95.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 235-236; Lauric Henneon, *op. cit.*, p. 177; Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, *op. cit.*, p. 49; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 19-21, 110, 121-127, 174; Alix Meyer, *op. cit.*, p.37-38.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 56.

¹²⁰ Darren Barany, *op. cit.*, p. 11, 62, 138-144, 153, 161, 230; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 196, 274-275.

programmes¹²¹. De ce fait, les conservateurs siègent de plus en plus parmi les élus au Sénat, à l'assemblée et à la Cour Suprême. Ils sont majoritaires au Congrès en 1994¹²².

Les conservateurs reviennent également sur la définition de la liberté portée par le New Deal: pour Pierre Mélandri, « Là où Franklin Delano Roosevelt associait la liberté à la défense et à la protection par l'Etat des Américains oubliés, et là où Johnson étendait ce rôle aux plus défavorisés, eux [les conservateurs] l'identifient à nouveau à la liberté d'entreprendre et de posséder, dénonçant dans le Big Government un péril qui menace de l'étouffer¹²³. » L'Etat-Providence est perçu comme un système en crise, de l'argent public gâché au service de parasites; les libéraux sont quant à eux sont associés au laxisme, aux dépenses contre-productives et aux hausses d'impôt abusives¹²⁴.

L'idéologie conservatrice amène des politiques de restriction budgétaires qui impactent la teneur des aides sociales. Sous couvert de réduire le déficit, les investissements dans les dispositifs d'Etat-Providence sont revus à la baisse¹²⁵. En réalité, depuis les années 80, en raison de baisses d'impôts successives et d'un accroissement des dépenses dans le secteur de l'armement le déficit se creuse pendant la majorité des mandats républicains, même sous Ronald Reagan¹²⁶. Pour Léa Stephan, Alix Meyer et Denis Lacorne les baisses d'impôt accordées pas ce dernier ont clairement pour objectif d'affecter la soutenabilité de l'Etat-Providence. Elles naissent de l'idée selon laquelle la redistribution prend aux méritants pour donner aux imméritants¹²⁷. En neuf mois, le président baisse de 15,6 milliards de dollars le budget alloué à Medicaid, aux bons alimentaires, à l'AFDC et à l'aide au logement¹²⁸. De 1987 à 1992, les dépenses dans l'AFDC seule baissent de 40%¹²⁹. En 1997, le *Balanced Budget Act* impose un ralentissement de la participation de l'Etat dans les frais générés par Medicare et

¹²¹ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 39, 42-45; Denis Lacorne, *op. cit.*, p. 66, 178, 286-287; Douglas S. Massey et Robert J. Sampson, *op. cit.*, p. 13-15, 111-131.

¹²² Alix Meyer, *op. cit.*, p. 13.

¹²³ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 19.

¹²⁴ Niels Planel, *op. cit.*, p. 35; Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, *op. cit.*, p. 158-160; Léa Stephan, *op. cit.*, p. 189.

¹²⁵ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 54, 106-109.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 46-47; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 203, 446, 478, 498, 504.

¹²⁷ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 115; Denis Lacorne, *Les Etats-Unis*, *op. cit.*, p. 447; Léa Stephan, « La notion de "Responsabilité" dans le discours politique américain de 1980 à 2010: Le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates », *Miranda*, vol. 13, n° 1, 2016, p. 6.

¹²⁸ Darren Barany, *op. cit.*, p. 186.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 215.

Medicaid¹³⁰. Notons toutefois que les États, qui obtiennent progressivement de nouvelles responsabilités, sont parfois obligés de lever de nouveaux impôts pour pouvoir les assumer¹³¹. La question sociale sort de la sphère publique fédérale, ce qui peut être considéré comme une victoire des conservateurs¹³². Notons également que les baisses d'impôts fédérales ne sont pas linéaires et que des hausses sont aussi enregistrées¹³³. Néanmoins, en 2006, le taux d'imposition fédéral correspond à 16,1% du PIB: il n'a jamais été aussi bas depuis 1951, alors que les programmes Medicaid et Medicare n'existaient pas¹³⁴!

Malgré des attaques renouvelées de la part des conservateurs concernant sa soutenabilité, le modèle financier de l'Etat-Providence n'est pas en crise et il est même parfois excédentaire¹³⁵. Toutefois, la polarisation du paysage politique américain opérée depuis les années 1970 et l'association du GOP au mouvement conservateur participe à rendre les mesures sociales plus difficiles à promulguer. Les Républicains utilisent notamment la technique de la flibuste pour repousser les prises de décision et affaiblir leur contenu¹³⁶. D'après Alix Meyer, « L'idéologie anti-étatique permet de justifier une opposition forcenée qui peut sembler irrationnelle. Pourtant, dans la logique des révolutionnaires conservateurs, rendre l'Etat fédéral ingouvernable, c'est déjà gouverner¹³⁷. » Nous verrons plus tard comment le gouvernement de Barack Obama, attaché à l'idée d'Etat-Providence et représenté par un Afro-Américain, a été fortement contraint par ce mouvement.

Attachés aux principes individualistes et soucieux de justifier un ordre social inégalitaire le plus souvent à leur avantage, les conservateurs gagnent progressivement le discours politique américain. Opposés à l'Etat-Providence, associés au monde des affaires puis au GOP, ils parviennent à peupler l'imaginaire collectif de figures (l'entrepreneur, la Welfare Queen...) et de croyances (l'Etat-Providence entretient la pauvreté de pauvres non-méritants, il aide les Afro-Américains au détriment des Blancs...) au point d'être considérés comme pragmatiques aux yeux des états-unis. Ils soutiennent un individualisme mettant l'accent sur la responsabilité personnelle plus que sur la solidarité, inversant le concept posé par le New Deal à la faveur de la crise de 1929. Nous allons voir que les structures d'Etat-Providence états-

¹³⁰ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 100.

¹³¹ Darren Barany, *op. cit.*, p. 209.

¹³² Alix Meyer, *op. cit.*, p. 128.

¹³³ *Ibid.*, p. 51; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 38.

¹³⁴ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 111.

¹³⁵ Denis Lacorne, *op. cit.*, p. 288; Alix Meyer, *op. cit.*, p. 96.

¹³⁶ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 157-176, 190-196.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 247.

uniennes s'appuient désormais sur des principes redistributifs particulièrement sélectifs et punitifs et participent à marginaliser encore plus les moins aisés qui peuvent difficilement compter sur les aides sociales pour s'en sortir.

III- L'Etat-Providence aux Etats-Unis: Caractéristiques

L'influence des conservateurs tant auprès du public que des institutions amène des modifications à l'État-Providence américain. Ses logiques institutionnelles, définies par Avishai Benish et Asa Maron comme « The socially constructed, historically patterned collection of practices and symbols (including values, beliefs, vocabularies, and scripts) that organize social action in a specific domain¹³⁸.» évoluent. De moins en moins financés, ses programmes sont de plus en plus délégués aux Etats fédérés et perdent en efficacité: la sortie de la pauvreté de leurs bénéficiaires est moins importante que le redressement moral de ces derniers qui doivent faire preuve d'une attitude probe et travailleuse. Il faut soutenir l'American Way of Life, qui s'oppose à la dépendance des individus à l'État fédéral¹³⁹. Le soutien du secteur public au secteur privé dans la mise en place des dispositifs redistributifs est ainsi appuyé. Ces changements sont à l'image des préceptes individualistes pré New Deal que porte le mouvement conservateur.

III. 1. La décentralisation des dispositifs

La Convention de Philadelphie a lieu du 25 Mai au 17 Septembre 1787. Elle a pour projet de remédier aux faiblesses des articles de la Confédération de 1781, qui accordent une très grande indépendance aux Etats, et à la situation économique qui se dégrade sur tout le territoire depuis l'Indépendance. Il lui faut aussi réfléchir à de nouvelles institutions pour équilibrer l'action du Congrès jugée inefficace¹⁴⁰.

Les petits États, comme le Connecticut, s'opposent alors aux grands États, comme la Virginie ou le Massachussets: les premiers sont inquiets au sujet du maintien de leur indépendance et ils s'opposent à la création d'un pouvoir fédéral trop important quand les

¹³⁸ Avishai Benish et Asa Maron, « Infusing Public Law Into Privatized Welfare: Lawyers, Economists, And The Competing Logics Of Administrative Reform », *Law And Society Review*, vol. 50, n° 4, 2016, p. 959.

¹³⁹ Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, op. cit., p. 161.

¹⁴⁰ François Vergniolle de Chantal, « La conférence de Philadelphie: Les fondements du modèle américain », *Critique internationale*, vol. 4, n° 21, 2004, p. 122-123.

seconds y voient l'occasion d'affermir leur position dominante et d'organiser plus efficacement le commerce entre Etats¹⁴¹. La Convention trouve alors un accord: c'est le Compromis du Connecticut. Sont créés la Chambre des Représentants, qui satisfait les grands Etats puisque le nombre de ses élus par État dépend de la démographie de chacun d'entre eux et le Sénat, qui satisfait les petits Etats, puisque le nombre de ses élus par État est fixe et leur assure une plus grande représentativité. Les Etats-Unis se dotent également d'un président¹⁴².

La Constitution qui résulte de cette convention institue le fédéralisme, que Jérôme Elie définit ainsi: il s'agit d' « un système d'organisation politique dans lequel un gouvernement central coexiste avec des gouvernements régionaux, chaque niveau possédant certains pouvoirs et fonctions désignés¹⁴³. » Le fédéralisme américain instaure un rapport de force entre des normes juridiques dynamiques et à différentes échelles qui peut être interprété en faveur du pouvoir fédéral aussi bien que du pouvoir fédéré¹⁴⁴. Notons que les conservateurs tendent à s'engager envers plus de décentralisation, puisqu'ils voient dans l'autonomie des états la possibilité de faire perdurer des pratiques qu'ils défendent, comme la ségrégation dans les années 60¹⁴⁵. D'après Gareth Davies et Martha Derthick, c'est notamment pour satisfaire les voix conservatrices et racistes des Etats du Sud que le New Deal acte la décentralisation de l'Aid to Dependent Children qui peut ainsi être refusée aux Noirs¹⁴⁶. Selon Sheryll D. Cashin et Paul E. Paterson, les voix en faveur d'un pouvoir plus marqué à échelle fédérée soulignent généralement la meilleure compréhension des États vis-à-vis de leur population et de leurs possibilités, ainsi qu'une plus grande capacité d'innovation. Ils appuient également la dimension démocratique de la décentralisation qui permettrait aux citoyens de choisir l'Etat qui leur correspond le mieux¹⁴⁷. Pour Donald M. Lindhorst, celles en faveur d'un pouvoir plus marqué à échelle fédérale rappellent que le budget de l'Etat fédéral permet de dépasser l'incapacité financière de certains Etats et qu'il est important qu'il se saisisse de sujets laissés

¹⁴¹ François Vergniolle de Chantal, *op. cit.*, p. 129-130.

¹⁴² *Ibid.*, p. 130.

¹⁴³ Jérôme Elie, « Le fédéralisme américain à l'aube du XIXème siècle », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 35, n° 3, 2005, p. 409.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 410.

¹⁴⁵ Denis Lacorne, *Les Etats-Unis, op. cit.*, p. 59.

¹⁴⁶ Gareth Davies et Martha Derthick, « Race And Social Welfare Policy: The Social Security Act of 1935 », *Political Science Quarterly*, vol. 112, n° 2, 1997, p. 219.

¹⁴⁷ Sheryll D. Cashin, « Federalism, Welfare Reform, And The Minority Poor: Accounting For The Tyranny Of State Majorities », *Columbia Law Review*, vol. 99, n° 3, 1999, p. 575-576; Paul E. Paterson, « American Federalism, Welfare Policy And Residential Choices », *The American Political Science Review*, vol. 83, n° 3, 1989, p. 711.

de côté à échelle fédérée¹⁴⁸. Quoiqu'il en soit, François Vergniolle de Chantal rappelle que de la fin de l'esclavage à celle envisagée de la peine de mort, le thème du fédéralisme est souvent au cœur des controverses en Amérique¹⁴⁹.

A l'instar de Donald M. Lindhorst et Denis Lacorne, il est courant de distinguer trois grandes périodes dans la mise en pratique du fédéralisme: la première, celle du Dual federalism, court de l'élaboration de la Constitution à la Grande Dépression. Elle est caractérisée par un partage des rôles clairement divisés entre les institutions fédérales et fédérées. Ces dernières administrent principalement les éventuelles mesures sociales¹⁵⁰. Ainsi, les Etats construisent des hospices pour les sans-abris et certains mettent en place des systèmes d'aide aux plus démunis. Les églises et les particuliers lèvent des fonds pour soulager les pauvres¹⁵¹. La deuxième période est celle du Cooperative federalism: du New Deal à la Grande Société, elle correspond à une implication plus marquée de l'État-Providence. La légitimité des Etats fédérés qui n'ont pas su répondre à la crise de 1929 est entachée et même si certains décrivent le fait qu'ils doivent désormais accepter le contrôle fédéral pour accéder à des subventions, la primauté de cette échelle est globalement acceptée¹⁵². Ainsi, en 1936 l'attribution d'une subvention fédérale pour que les Etats mettent en place des systèmes de retraite est conditionnée au fait que ceux-ci assurent la sécurité financière de leurs seniors autant que faire se peut et selon des standards dictés par l'État fédéral¹⁵³. La dernière période, appelée New federalism, s'étend depuis la présidence de Richard Nixon. Elle se définit par une baisse progressive du rôle gouvernemental et des dépenses fédérales, notamment dans le domaine de la redistribution¹⁵⁴. Depuis les années 1990, elle est marquée par la fin de la Guerre Froide, qui décrédibilise l'action à l'échelle gouvernementale, la droitisation du Congrès qui devient Républicain en 1994 et l'adoption du Personal Responsibility and Work Opportunity Act (PRWORA)¹⁵⁵. Ce dernier renverse l'attribution des aides sociales selon des critères nationaux et accorde des subventions fédérales aux Etats pour qu'ils décident eux-mêmes la nature, le

¹⁴⁸ Donald M. Lindhorst, « Federalism And Social Justice: Implications For Social Work », *Social Work*, vol. 47, n° 3, 2002, p. 202-203.

¹⁴⁹ François Vergniolle de Chantal, « La cour Rehnquist et le fédéralisme aux Etats-Unis: Peut-on parler d'un projet néo fédéral? », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 56, n° 3, 2004, p. 572-573.

¹⁵⁰ Donald M. Lindhorst, *op. cit.*, p. 202.

¹⁵¹ David Swain, « Nonprofits, Federalism, And Reagan Social Policy », *Journal Of Health And Human Resources Administration*, vol. 6, n° 4, 1984, p. 408; Gareth Davies et Martha Derthick, *op. cit.*, p. 233-234.

¹⁵² Denis Lacorne, *Les Etats-Unis*, *op. cit.*, p. 64; Frederic Robert, *op. cit.*, p. 138-140, 142-143.

¹⁵³ Gareth Davies et Martha Derthick, *op. cit.*, p. 229-230.

¹⁵⁴ Donald M. Lindhorst, *op. cit.*, p. 202.

¹⁵⁵ Jérôme Elie, *op. cit.*, p. 410-411.

montant, l'éventuelle indexation sur l'inflation et les moyens d'attribution des aides en plus de la définition de leurs bénéficiaires. Dans le cas où le montant des subventions dépasserait celui alloué aux mesures sociales, ils sont autorisés à diriger le surplus vers d'autres projets¹⁵⁶. La Cour Suprême dirigée par William Hubbs Rehnquist de 1986 à 2005 participe également à cette décentralisation des mesures d'Etat-Providence. Elle s'emploie ainsi à limiter les pouvoirs commerciaux du Congrès (*United States v Lopez*), à affirmer l'immunité souveraine des Etats (*Seminole Tribe of Florida v Florida*) et l'autonomie de leur législation (*New York v United States*). Elle abaisse également le pouvoir policier du gouvernement fédéral (*Printz v United States*)¹⁵⁷. Désormais dirigée par John G. Roberts, la majorité conservatrice de la Cour est toujours à l'œuvre et engagée en faveur d'un pouvoir significatif des États fédérés.

La gestion des mesures sociales à échelle fédérée entraîne plusieurs conséquences pour les bénéficiaires d'aides. Pour commencer, elle entraîne des inégalités dans leur allocation. Une même personne peut se voir refuser une aide qui lui aurait été attribuée dans un autre Etat et les montants obtenus en cas d'acceptation peuvent également différer. D'après Sheryll D. Cashin, les politiques sociales sont ainsi particulièrement dures à l'égard de la sécurité financière des plus pauvres dans les États du Sud-Est et du Mid-Ouest et elles sont plus généreuses au Nord-Est et dans le reste de l'Ouest¹⁵⁸. Ainsi, en 1989 et à situation sociale similaire, une famille de quatre personnes peut toucher entre 757 et 369 dollars par mois¹⁵⁹. Pour Daniel J. Elazar, mentionné par David R. Morgan et Sheilah S. Watson, ces inégalités entre Etats résultent de différences culturelles et peuvent être prédites¹⁶⁰. D'autres critères peuvent aussi les expliquer: Paul E. Paterson, Matthew C. Fellowes et Gretchen Rowe mentionnent la mobilisation de classe et le vote démocrate, qui ont tendance à augmenter la teneur des mesures sociales. En 2004, un Etat composé à 25% d'élus Démocrates promulguait en moyenne des mesures sociales 15% plus restrictives qu'un État composé à 75% de ces mêmes élus¹⁶¹. Pour Donald M. Lindhorst et Christopher Howard, il faut aussi prendre en compte la capacité financière des Etats à répondre aux mesures sociales. Puisqu'elle

¹⁵⁶ Sheryll D. Cashin, *op. cit.*, p. 553, 559-563.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 413-414; François Vergniolle de Chantal, « La cour Rehnquist et le fédéralisme aux Etats-Unis: Peut-on parler d'un projet néo fédéral? », *op. cit.*, p. 574-583.

¹⁵⁸ Sheryll D. Cashin, *op. cit.*, p. 611.

¹⁵⁹ Paul E. Paterson, *op. cit.*, p. 715.

¹⁶⁰ David R. Morgan et Sheilah S. Watson, « Political Culture, Political System Characteristics, And Public Policies Among The American States », *Publius*, vol. 21, n° 2, 1991, p. 33.

¹⁶¹ Paul E. Paterson, *op. cit.*, p. 718-719; Matthew C. Fellowes et Gretchen Rowe, « Politics And The New American Welfare States », *American Journal Of Political Sciences*, vol. 48, n° 2, 2004, p. 367-368.

conditionne les possibilités de taxation, la composition sociale de chaque Etat est importante pour anticiper la teneur des mesures redistributives qu'il mettra en place. La composition raciale est également déterminante¹⁶².

En effet, une autre conséquence de la délégation des mesures providentielles aux Etats fédérés est une plus grande marginalisation des minorités. D'après Matthew C. Fellowes et Gretchen Rowe, là où l'Etat fédéral peut imposer des normes incluant ces dernières, les Etats et leurs propres délégations locales peuvent en décider autrement. Ainsi, les Etats proposant une plus grande diversité ethnique sont aussi ceux ayant les programmes sociaux les plus punitifs et les moins inclusifs¹⁶³.

De manière générale, la qualité et la teneur des aides baissent lorsqu'elles sont déléguées à échelles fédérée et locale. Entre les années 1970 et les années 1980, le montant des allocations baisse d'un tiers en moyenne. De même, en 1983, seuls 33% de la population pouvant être considérée comme pauvre à échelle fédérale reçoit l'AFDC¹⁶⁴. Puisque PRWORA autorise les États à conserver le surplus de subventions non alloué à des mesures sociales, les plus aisés et les plus démunis sont en compétition pour déterminer les secteurs dans lesquels celles-ci peuvent être dépensées: la baisse des impôts, l'investissement dans différents quartiers ou des politiques de redistribution plus ambitieuses. D'après Sheryll D. Cashin et Michael Crow, les classes moyennes et supérieures établies dans les banlieues captent ainsi un revenu public bien supérieur aux classes inférieures, concentrées dans les centres urbains. Les propriétaires sont particulièrement écoutés par les pouvoirs locaux qui comptent sur les classes moyennes pour être réélus. De plus, la législation a permis à presque tous les Etats d'adopter des mesures menaçant la sécurité financière des pauvres¹⁶⁵. Pour Paul E. Paterson, cette baisse amorcée depuis les années 1970 résulte d'une peur de la part des Etats qui ne veulent pas attirer les pauvres en présentant des politiques sociales généreuses¹⁶⁶. Notons toutefois que l'Etat fédéral compense parfois les baisses d'aides attribuées par les Etats, par exemple en augmentant le nombre et le montant des chèques alimentaires: alors que les allocations baissent en substance de 35% entre 1970 et 1985, ceux-ci augmentent de 30% et touchent une plus large partie des bénéficiaires d'aides¹⁶⁷.

¹⁶² Donald M. Lindhorst, *op. cit.*, p. 201; Christopher Howard, « The American Welfare State, or States? », *Political Research Quarterly*, vol. 52, n° 2, 1999, p. 437.

¹⁶³ Matthew C. Fellowes et Gretchen Rowe, *op. cit.*, p. 367.

¹⁶⁴ Paul E. Paterson, *op. cit.*, p. 714, 716.

¹⁶⁵ Sheryll D. Cashin, *op. cit.*, p. 562, 583-592, 617-618; Michael Crow, « Deciding To Provide: Local Decisions On Providing Social Welfare », *American Journal Of Political Sciences*, vol. 54, n° 1, 2010, p. 910, 914.

¹⁶⁶ Paul E. Paterson, *op. cit.*, p. 725.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 714-715, 725.

Cependant, toutes les fonctions de l'Etat fédéral ne sont pas décentralisées. Par exemple, les attentats du 11 Septembre 2001 provoquent une nouvelle centralisation de ses pouvoirs policiers. L'assurance d'une sécurité aérienne est garantie par lui, qui crée également un Bureau de sécurité intérieure par ordre exécutif¹⁶⁸. D'après Mathieu Charbonneau, « Nous n'assistons pas, depuis plus d'une trentaine d'années, au recul de l'État proprement dit, mais bien au recul de l'État-social¹⁶⁹. »

L'arrivée au pouvoir des conservateurs amène une décentralisation des compétences fédérales vers les Etats fédérés. Celles-ci concernent particulièrement l'organisation des aides sociales, dont la teneur et l'efficacité pâttissent. La décentralisation des programmes sociaux s'appuie également sur le secteur privé.

III. 2. Un Etat-Providence reposant sur le secteur privé

Aux Etats-Unis, les candidats aux élections dépendent de financements privés pour mener leur campagne. Le coût des élections augmente depuis les années 1980 et est principalement assuré par des dons de taille variable qui, d'après Pierre Mélandri, représentent autant d'intérêts privés dont les plus fortunés et généreux obligent souvent les élus¹⁷⁰. En 2004, soixante personnalités, dont vingt ayant reçu le prix Nobel, dénoncent ainsi la manière dont la lutte contre le réchauffement climatique est parasitée par les lobbies¹⁷¹. Les assurances privées lucratives avaient déjà contribué à faire échouer les plans universels d'assurance maladie souhaités par Harry S. Truman et Dwight D. Eisenhower¹⁷². Puisqu'elle peut orienter leur adoption, l'influence du secteur privé sur les politiques publiques doit être prise en compte lorsqu'on analyse le fonctionnement de l'Etat-Providence aux Etats-Unis.

¹⁶⁸ Jérôme Elie, *op. cit.*, p. 421-424.

¹⁶⁹ Mathieu Charbonneau, « Les cinq âges d'or de la philanthropie », *Revue de littérature et périodisation de l'Histoire moderne des fondations philanthropiques en Europe et aux Etats-Unis*, vol. 1, 2012, p. 51.

¹⁷⁰ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 89-91, 286-290.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 496-498.

¹⁷² Renaud Gay et Catherine Sauviat, « Introduction: les frontières public/privé de l'assurance santé aux Etats-Unis et en France », *La revue de l'Ires*, n° 103, 2021, p. 6.

La délocalisation des politiques sociales analysée précédemment concerne aussi la transmission de certaines compétences publiques au secteur privé. Si à l'origine le quatorzième amendement de la Constitution américaine soutenait que l'impôt ne pouvait être levé pour financer des entreprises privées, donc que l'argent public ne pouvait servir à rémunérer ces dernières en échange de services, la Cour Suprême autorise cette pratique du moment que son objectif est d'intérêt public¹⁷³. Les Etats fédérés ont ainsi régulièrement recours au secteur privé, notamment pour organiser la prise en charge des plus démunis. Cette habitude est remise en cause par le New Deal qui met l'accent sur l'action de l'Etat, mais elle reprend dès l'application de la Guerre contre la pauvreté et les amendements à la Sécurité Sociale de 1973. Ces derniers facilitent la levée d'argent public alloué aux agences privées pour administrer le welfare. L'Etat fédéral lui-même traite de plus en plus régulièrement avec de telles agences et la tendance s'accroît dans les années 1980¹⁷⁴.

Alix Meyer souligne que lorsque l'Etat fédéral délègue certaines de ses fonctions au domaine privé, c'est parfois au détriment de ses finances. Les parties C et D de Medicare, ajoutées en 1997 et en 2003, reposent sur ce principe. Medicare D permet par exemple aux citoyens de plus de soixante-cinq ans de recevoir une subvention de l'Etat pour souscrire à un contrat d'assurance privé qui rembourse les frais de médicaments. Si les conservateurs saluent un dispositif qui admet le marché libre et la responsabilité individuelle, le coût pour l'Etat est estimé à 12% plus cher que le serait celui d'une assurance publique¹⁷⁵.

Pour Hervé Dumez et Alain Jeunemaître, les partenariats public-privé reposent sur l'idée selon laquelle l'efficacité et l'expertise du secteur privé doivent promouvoir et éclairer la recherche du bien commun défendu par l'Etat¹⁷⁶. Mathieu Charbonneau, David Swain, Renaud Gay et Catherine Sauviat rappellent qu'ils incarnent l'idéal individualiste du volontarisme, puisque les citoyens organisent leur propre *welfare* en créant des structures dédiées et en s'y engageant. Ils invisibilisent aussi l'action de l'Etat fédéral, puisque les fonds qu'il octroie aux sociétés ne le mettent pas particulièrement en avant et le déresponsabilisent

¹⁷³ Joseph Lesser et Victor D. Bernstein, « The Evolution Of Public Purpose, General Welfare, And American Federalism », *The Urban Lawyer*, vol. 19, n° 3, 1987, p. 619-631.

¹⁷⁴ Kirsten A. Gronbjerg, « Private Welfare In The Welfare States: Recent United States Patterns », *Social Services Review*, vol. 56, n° 1, 1982, p. 12-16; Avishai Benish et Asa Maron, *op. cit.*, p. 954.

¹⁷⁵ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 132-135.

¹⁷⁶ Hervé Dumez et Alain Jeunemaître, « Combinaison harmonieuse des vertus du public et du privé, ou mélange des genres ? Les partenariats public/privé, nouveaux venus du management public », *Politiques et management public*, vol. 21, n° 4, 2003, p. 6.

aux yeux du public. Pourtant, il existe bien une codépendance entre les acteurs publics et privés, les premiers finançant les seconds en échange de prestations indispensables¹⁷⁷.

Rappelons que le secteur privé ne désigne pas nécessairement des sociétés lucratives. Par exemple, les fondations se déploient dès la fin du XIX^{ème} siècle et représentent une sécularisation de la charité religieuse¹⁷⁸. Pour Elsa Chelle, elles sont des organismes privés recevant des moyens directs (subventions) et indirects (avantages fiscaux) de la part des pouvoirs publics¹⁷⁹. Nicolas Duvoux ajoute qu'elles captent également des fonds privés de la part d'individus ou de sociétés philanthropiques. Toujours selon lui, elles sont généralement bien perçues par les citoyens puisque considérées comme stables, adaptées aux besoins des usagers et dénuées des effets pervers qu'on reconnaît habituellement aux politiques d'Etat-Providence¹⁸⁰. Ainsi, les bénéficiaires de l'État-Providence dépendant des fondations sont mieux perçus que ceux dépendant des programmes gouvernementaux: recourir à une fondation philanthropique est un moyen de sortir de la pauvreté valorisé puisqu'il prouve l'esprit volontaire de l'utilisateur, sa non-résignation vis-à-vis de son état de pauvreté et son refus de la dépendance associée aux dispositifs fédéraux. Les fondations sont particulièrement soutenues parmi les états conservateurs et sont pensées comme une alternative saine à l'Etat-Providence¹⁸¹. Mathieu Charbonneau va jusqu'à évoquer une « alternative privée au socialisme¹⁸²»: les grands donateurs se distinguent avec des sommes de plus en plus importantes qui témoignent de leur réussite sociale, soit aux yeux du public de leur capacité à organiser au mieux une action bienfaitrice¹⁸³. Pourtant, plusieurs études montrent que les financements des plus riches orientent le travail des fondations, encouragées à subvenir à leurs besoins spécifiques: le domaine de la culture, les écoles et universités privées sont particulièrement soutenus. Parce que ses services demeurent chers et qu'elle peut affecter toutes les classes sociales, la santé est également priorisée. Le reste des services sociaux sont moins souvent financés¹⁸⁴. Ainsi, de 1940 à 1980, 20% du montant des dons étaient adressés à des instituts culturels, 15% étaient administrés à des organismes de santé et seulement 10% au

¹⁷⁷ Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 42; Renaud Gay et Catherine Sauviat, *op. cit.*, p. 12-13; David Swain, *op. cit.*, p. 411, 420-422.

¹⁷⁸ Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 33-34, 38, 43-44.

¹⁷⁹ Elsa Chelle, « La philanthropie médicale aux Etats-Unis », *Médecine Sciences*, vol. 40, n° 5, 2024, p. 454.

¹⁸⁰ Nicolas Duvoux, *Les oubliés du rêve américain: Philanthropie, État et pauvreté urbaine*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Le lien social », 2015, p. 18, 115-116.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 120, 124, 126, 282.

¹⁸² Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 49.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 59, 67.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 53.

reste du welfare¹⁸⁵. Puisque les dons sont déductibles des impôts et ne financent pas les programmes publics généralement pensés pour les minorités et les plus démunis, les philanthropes les plus fortunés soutiennent en réalité leurs propres intérêts et figent les rapports de classe tout en étant soutenus par un public sensible à leur réussite et à leur rhétorique humaniste¹⁸⁶. Ils participent à dégrader la situation sociale des plus pauvres¹⁸⁷.

La critique consistant à dénoncer une reproduction sociale des élites favorisée par la prise en charge privée des mesures d'Etat-Providence s'étend aussi au domaine privé lucratif¹⁸⁸. D'après Nicolas Duvoux, « Les droits sociaux n'en sont plus vraiment, ils sont dépendants d'intermédiaires associatifs et philanthropiques et fortement conditionnés¹⁸⁹. » En effet, les fondations, associations et entreprises gestionnaires du Welfare peuvent par exemple invoquer la rentabilité des dispositifs pour déterminer le profil de leurs bénéficiaires et ainsi écarter les plus pauvres incapables de financer une partie de leur aide¹⁹⁰. Pour Mathieu Charbonneau, elles mettent en place une forme de ploutocratie où les plus riches décident de l'orientation des progrès sociaux¹⁹¹. Elles peuvent aussi faire office de pacificatrices sociales ou agir comme des lobbies auprès des pouvoirs publics lorsque les intérêts de leurs donateurs ou de leurs possesseurs sont attaqués¹⁹².

Tout comme les organismes à but lucratifs, les fondations reposent sur des principes néolibéraux: leur multiplication à la fin du XIXème siècle répond à un besoin élevé en main-d'œuvre en bonne santé pour reconstruire un pays abîmé par la guerre de Sécession et soutenir l'industrialisation¹⁹³. Leur fonctionnement correspond à celui d'une entreprise, puisqu'elles emploient des professionnels, opèrent des investissements ciblés et répondent à des logiques de marché¹⁹⁴.

Les secteurs privés lucratif et non lucratif en charge du welfare connaissent des dysfonctionnements. Outre le maintien des inégalités qu'ils soutiennent en proposant des

¹⁸⁵ Kirsten A. Grønberg, *op. cit.*, p. 8-9.

¹⁸⁶ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 109; Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 53-54.

¹⁸⁷ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 297.

¹⁸⁸ Michael Sosin, « Social Problems Covered By Private Agencies: An Application Of Niche Theory », *Social Service Renew*, vol. 59, n° 1, 1985, p. 75.

¹⁸⁹ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 286.

¹⁹⁰ Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 46; Charles A. Reich, « Social Welfare In The Public/Private State », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 114, n° 4, 1966, p. 490.

¹⁹¹ Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 39-42.

¹⁹² *Ibid.*, p. 14; Peter Taylor-Goodby, « Privatisation Power And The Welfare State », *Sociology*, vol. 20, n° 2, 1986, p. 235.

¹⁹³ Mathieu Charbonneau, *op. cit.*, p. 64-65.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 41, 52, 61; Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 19, 287.

services inégaux à un public qu'ils choisissent le plus souvent parmi la classe moyenne états-unienne, certains, comme Peter Taylor-Goodby, Asa Maron et Avishai Benish leur reprochent de décrédibiliser l'Etat-Providence en offrant des services appauvris par la recherche de rentabilité et d'éventuels conflits d'intérêts. Malgré son importance vitale, le public garde la dispensation du welfare en mauvaise estime et ce particulièrement lorsque celle-ci s'effectue à l'échelle fédérale qu'il considère encore plus inefficace, coûteuse et amoral¹⁹⁵.

Le système de santé américain illustre bien la co-gestion du welfare entre les secteurs public et privé. D'après Renaud Gay et Catherine Sauviat, « Les systèmes libéraux de santé, à l'image du système états-unien, se distinguent par la domination d'une offre de soins privés en grande partie financée par des assurances privées, complétées par un financement public pour des catégories ciblées de la population (pauvres, personnes âgées, etc)¹⁹⁶. » La seconde partie de ce mémoire s'emploiera à analyser plus profondément les logiques qui organisent le système de santé américain.

Aux Etats-Unis, la dispensation du welfare est un marché que s'approprie le secteur privé lucratif et non lucratif. Financé par de l'argent public (sous forme de baisses d'impôts ou de subventions), ce secteur détourne les vellétés compréhensives et inclusives de l'Etat fédéral, porte atteinte aux droits sociaux et génère de nouvelles inégalités. Il répond à la morale individualiste qui octroie aux particuliers la charge d'organiser leur propre welfare à petite échelle. Cette morale est aussi véhiculée dans les programmes d'Etat-Providence portés par le secteur public.

III. 3. Un Etat-Providence au service de la responsabilité individuelle

Nous l'avons vu, la rhétorique conservatrice différencie les pauvres méritants (innocents dans l'attribution de leur situation sociale, le plus souvent envisagés comme des enfants et des personnes âgées) des pauvres non-méritants (dépendants, immoraux et le plus souvent envisagés comme des Afro-Américains). L'Etat-Providence s'applique à protéger les premiers et à sortir les seconds d'une prétendue culture de la pauvreté en les encourageant à

¹⁹⁵ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 116-119, 297; Avishai Benish et Asa Maron, *op. cit.*, p. 979; Peter Taylor-Goodby, *op. cit.*, p. 234; Charles A. Reich, *op. cit.*, p. 491.

¹⁹⁶ Renaud Gay et Catherine Sauviat, *op. cit.*, p. 3.

exercer leur responsabilité individuelle, à se moraliser, *in fine* à s'en sortir par eux-mêmes¹⁹⁷. La baisse du montant et de la qualité des aides sociales dont on redoute l'effet pervers qui amènerait une dépendance à l'Etat, couplée à l'incitation au mariage et au travail ainsi que l'incarcération massive à la fin du XXème siècle, sont à l'image de cette volonté.

D'après Judith E. Koons, l'Etat-Providence a toujours soutenu le mariage: le Protestantisme, qui imprègne fortement la société américaine, prône déjà celui-ci au XVIème siècle puisqu'il considère le foyer comme l'endroit où les futurs citoyens s'éduquent. Les femmes sont réduites à leurs rôles de mères et d'épouses¹⁹⁸. Dès l'implantation du New Deal, l'AFDC stigmatise les mères isolées en employant des moyens humiliants pour tester leur bonne foi, comme les visites surprises en pleine nuit pour vérifier qu'elles sont bien célibataires¹⁹⁹. L'introduction des Afro-Américaines dans le programme fait se multiplier ces atteintes à la dignité des femmes non-mariées²⁰⁰.

Les conservateurs considèrent les grossesses adolescentes et/ou hors mariage comme des facteurs de pauvreté nés d'un comportement individuel déviant et voient les politiques encourageant le mariage comme des programmes établis contre la pauvreté²⁰¹. C'est ainsi que le Congrès annonce quatre buts principaux au PRWORA de 1996: offrir une assistance aux enfants pauvres, réduire la dépendance de leurs parents aux aides gouvernementales, baisser le nombre de naissances hors mariage et encourager la formation de familles mononucléaires²⁰². De même, les Etats fédérés utilisent le budget alloué au TANF pour mettre en place des programmes supportant le mariage. L'Oklahoma crée par exemple une Commission spécialisée dans le mariage et le développement d'outils de communication visant à le maintenir. Il utilise les fonds du TANF pour organiser ses sessions d'entraînement²⁰³. Un budget supplémentaire est débloqué pour les Etats réussissant à baisser leur taux de naissances hors mariage sans augmenter le taux d'avortement et en 2003, vingt-quatre états limitent ou annulent les aides sociales aux familles accueillant un nouvel enfant alors qu'elles reçoivent déjà le TANF²⁰⁴. Le Personal Responsibility Work and Family Promotion Act de 2003 autorise l'extension du

¹⁹⁷ Darren Barany, *op. cit.*, p. 63, 67, 72-73, 173, 231; Denis Lacorne, *Les Etats-Unis, op. cit.*, p. 294; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 146, 197-198; Brian J. Glenn, *op. cit.* p. 76-77.

¹⁹⁸ Judith E. Koons, « Motherhood, Marriage And Morality: The Pro-Marriage Moral Discourse Of American Welfare Policy », *Wisconsin Women's Law Journal*, vol. 19, n° 1, p. 20, 26-28.

¹⁹⁹ Judith E. Koons, *op. cit.*, p. 38.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 39-40.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 22-24.

²⁰² Judith E. Koons, *op. cit.*, p. 8.

²⁰³ *Ibid.*, p. 11.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 12-13.

programme et prévoit un budget de 100 millions de dollars uniquement alloué à la promotion du mariage. Le Personal Responsibility and Individual Development for Everyone est aussi adopté en 2003 et il alloue 1 milliard 875 millions de dollars dans l'établissement de programmes visant à encourager le mariage et la paternité responsable²⁰⁵.

Pour Judith E. Koons et Premilla Nadasen, l'Etat-Providence agit auprès des femmes en promouvant des politiques *bridefare* et *workfare*: les femmes pauvres doivent se marier et travailler pour sortir de leur dépendance à l'Etat²⁰⁶. Leur dépendance au mariage est paradoxalement rendue acceptable²⁰⁷. Si les femmes blanches touchant les aides sociales sont stigmatisées, on accepte leur entretien par l'Etat sans contrepartie tout en les encourageant à se marier. C'est l'extension de l'AFDC aux femmes noires dans les années 1950 qui amène l'injonction au travail conditionnant l'obtention des aides, notamment parce que la mémoire de l'esclavage les fait envisager comme des génitrices et des travailleuses plutôt que des mères²⁰⁸.

La seconde moitié du XXème siècle voit cette injonction se renforcer. Les lois sociales de 1967 encouragent déjà l'emploi chez les bénéficiaires de l'AFDC²⁰⁹. D'après David Rueda et Judith E. Koons, on passe progressivement d'un État-Providence, le Welfare State, à un État qui soutient la remise au travail, le Workfare State: là où le Welfare State baissait la dépendance des individus au marché en leur garantissant des droits sociaux, le Workfare State augmente cette dépendance en baissant le montant des aides et en les conditionnant au mérite des bénéficiaires²¹⁰. Pour Peter Mascini, Menno Soentken et Romke Van Der Veen,

In contrast to a welfare state, a workfare state is oriented towards recommodifying rather than decommodifying social policies. Decommodifying social policies reduces people's dependency on the labor market. Social insurance and social provisions provided as a social right have this effect: they make people less dependent on their market value and are therefore decommodifying. Recommodifying social policies, on the other hand, strengthens the bond between social policies and the labor market, by helping people in need find a way to return to the labor market (...) Social policies in a workfare state promote work rather than social protection. They do this by increasing the selectivity and the conditionality of social policies, and by providing services that help people to return to employment²¹¹.

²⁰⁵ Judith E. Koons, *op. cit.*, p. 17-19.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 41.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 41.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 39-40; Premilla Nadasen, *op. cit.*, p. 56-58.

²⁰⁹ Brian J. Glenn, *op. cit.*, p. 196.

²¹⁰ David Rueda, « The State Of The Welfare State: Unemployment, Labor Market Policy, And Inequality In The Age Of Workfare », *Comparative Politics*, vol. 47, n° 3, 2015, p. 299-300; Judith E. Koons, *op. cit.*, p. 7.

²¹¹ Peter Mascini, Menno Soentken et Romke Van Der Veen, *The Transformation Of Solidarity: Changing Risks And The Future Of The Welfare State*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012, p. 166.

En effet, d'après Jeffrey Obler, la rhétorique en faveur des politiques sociales depuis les années 1980 n'évoque plus la justice, mais la compassion: la redistribution est perçue comme une générosité de la part des plus riches et non comme un dû de la société aux plus démunis²¹². La privatisation des organismes de redistribution n'est pas étrangère à cet état de fait. Il écrit « Private, voluntary, compassionate charity offers help to the poors without granting them any rights²¹³. » De ce fait, ces derniers ne détiennent plus vraiment un statut leur octroyant le droit de toucher des aides, mais entrent dans une relation contractualisée entre eux et l'Etat. Dès 1988, le Family Support Act conditionne l'attribution des allocations au suivi d'une formation: il marque l'émergence des programmes conditionnels, qui considèrent une réciprocité de la responsabilité entre l'Etat et les individus pour lutter contre la pauvreté. L'attitude des citoyens détermine leur éligibilité aux aides sociales, ils doivent montrer leur engagement et travailler pour cesser de dépendre de la communauté²¹⁴.

En 1996, PRWORA conditionne l'aide sociale à l'emploi. C'est une modification significative de l'État-Providence qui devient le gardien d'une morale de remise au travail et elle répond à la promesse de Bill Clinton *to end welfare as we know it*. En articulant politiques sociales et soucis de l'équilibre budgétaire, le président incarne le *third way*, un mélange de progressisme et de conservatisme qui inspire plus tard Barack Obama²¹⁵.

Cette logique de remise au travail à tout prix est paradoxale. Pour commencer, Brian J. Glenn écrit que les aides attribuées sont trop faibles et ne permettent pas de sortir de l'état de pauvreté²¹⁶. De plus, Alix Meyer et Sheryll D. Cashin estiment que la réussite d'une mesure sociale est désormais calculée selon la baisse du nombre de bénéficiaires d'aides jugés imméritants et pas selon la baisse effective du taux de pauvreté: PRWORA est considéré comme un succès parce qu'entre 1996 et 2010, il a divisé par trois le nombre des personnes touchant la TANF. Pourtant, seule une minorité d'entre eux est écartée parce qu'elle a trouvé un travail et la qualité des nouveaux emplois n'est pas prise en compte par l'administration. Sur cette même période, le nombre d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté croît²¹⁷. Pour Sheryll D. Cashin, PRWORA a en fait permis à presque tous les États fédérés de mettre en

²¹² Jeffrey Obler, « Moral Duty And The Welfare State », *The Western Political Quarterly*, vol. 39, n° 2, 1986, p. 217-218.

²¹³ *Ibid.*, p. 230.

²¹⁴ Denis Lacorne, *Les Etats-Unis, op. cit.*, p. 289-290.

²¹⁵ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 56, 95, 120; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 320, 382.

²¹⁶ Brian J. Glenn, *op. cit.*, p. 33-41.

²¹⁷ Alix Meyer, *op. cit.*, p. 120-127; Sheryll D. Cashin, *op. cit.*, p. 603, 607, 614.

place des décisions politiques abaissant la sécurité financière des pauvres²¹⁸. Charles A. Reich ajoute que les lois de plus en plus punitives augmentent la dépendance des pauvres qui, confrontés à leur propre incapacité à s'en sortir, perdent leur estime d'eux-mêmes et sont incapables de mener une vie normale. Leur vie privée est également investie par un État qui n'hésite pas à les surveiller de près tout en promouvant un idéal de liberté²¹⁹. D'après Loïc Wacquant, ce paradoxe est vrai en ce qui concerne les plus pauvres tandis que les plus riches sont de moins en moins contraints à mesure que l'économie devient le seul aspect de la société qui soit dérégulé²²⁰. Le contrôle des plus modestes correspond à la vérification de leur état de pauvreté et de leur obéissance aux injonctions morales individualistes qui conditionnent leur obtention des aides, mais aussi à l'incarcération systématique des auteurs de petite délinquance.

D'après Loïc Wacquant, Nicolas Duvoux et Julilly Kohler-Hausmann, les politiques d'incarcération massives opérées depuis les années 1970 dans le cadre de la guerre anti-drogue sont un pendant de l'Etat-Providence néolibéral²²¹. En effet, ils considèrent que la pacification sociale opérée par l'Etat-Providence, qui combat suffisamment l'extrême pauvreté pour qu'elle ne se révolte pas mais dont les aides sont de plus en plus réduites, passe progressivement de l'attribution des aides sociales à l'emprisonnement des anciens bénéficiaires. Les devoirs l'emportent sur les droits, les actes de sanction sur les actes de soutien, l'action de soulager les pauvres revient désormais à soulager l'espace public des pauvres²²². La théâtralisation de l'action mise en place par les forces de l'ordre, glorifiée au cinéma et dans les médias, participe à conférer à l'Etat la crédibilité dont il pourrait être déchu à mesure que la pauvreté augmente du fait de la baisse des aides sociales²²³.

Alors que l'Etat-Providence diminue le nombre de ses allocataires et fragilise l'accès aux aides de moins en moins alimentées et de plus en plus limitées dans le temps, les peines de prison augmentent, tant par leur nombre que par leur durée. Dans les années 1980, la Californie vote plus de mille lois pour augmenter le recours à celles-ci tandis qu'elle abaisse considérablement le budget alloué aux aides sociales²²⁴. Dans les années 1990, la population

²¹⁸ Sheryll D. Cashin, *op. cit.*, p. 617-619.

²¹⁹ Charles A. Reich, *op. cit.*, p. 488, 492.

²²⁰ Loïc Wacquant, « La fabrique de l'État néolibéral: "Workfare", "Prisonfare" et insécurité sociale », *Civilisations*, vol. 59, n° 1, 2012, p. 163, 166.

²²¹ Julilly Kohler-Hausmann, « Guns And Butter: The Carceral State, And The Politic Of Exclusion In The Post-War United States », *The Journal Of American History*, vol. 102, n° 1, 2015, p. 89, 91, 95; Loïc Wacquant, *op. cit.*, 2012, p. 164-166; Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 29.

²²² Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 152-153, 157, 160, 163.

²²³ *Ibid.*, p. 158-160.

²²⁴ *Ibid.*, p. 155.

carcérale augmente d'un million d'individus et la liberté conditionnelle est limitée²²⁵. En 2015, les Etats-Unis représentent 5% de la population sur Terre et 25% des incarcérés, leur taux d'incarcération est de 700 prisonniers pour 100 000 personnes: il a été multiplié par 4,5 depuis les années 1970²²⁶. Le budget national alloué à la police, à la justice et à l'incarcération augmente de + 364% entre 1982 et 2001²²⁷.

Loïc Wacquant écrit que « Les populations les plus directement touchées par les changements convergents du marché du travail et des aides publiques se révèlent être également les “bénéficiaires” privilégiés des largesses des autorités pénales²²⁸. » En effet, le profil des prisonniers est le même que celui des bénéficiaires d'aides: parmi ces populations, la majorité vit en dessous de 50% du seuil de pauvreté, les Afro-Américains et les Hispaniques sont surreprésentés, plus du tiers est touché par un handicap mental ou physique et n'a pas terminé d'études secondaires²²⁹.

Douglas S. Massey, Robert J. Sampson et Nicolas Duvoux évoquent la prison comme une étape banale dans la vie d'un jeune homme Afro-Américain²³⁰. En 2000, 3% des enfants états-uniens ont un père en prison: ce phénomène touche un enfant Afro-Américain sur onze et seulement 1,2% des enfants blancs²³¹. En 2009, 70% des hommes noirs de 18 ans sans diplôme sont en prison, les Noirs représentent 13% des citoyens américains et 41% de la population carcérale aux Etats-Unis²³². Les familles Afro-Américaines précaires subissent souvent les effets de l'incarcération qui déchire des familles, déstabilise la recherche d'emploi et annule parfois la possibilité de toucher les aides sociales²³³. Les femmes noires pauvres, qui sont aussi parmi les plus désavantagées sur le marché du travail, se retrouvent souvent à la tête de foyers monoparentaux et sortent plus difficilement de la pauvreté²³⁴. Pour Ta-Nehisi Coates, « C[l'incarcération de masse dans les années 1980 et 1990]’était l'État-Providence du système pénal dans toute sa splendeur. La désindustrialisation avait créé du chômage chez les pauvres et dans toutes les classes ouvrières d'Amérique, de toutes races. La prison apportait une

²²⁵ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 155.

²²⁶ Ta-Nehisi Coates, *Huit ans au pouvoir une tragédie américaine*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Diana Hochraich, Paris, Présence africaine éditions, (2017) 2018, p. 182.

²²⁷ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 166.

²²⁸ *Ibid.*, p. 164.

²²⁹ *Ibid.*, p. 156.

²³⁰ Douglas S. Massey et Robert J. Sampson, *op. cit.*, p. 16, 233; Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 20.

²³¹ Douglas S. Massey et Robert J. Sampson, *op. cit.*, p. 235.

²³² Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 20; Ta-Nehisi Coates, *op. cit.*, p. 33.

²³³ Julilly Kohler-Hausmann, *op. cit.*, p. 99; Ta-Nehisi Coates, *op. cit.*, p. 188-190, 288.

²³⁴ Linda Burnham, « Racism In US Welfare Policy », *Race, Poverty And The Environment*, vol. 14, n° 1, 2007, p. 47.

solution: des emplois pour les Blancs, et un logement pour les Noirs²³⁵. » L'auteur souligne que le système carcéral prodigue également nourriture et soins de santé à ses usagers²³⁶. Selon lui, le taux d'incarcération n'a jamais abaissé le taux de criminalité (les deux taux montant simultanément) et les programmes anti-délinquance, comme dans le cadre de la guerre contre la drogue ont toujours été menés pour des raisons raciales²³⁷. L'Etat-Providence proposerait ainsi une aide à deux vitesses, entre workfare pour les Blancs et les femmes noires, prisonfare pour les hommes noirs.

D'autres principes guident l'action paternaliste de l'Etat-Providence, comme la nature des aides allouées. Les food stamps, qui ne permettent d'acheter que des produits bruts, soutiennent par exemple le fait de cuisiner plutôt que d'acheter des plats préparés²³⁸. Les aides sont de plus en plus allouées sous forme de services responsabilisants plutôt que d'argent, comme les sessions d'entraînement à la communication visant à maintenir le mariage, déjà évoquées²³⁹.

D'après Nicolas Duvoux et Marie Duru-Bellat, l'évocation permanente de la responsabilité personnelle pour lutter contre la pauvreté et la croyance persistante dans l'American Dream persuadent les plus défavorisés qu'ils sont les auteurs de leur propre situation sociale et génère chez eux de la souffrance et une forme d'humiliation²⁴⁰. Ta-Nehisi Coates ajoute qu'ils doivent sans cesse prouver leur moralité, à l'image des Afro-Américains conservateurs prônant le principe du « Deux fois meilleurs »: suspects aux yeux du monde, ils ont conscience que la réussite sociale leur est particulièrement difficile à atteindre mais pensent devoir montrer à ceux qui les méprisent qu'avec un travail acharné et une éthique rigoureuse, ils peuvent être aussi bien qu'eux²⁴¹. Pour Nicolas Duvoux, la multiplication des organismes welfare non lucratifs les font également se sentir coupables et redevables envers les plus riches, puisqu'ils doivent montrer qu'ils sont dignes des dons reçus²⁴². A l'inverse, les donateurs sont considérés comme capables (puisque'ils ont réussi au point de pouvoir partager les fruits de cette réussite) et généreux. La conversion de leurs impôts en dons sert aussi leurs intérêts en

²³⁵ Ta-Nehisi Coates, *op. cit.*, p. 206.

²³⁶ *Ibid.*, p. 182.

²³⁷ *Ibid.*, p. 185, 193-195, 202, 205.

²³⁸ Brian J. Glenn, *op. cit.*, p. 61.

²³⁹ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 107-109.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 13-14; Marie Duru-Bellat, *op. cit.*, p. 77.

²⁴¹ Ta-Nehisi Coates, *op. cit.*, p. 32.

²⁴² Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 32-35, 126, 282, 289.

leur octroyant un statut social supérieur²⁴³. Colleen M. Grogan et Sunggeun Park témoignent du fait que l'humiliation ressentie par les plus pauvres dépendants de Medicaid, un programme particulièrement mal considéré, les pousse à ne pas s'y inscrire. De fait, certains Etats ont renommé certains de leurs programmes dépendants des agences liées à Medicaid pour qu'ils ne soient pas stigmatisants. Dans l'Illinois par exemple, les bénéficiaires du programme All Kids sont en fait bénéficiaires du State Children's Health Insurance Program (SCHIP)²⁴⁴.

Rappelons enfin que d'après Léa Stephan, si la défense de la responsabilité individuelle est originellement l'apanage des conservateurs, elle est progressivement investie par les Démocrates comme Bill Clinton²⁴⁵.

Influencées par les idéaux individualistes conservateurs, les politiques d'Etat-Providence changent de nature et de but. Les programmes de celui-ci sont détournés de leur objectif: la réussite d'une aide sociale est calculée selon la baisse du nombre de ses bénéficiaires, plus selon celle du taux de pauvreté global²⁴⁶. Elles sont de plus en plus décentralisées, privatisées et concernent davantage des ressources en nature ou des services que de l'argent direct. Les pauvres sont divisés aux yeux du public entre les méritants dont l'aide apportée par l'Etat est rendue légitime et les non-méritants que ce dernier doit éduquer, responsabiliser en les poussant à la stabilité par le mariage et l'emploi ou en les menaçant d'incarcération²⁴⁷. L'Etat-Providence, de plus en plus punitif et déconcentré, ne réussit pas à combattre la pauvreté et génère la souffrance des plus démunis qui subissent l'humiliation d'avoir échoué à vivre l'*American Dream* et dont la vie privée est exposée, soit parce qu'ils doivent justifier de leur état de pauvreté, soit parce qu'ils doivent prouver leur moralité. En raison de leur précarité particulière, les minorités ethniques et sexuelles subissent particulièrement les effets de ces politiques. Nous allons voir comment le débat généré autour d'Obamacare révèle une défense d'un Etat-Providence "à l'américaine" de la part des Démocrates comme des Républicains.

²⁴³ Nicolas Duvoux, *op. cit.*, p. 106, 117-119; Jeffrey Obler, *op. cit.*, p. 231, 233.

²⁴⁴ Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, « The Politics Of Medicaid: Most Americans Are Connected To The Program, Support Its Expansion, And Do Not View It As Stigmatizing », *The Milbank Quarterly*, vol. 95, n° 4, 2017, p. 750-757.

²⁴⁵ Léa Stephan, « La notion de "Responsabilité" dans le discours politique américain de 1980 à 2010: Le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates », *op. cit.*, p. 5-6.

²⁴⁶ Darren Barany, *op. cit.*, p. 219; Brian J. Glenn, *op. cit.*, p. 33-41.

²⁴⁷ Darren Barany, *op. cit.*, p. 213.

Partie 2: Le débat généré par Obamacare: la défense d'un Etat-Providence "à l'américaine"

Première grande réforme du système de santé Américain depuis la mise en place de Medicare et Medicaid, Obamacare est promulguée le 23 mars 2010. Elle s'inscrit dans un contexte où la crise économique de 2008 a généré des pertes d'emplois ce qui, du point de vue de ce système essentiellement porté par les employeurs, est dramatique. De 2000 à 2006, le prix des assurances a augmenté de 87% en moyenne, quand les salaires moyens n'ont augmenté que de 20% et que le salaire médian a diminué de 3%¹. La moitié des faillites sont attribuées à des dépenses de santé trop lourdes². On estime que 45 000 personnes décèdent chaque année dans le pays parce qu'elles ne sont pas assurées³. De 1993 à 2009, le nombre de personnes sans assurance dont le salaire oscille entre 50 000 et 74 999 dollars par an est multiplié par deux⁴. Le texte finalement adopté cherche à augmenter le nombre de personnes assurées en rendant la couverture patronale obligatoire pour toutes les entreprises d'au moins 50 employés, en étendant Medicaid à toutes les personnes dont les revenus les situent en dessous de 138% du seuil de pauvreté et en encourageant les autres à s'assurer via la mise en place de l'individual mandate et l'octroi de subventions destinées à la contraction d'assurances⁵. Il est le résultat de plusieurs mois de réflexions, de tentatives inabouties pour impliquer le GOP dans les procédures et de compromis avec l'industrie de la santé. Cette réforme d'envergure cherche en effet une légitimité dans les nombreuses concessions offertes par les Démocrates les plus libéraux aux conservateurs. Elle a besoin du vote des Républicains pour être adoptée et devenir pérenne. Ces derniers attaquent cependant la loi à de nombreuses reprises: de janvier 2011 à février 2015, pas moins de cinquante-six votes ont lieu au Congrès pour tenter d'abroger la loi

¹ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, thèse de doctorat en anglais, sous la direction de Anne Stefani et Françoise Coste, Toulouse, Jean Jaurès, 2017, p. 118.

² Jill Quadagno, « Institutions, Interest Groups, And Ideology: An Agenda For The Sociology Of Health Care Reform », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 51, n° 2, 2010, p. 126.

³ Kévin Young et Michael Schwartz, « Healthy, Wealthy, And The Wise: How Corporate Power Shaped The Affordable Care Act », *New Labor Forum*, vol. 23, n° 2, 2014, p. 31.

⁴ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 174.

⁵ *Ibid.*, p. 162-163.

ou de l'affaiblir⁶. Celle-ci est aussi attaquée devant la Cour suprême à plusieurs reprises, et le premier décret signé par Donald Trump consiste en une tentative avortée pour l'abroger⁷.

Pour cette étude, nous reprendrons la thèse de Michel Foucault selon laquelle le discours traduit le monde réel selon des conventions, mythes et images culturels qui influencent nécessairement son interprétation⁸. Ainsi, le discours qui s'articule autour d'Obamacare reprend souvent les thématiques individualistes: la décentralisation, le marché libre ou encore la responsabilité individuelle que Démocrates et Républicains s'accordent à promouvoir. Nous reprendrons également l'idée de George Lakoff, qui considère que les références à une même image peuvent être considérées différemment selon l'ancrage culturel, comme par exemple le bord politique⁹. La responsabilité soutenue par les Démocrates se partage par exemple à différentes échelles, notamment fédérale, quand celle que défendent les Républicains est strictement personnelle.

Les Démocrates mettent finalement en place un système de santé essentiellement porté par le secteur privé lucratif et abandonnent rapidement d'autres modèles plus ambitieux comme le single-payer¹⁰. Ainsi, la santé demeure un bien comme un autre et non un droit (comme le revendiquent certains libéraux); le système s'appuie en partie sur la responsabilité des usagers, et l'Etat-Providence dessiné par la réforme semble toujours répondre aux idéaux conservateurs¹¹.

I- La décentralisation, un concept central dans le débat autour d'Obamacare

Nous l'avons vu, sous l'effet de la rhétorique conservatrice, les dispositifs redistributifs sont progressivement décentralisés. Puisque Obamacare est un programme d'Etat-Providence imposé à l'échelle nationale, cela semble logique qu'il ait été analysé à travers ce prisme. Rappelons également que la crise économique de 2008 et le plan de renflouement des banques

⁶ Wikipédia, Obamacare [en ligne]. [<https://fr.wikipedia.org/wiki/Obamacare> (consulté le 04/08/2024)]

⁷ *Ibid.*

⁸ Jérôme Viala-Gaudefroy, *Les mythes nationaux dans les discours présidentiels américains post-guerre froide de George H. Bush à Barack Obama*, thèse de doctorat en français, sous la direction de Jean-Michel Lacroix, Paris, Université Sorbonne Paris Cité, 2016, p. 14.

⁹ *Ibid.*, p. 15.

¹⁰ Kévin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, p. 31.

¹¹ Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, « Critical Anthropology Of Global Health “Take A Stand” Statement: A Critical Medical Anthropological Approach To The United States’ Affordable Care Act », *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 28, n° 1, 2014, p. 11.

qui lui succèdent génèrent une méfiance certaine des Américains envers leur État fédéral¹². Forte des expériences passées dans les tentatives de refonte du système de santé américain, l'administration Obama anticipe cette critique en ouvrant le dialogue avec les différents acteurs de ce système et en tentant de co-construire un consensus bipartisan au Congrès. Obamacare n'échappe pourtant pas aux attaques conservatrices, qui s'articulent notamment autour de l'individual mandate, perçu comme une intrusion de l'Etat fédéral dans la vie privée des individus. Une partie des critiques concerne également le sort des petites structures que le public tient souvent en haute estime.

I. 1. La prévention des attaques conservatrices par les initiateurs d'Obamacare

La fragilité des Démocrates au Sénat et leur allégeance à un président qui, d'après Pierre Mélandri, « érige en règles d'or la prudence et le pragmatisme¹³», les enjoint à prévenir les attaques qui pourraient être portées contre Obamacare. C'est pourquoi l'administration Obama a vainement œuvré dans l'espoir de formuler un compromis qui rassemblerait le Parti Démocrate et le Parti Républicain dans la refonte du système de santé. Dans cet objectif, elle a engagé le dialogue avec les opposants au projet et s'est appliquée à échanger avec différents acteurs impliqués (industrie pharmaceutique, compagnies d'assurances...) afin de mettre au point une loi susceptible d'être votée par des conservateurs. Cependant, l'obstruction systématique des Républicains et la perte d'un siège décisif au Sénat enjoint le Parti Démocrate à user de stratagèmes pour éviter la mise au vote de la loi dans l'instance désormais majoritairement conservatrice: pour ce faire, il utilise un texte de loi déjà approuvé par celle-ci lorsque les Démocrates y étaient majoritaires¹⁴.

Outre son attachement pour le consensus que nous détaillerons plus tard, Barack Obama est conscient de son importance politique pour assurer l'avenir de la loi et les difficultés rencontrées par les représentants de son propre parti à défendre un projet progressiste. Dans *L'audace d'espérer*, il écrit

Naturellement, il y a au sein du Parti démocrate des gens qui ont tendance à faire preuve d'un fanatisme similaire [à celui des Républicains]. Mais ils sont loin d'avoir le pouvoir d'un Rove ou d'un Delay, d'être capables de s'emparer

¹² Eveline Thévenard, « Réforme de l'assurance maladie: un pas vers la fin de l'exceptionnalisme Américain », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 38, 2014, p. 214-215.

¹³ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 570.

¹⁴ Anne-Laure Beaussier, « L'assurance maladie américaine à l'heure de la polarisation partisane », *Revue française de Science politique*, vol. 64, n° 3, 2014, p. 401-403.

du Parti, de le truffer de loyalistes et de transformer en lois plusieurs de leurs idées les plus radicales. La prédominance des différences régionales, ethniques et économiques dans le Parti, la carte électorale et les structures du Sénat, la nécessité de collecter des fonds dans les classes supérieures pour financer les élections: tout cela contribue à empêcher ces démocrates de s'écarter trop du centre¹⁵.

D'après lui, c'est pourquoi Hillary Clinton défend le système capitaliste et John Kerry l'importance de la supériorité militaire des Etats-Unis. Avant même son élection comme président, Barack Obama sait qu'il devra composer avec les idées conservatrices, même au sein de son propre camp¹⁶. Dans ses mémoires présidentielles, il exprime sa volonté de débattre avec tous les acteurs impliqués dans la loi afin d'en renforcer la légitimité aux yeux du public et narre aussi l'échec cuisant de ses tentatives de dialogue avec le GOP qui se heurtent à la polarisation des partis, cristallisée sous sa présidence par l'émergence du Tea Party. Même les Républicains les plus centristes, s'ils acceptent de l'aider à rédiger le contenu du projet pour le rendre acceptable selon leurs critères, refusent de lui accorder leur vote¹⁷.

D'après Anne-Laure Beaussier, cette obstruction systématique du GOP est idéologique (même si la loi est convenable à ses yeux, le parti refuse catégoriquement de voter une loi proposée par des libéraux) et résulte de la polarisation des partis qui opère depuis les années 1980 à l'avantage de la droite devenue le centre en politique. Elle entre en contradiction avec le fait que la majorité des acteurs du système de santé (dont les compagnies d'assurance et les lobbies médicaux auxquels elles sont souvent affiliées) soutiennent la mesure¹⁸. Selon David K. Jones, Katharine V. W. Bradley et Jonathan Oberlander, les *exchanges* satisfont la Gauche de l'échiquier politique en régulant à échelle étatique le marché des assurances et la Droite en respectant le choix des individus à déterminer quelle sera leur assurance. Ils les définissent ainsi: « Exchanges are regulated marketplaces in which the uninsured and small businesses can buy coverage¹⁹. » D'après un sondage réalisé par la Kaiser Family Foundation en 2010, 87 % des Américains ont une bonne opinion des *exchanges* et parmi eux, 77% se déclarent Républicains²⁰.

¹⁵ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Villeneuve d'Ascq, Presses de la cité, 2018 (2009), p. 54.

¹⁶ *Ibid.*, p. 55.

¹⁷ Barack Obama, *Une terre promise*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Demarty, Charles Recoursé et Nicolas Richard, Paris, Fayard, 2020, p. 476, 478, 499-501, 505-509; Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 234.

¹⁸ Anne-Laure Beaussier, *op. cit.*, p. 383-385, 388, 392, 396, 399.

¹⁹ David K. Jones, Katharine V. W. Bradley et Jonathan Oberlander, « Pascal's Wager: Health Insurance Exchanges, Obamacare, And The Republican Dilemma », *Journal of Health Politics*, vol. 39, n° 1, 2014, p. 99.

²⁰ *Ibid.*, p. 102-103.

Gardant à l'esprit l'exemple de Bill Clinton dont la réforme de l'assurance maladie se solde par un échec, les Démocrates savent qu'ils doivent proposer un texte prenant en compte les intérêts du GOP et des lobbies pharmaceutiques. En 1994, ces derniers sont en partie responsables de l'abandon de la réforme qu'ils taxent d'intrusive et contre laquelle ils mènent une campagne intensive qui lui sape le soutien du public²¹. Pourtant, elle est d'inspiration conservatrice et a pour modèle le système de santé mis au point par un Républicain du Massachusetts: Mitt Romney. Celui-ci inspire également Obamacare qui en reprend les grands principes: rendre l'assurance maladie obligatoire, apporter une aide financière à ceux qui ne peuvent pas la contracter via un programme de gouvernement ou un employeur et dont les revenus sont trop faibles. Elle interdit également la discrimination lors de la contractualisation d'une assurance²². Par ailleurs, Austin Algernon souligne le fait que la réforme du Massachusetts est plus généreuse qu'Obamacare, puisqu'elle étend Medicaid aux ménages dont le revenu est équivalent à 300% du niveau de pauvreté (contre 133% pour Obamacare)²³.

Finalement, les modifications apportées à la Loi pour qu'elle plaise aux Démocrates comme aux Républicains déçoivent les conservateurs qui considèrent le texte toujours trop en faveur de l'Etat fédéral et les Démocrates qui le considèrent encore trop en faveur des compagnies d'assurance²⁴. Parmi ces derniers, certains regrettent également l'absence d'option publique (une assurance publique faisant concurrence avec les assurances privées pour maintenir les prix bas), l'introduction de la taxe cadillac (levée sur les assurances contractées via un employeur et dont les syndicats ne veulent pas puisqu'elle remet en cause les programmes déjà négociés) ou l'implantation d'un système de santé subventionnant la contractualisation d'une assurance privée plutôt que l'extension d'un programme gouvernemental à tous²⁵. Quelques Démocrates sont par ailleurs tiraillés entre leur loyauté au parti et les logiques électorales: vingt-huit sénateurs démocrates proviennent d'États du Sud

²¹ Alix Meyer, *Les républicains au Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, coll. « Des Amériques », 2015, p. 59; Pierre Mélandri, *Les Etats-Unis. Le déclin?*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », (2008) 2013, p. 369-370; Léa Stephan, *op. cit.*, p. 170.

²² Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 478-479; David K. Jones, Katharine W. Bradley et Jonathan Oberlander, *op. cit.*, p. 105.

²³ Austin Algernon, « Obamacare Reduces Racial Disparities In Health Coverage », Center for Global Policy Solutions [en ligne], 2015, [<http://globalpolicysolutions.org/resources/obamacare-reduces-racial-disparities-in-health-coverage/>] (consulté le 16/07/2024)

²⁴ Howard Waitzkin et Ida Hellander, « The History And Future Of National Health Reform », *International Journal Of Health Services*, vol. 46, n° 4, 2016, p. 748.

²⁵ Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p.526.

conservateurs donnant traditionnellement leur vote au GOP. Parmi eux, certains décident de ne pas soutenir la réforme malgré le progrès tout de même porté dans sa version édulcorée²⁶.

Marcia Angell, Léa Stephan, Mark A. Hall et Richard Lord considèrent que les nombreuses concessions accordées aux conservateurs vident la réforme de sa substance en ne s'assurant aucune contrepartie progressiste de la part du Parti Républicain. En effet, plusieurs mesures vont à l'encontre des buts affichés d'Obamacare. Par exemple, puisqu'elle n'interdit pas la hausse du prix des assurances et que l'impôt levé sur ceux qui refusent de s'assurer est plafonné, la loi fait régresser la contractualisation des individus non couverts par les programmes gouvernementaux. Ils préfèrent payer l'impôt plutôt qu'une assurance rendue de plus en plus coûteuse en raison des critères élevés par le gouvernement et de la non-discrimination envers les personnes avec des antécédants médicaux²⁷. Ainsi, en 2014, l'impôt prélevé sur les individus non assurés représente 1% de leurs revenus quand contracter une assurance revient en moyenne à dépenser 8% de ces mêmes revenus²⁸. C'est pourquoi malgré la hausse du nombre de personnes assurées depuis l'implantation d'Obamacare, le prix des assurances a augmenté²⁹. Or, baisser les dépenses liées à la santé était l'un des buts principaux de la loi. La légitimité politique de cette dernière est aussi affaiblie puisqu'elle n'obtient aucun vote du GOP et que sa promulgation est due à un subterfuge juridique visant à lui éviter de repasser devant le Sénat devenu Républicain³⁰. Il semble que Barack Obama soit devenu le sujet de sa propre réflexion lorsqu'il écrivait que certains Démocrates « adoptent une ligne “centriste” en se disant que, s'ils coupent la poire en deux avec les conservateurs, ils font sûrement preuve de bon sens. Ils ne se rendent pas compte qu'au fil des ans ils cèdent de plus en plus de terrain³¹. »

En appelant les conservateurs à se prononcer sur le contenu du projet de Loi et en y incorporant certaines de leurs idées, le Parti Démocrate pense anticiper les attaques qu'ils pourraient lui porter. Le GOP rejette pourtant la réforme qu'il considère porter atteinte au

²⁶ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 171-173.

²⁷ Marcia Angell, « Obamacare Confronts A Fiscal Crisis: Why The Affordable Care Act Doesn't Add Up », *New Labor Forum*, vol. 22, n° 1, p. 44-45.

²⁸ Mark A. Hall et Richard Lord, « Obamacare: What The Affordable Care Act Means For Patients And Physicians », *British Medical Journal*, vol. 349, n° 1, 2014, p. 3; John S. Hoff, « Obamacare: Chief Justice Roberts's Political Dodge », *The Independent Review*, vol. 18, n° 1, 2013, p. 6.

²⁹ David Kendall, « Repair And Debate: How To Stabilize Obamacare Right Now? », *Third Way*, 09/06/2017.

³⁰ Anne-Laure Beaussier, *op. cit.*, p. 401-403.

³¹ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 55.

fédéralisme. Il engendre ainsi des polémiques autour de l'institution de l'individual mandate et de l'extension de Medicaid.

I. 2. Réguler le pouvoir fédéral, une revendication au coeur de la polémique sur l'Individual mandate

Dans ses mémoires, Barack Obama témoigne des conseils prodigués par son équipe: pour promouvoir sa réforme du système de santé, il doit insister sur la baisse des coûts opérée par Obamacare plutôt que sur l'obligation de s'assurer, mal considérée et déjà à l'origine de critiques sous Bill Clinton³². Cette obligation, c'est l'individual mandate, que Marcel Boyer et Molivann Panot définissent comme « un mécanisme qui contraint tout individu à souscrire à une assurance santé satisfaisant les caractéristiques minimales définies dans la loi³³. » Obamacare prévoit que, dès 2014, toute personne contrevenant à cette obligation doit payer un impôt à hauteur de 1% de ses revenus imposables, élevé à 2,5 % en 2016³⁴. Elle vise à maximiser le nombre de personnes contractant une assurance et à compenser le déséquilibre budgétaire que pourrait signifier la fin des discriminations sur les antécédents médicaux pour les compagnies d'assurances. En effet, ces dernières craignent que les personnes les plus à risque s'assurent massivement sans contrepoids financier généré par la souscription de personnes en bonne santé et créent ainsi un déficit³⁵. Selon la loi, certaines personnes sans assurance demeurent exemptées de payer l'impôt, comme celles dont les revenus trop faibles ne permettent pas d'être imposés³⁶.

Alors qu'il a été introduit dans la loi dans l'espoir de satisfaire les Républicains qui sont les premiers à introduire ce mécanisme au Massachussets, l'individual mandate est sévèrement critiqué par ceux-ci qui vont jusqu'à en attaquer la constitutionnalité devant la Cour suprême dans le cas *National Federation of Independent Business v Sebelius*³⁷. En effet, à travers l'instauration de l'individual mandate, ils reprochent à la loi d'octroyer un trop grand pouvoir au Congrès, dont les régulations sur la consommation des citoyens sont perçues comme une

³² Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 480.

³³ Marcel Boyer et Molivann Panot, « Obamacare: enjeux économiques et Constitution », *Working Papers*, n° 1165, 2020, p. 14.

³⁴ Mark A. Hall et Richard Lord, *op. cit.*, p. 3.

³⁵ Marcel Boyer et Molivann Panot, *op. cit.*, p. 13-14.

³⁶ Linda J. Blumberg et John Holahan, « The New Bipartisan Consensus For An Individual Mandate », *Urban Institute*, 2015, p. 3.

³⁷ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 179-180.

trop grande intrusion de l'Etat fédéral dans leur vie privée. Ils estiment le Congrès illégitime à punir l'inactivité économique, donc à exiger de ceux qui refusent de s'assurer de payer une contrepartie à l'Etat³⁸. Notons qu'en s'engageant contre l'Etat fédéral, ils bénéficient du soutien d'un public rendu méfiant par la crise de 2008 et le plan de renflouement des banques jugé injuste³⁹. Dans une interview donnée pour *Reason TV* le 16 Mars 2012, Ilya Somin, professeur de droit en Virginie et membre du Cato Institute (un think tank conservateur) témoigne à propos de la possible validation de l'individual mandate par la Cour suprême : « This will really be if not a death blow, then certainly a very severe blow to the whole idea that the federal government's powers are limited and that it's not the case that the federal government can do pretty much whatever it wants⁴⁰. » Cet avis est rejoint par Ken Cuccinelli, alors procureur général en Virginie, qui déclare à ce même sujet: « It's not just about buying insurance. It is about the limits the power of the federal government and its relationship to citizens⁴¹. » L'individual mandate est bel et bien associé à un Etat fédéral trop puissant, capable de faire primer ses objectifs sur le choix des consommateurs. Ainsi le juge Antonin Scalia dénonce les dérives attendues en cas de validation de sa constitutionnalité, comme le *broccoli mandate* qui forcerait les citoyens à acheter du brocoli en vertu de ses qualités nutritionnelles⁴². En 2011, des Républicains déposent un projet de loi dans le Dakota du Sud y obligeant quiconque ayant passé vingt-et-un ans à détenir une arme. Interrogé à ce sujet par la presse, Hal Wick révèle que cette déposition ne vise pas à être acceptée mais à dénoncer l'inanité d'Obamacare et le pouvoir trop grand que son acceptation accorde au Congrès⁴³.

Les Républicains s'accordent aussi pour la plupart à dénoncer l'individual mandate comme un nouvel impôt injuste. Nous l'avons vu, la levée de l'impôt constitue un enjeu important en ce qui concerne le pouvoir de l'Etat fédéral puisqu'elle lui donne les moyens d'agir. Il est intéressant de remarquer que le Républicain Mitt Romney, dont la réforme du système de santé au Massachusetts inclut ce dispositif, est l'un des seuls à considérer qu'il s'agit d'une amende et non d'un impôt. Ironiquement, la Cour suprême finit par statuer qu'Obamacare est conforme à la Constitution en vertu du fait que si le Congrès ne peut

³⁸ Peter J. Smith, « Federalism, Lochner And The Individual Mandate », *Boston University Law Review*, vol. 91, n° 1, 2011, p. 1728-1729.

³⁹ Eveline Thévenard, *op. cit.*, p. 214-215.

⁴⁰ Zack Weissmuller, « Individual Mandate Is Unconstitutional And A Threat To Liberty Says Ylia Somin » [vidéo en ligne], 16/03/2012. [<https://www.youtube.com/watch?v=cHz5SfTDym4> (consulté le 16/07/2024)], 00''00''00-00''00''11.

⁴¹ Peter J. Smith, *op. cit.*, p. 1724.

⁴² James B. Stewart, « Broccoli Mandate And The Commerce Clause », *New York Times*, 30/03/2012.

⁴³ Peter J. Smith, *op. cit.*, p. 1723.

contraindre les citoyens à consommer un produit ou un service en les menaçant avec une amende, il peut décider de lever un impôt sur ceux qui refusent cette consommation⁴⁴. A l'annonce de cette décision, Mitt Romney reconnaît à contre-cœur que l'individual mandate est un impôt, tout en accusant Barack Obama de trahir la confiance des Américains en le leur infligeant⁴⁵. Newt Gingrich, défenseur de l'individual mandate à l'heure où il était encore estampillé comme Républicain, le considère désormais acceptable mais uniquement à l'échelle des Etats fédérés⁴⁶. Certaines personnalités conservatrices, comme Charles Krauthammer et George Will, considèrent la décision de la Cour comme étant une victoire pour leur camp, attendu que celle-ci n'a pas approuvé la possibilité pour le Congrès de réguler l'inactivité économique, un point important dans le débat⁴⁷.

De leur côté, les Démocrates défendent Obamacare en soutenant que ne pas s'assurer constitue une activité économique puisque cela accroît le risque de contracter des dettes médicales qui pèsent ensuite sur la communauté. Selon eux, l'individual mandate entre ainsi dans le cadre de la Commerce Clause, qui autorise le Congrès à réguler l'activité économique entre états⁴⁸. Conscients de l'impopularité des levées d'impôts, ils réfutent l'assertion selon laquelle l'individual mandate puisse en être un. Dès 2009, Barack Obama déclare, concernant le fait de considérer cette obligation comme un impôt: « I absolutely reject this notion⁴⁹. » Dans cette même séquence, il rappelle que l'individual mandate fait appel à la responsabilité individuelle. Jay Carney, le porte-parole de la Maison Blanche, explique lors d'une conférence de presse que l'individual mandate ne peut être considéré comme un impôt attendu que les citoyens peuvent faire le choix de le payer ou non, en s'assurant ou non tandis qu'un impôt est obligatoirement prélevé⁵⁰. Après que la Cour ait rendu son verdict, Nancy Pelosi est interrogée par un journaliste qui lui demande si, finalement, elle considère l'individual mandate comme un impôt. Celle-ci répond: « Call it what you will, it is a step forward for America's families... And you know what, take yes for an answer! This is a very good thing for American people.

⁴⁴ Marcel Boyer et Molivann Panot, *op. cit.*, p. 28.

⁴⁵ CBS News, « Romney: Individual Mandate "Is A Tax" » [vidéo en ligne], 04/07/2012. [<https://www.youtube.com/watch?v=W0OYj4e99p0>] (consulté le 16/07/2024), 00''00''08-00''00''51.

⁴⁶ CBS News, « Romney's Bet Stirs Individual Mandate Debate » [vidéo en ligne], 13/12/2011. [<https://www.youtube.com/watch?v=9CWNlICJaEo>] (consulté le 16/07/2024), 00''01''50-00''02''15.

⁴⁷ John S. Hoff, « Obamacare: Chief Justice Roberts's Political Dodge », *The Independent Review*, vol. 18, n° 1, 2013, p. 17.

⁴⁸ Peter J. Smith, *op. cit.*, p. 1729, 1733-1734.

⁴⁹ ABC News, « President Obama in 2009: Mandate Is Not A Tax » [vidéo en ligne], 30/06/2012. [<https://www.youtube.com/watch?v=0ZUBMqMnWs&t=10s>] (consulté le 16/07/2024), 00''02''29-00''02''31.

⁵⁰ John S. Hoff, *op. cit.*, p. 15.

(...) Technical terms that's for us there, what means something for the American people is what it does to them⁵¹. » Elle rappelle également que l'accès aux soins de santé doit être un droit et non un privilège, renversant ainsi l'argumentation républicaine qui tend à considérer la liberté de consommer plus importante⁵². La rhétorique démocrate consiste ainsi à réfuter les accusations du GOP essentiellement centrées sur le pouvoir trop fort accordé à l'Etat fédéral, tout en mettant l'accent sur d'autres thèmes conservateurs tels que la responsabilité individuelle, mais aussi des thèmes plus progressifs comme un droit à la santé devant être garanti par l'Etat. Cette garantie est considérée comme faisant partie de la responsabilité de ce dernier, comme le sous-entend Nancy Pelosi lorsqu'elle marque une différence entre Washington (où les termes techniques doivent être débattus) et le peuple, pour le bien duquel l'Etat doit s'activer. Le discours sur la responsabilité admet ainsi un double acteur public et privé.

Finalement, l'individual mandate redevient un dispositif acceptable même pour les Républicains. En janvier 2014, Richard Burr, Fred Upton et Orrin Hatch déposent une proposition de Loi visant à remplacer Obamacare dans laquelle il figure, malgré une imposition plus faible et d'autres critères d'exemptions à l'impôt en cas de non contractualisation d'une assurance⁵³. Cette proposition est rejetée.

Le 22 Décembre 2017, Donald Trump réduit l'impôt de l'individual mandate à zéro⁵⁴. Il s'agit d'une lourde attaque contre Obamacare puisqu'elle ébranle tout son équilibre financier⁵⁵. En réaction à cela, la Cour suprême est de nouveau saisie pour trancher sur la constitutionnalité d'Obamacare, qui est à nouveau approuvée dans un jugement rendu le 17 Juin 2021. A l'issue de ce verdict, vingt-et-un Etats (démocrates mais aussi républicains) et la Chambre des Représentants saisissent la Cour pour qu'elle tranche définitivement concernant l'individual mandate et la possibilité de le séparer d'Obamacare dans le cas où il serait jugé inconstitutionnel⁵⁶.

⁵¹ CBS News, « Pelosi: Supreme Court's Decision Was "No Surprise For Us" » [vidéo en ligne], 28/06/2012. [<https://www.youtube.com/watch?v=mhZcJ-OPduc> (consulté le 16/07/2024)], 00"03"04-00"03"44.

⁵² *Ibid.*, 00"02"06-00"02"08; Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 3.

⁵³ Linda J. Blumberg et John Holahan, *op. cit.*, p. 2-3.

⁵⁴ Marcel Boyer et Molivann Panot, *op. cit.*, p. 14.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 29-30, 38.

Notons que l'extension de Medicaid suscite une polémique similaire à celle de l'individual mandate, puisque Obamacare dispose que les Etats peuvent la refuser mais que, ce faisant, ils perdent les financements alloués jusqu'alors par l'Etat fédéral pour ce programme. Jugée comme une mesure autoritaire obligeant les Etats fédérés à appliquer l'extension, elle est attaquée à la Cour suprême en même temps que l'individual mandate. Pour la Cour, cette mesure est anticonstitutionnelle et transgresse les principes du fédéralisme: l'extension de Medicaid peut être appliquée dans les Etats qui le souhaitent mais l'Etat fédéral ne peut pas menacer de couper leurs financements. Elle est donc optionnelle et mise en place dans 25 Etats en 2014, 32 en 2017⁵⁷.

Pour Martha Minow, *National Federation of Independent Business v Sebelius* montre la volonté de la Cour de ne pas être considérée comme partisane. En effet, celle-ci concilie les revendications des deux partis: d'un côté, le fédéralisme est défendu puisque l'extension de Medicaid peut être décidée par les Etats et non imposée par le gouvernement; de l'autre, tant que les individus ont le choix (celui de s'assurer ou non), on considère que la liberté et la responsabilité individuelle sont respectées⁵⁸.

L'individual mandate et les modalités de l'extension de Medicaid sont tellement associés à des abus fédéraux que l'opposition à Obamacare devient le symbole de la défense du fédéralisme contre le Big government⁵⁹. D'après Charles Barrilleaux et Carlisle Rainey, de nombreux élus Républicains refusent d'appliquer l'extension de Medicaid par fidélité au parti en dépit des besoins des populations sur le territoire qu'ils représentent⁶⁰. L'opinion publique suit en partie la défiance à l'encontre du gouvernement: en 2017, 39,3% des Etats-Uniens sont en faveur d'un retrait de la loi (contre 29,6% en faveur de la continuation de son application et 30,5% de personnes hésitantes) et la première raison justifiant cette position est l'opposition à un Etat fédéral trop puissant⁶¹. Beaucoup d'entre eux soutiennent également les petites structures de soin auprès desquelles ils se sentent plus investis, préférées à l'anonymat des grands programmes fédéraux.

⁵⁷ Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, « L'obamacare: principes fondateurs et premiers résultats », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, 2017, p. 239, 258-259.

⁵⁸ Martha Minow, « Affordable Convergence: "Reasonable Interpretation" And The Affordable Care Act », *Harvard Law Review*, vol. 126, n° 1, 2012, p. 144-148.

⁵⁹ Linda J. Blumberg et John Holahan, *op. cit.*, p. 6.

⁶⁰ Charles Barrilleaux et Carlisle Rainey, « The Politics Of Needs: Examining Governors Decisions To Oppose The "Obamacare" », *State Politics Quarterly*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 443-454.

⁶¹ John Holahan, Michael Karpman et Stephen Zuckerman, « What Explains Attitudes Toward The Individual Mandate? », *Urban Institute*, 2017, p. 2, 6.

I. 3. Le soutien du public auprès des petites structures

D'après Yann Algan, Pierre Cahuc, Marc Sangnier, Christian Bjørnskov et Gert Tinggaard Svendsen, la pérennité et l'efficacité d'un État-Providence sont assurées par la confiance de la population (usagers et contribuables) dans ses capacités redistributrices. L'État-Providence suédois, dont le fonctionnement est souvent salué par la presse internationale, serait porté par l'assurance des contribuables du pays dans le fait que leur gouvernement mette en place un système d'aides efficace et juste, puisque c'est pour cette raison qu'ils accepteraient de céder une partie de leur salaire à des inconnus⁶². En effet, la redistribution en Suède s'effectue sans stigmatisation des pauvres, puisqu'elle est universelle. Svenja Gärtner souligne que cela permet aux classes sociales de se fréquenter et d'augmenter la confiance pouvant régner entre tous les acteurs de l'État-Providence⁶³. Selon Christian Bjørnskov, Gert Tinggaard Svendsen, Bo Rothstein et Dietlind Stolle, cette confiance repose également sur la croyance dans les institutions et leur faculté à ne pas exercer de discrimination, mais aussi à punir ceux qui abuseraient du système⁶⁴. Elle est plus difficile à générer qu'à remettre en question⁶⁵. À l'inverse de la Suède, beaucoup d'États-Providence parmi les pays membres de l'OCDE, dont les États-Unis, seraient impactés négativement par la méfiance de leurs citoyens envers leur gouvernement⁶⁶. Nous avons vu que l'Histoire des États-Unis est marquée par une idéologie individualiste qui promeut souvent une forme de défiance envers les entités fédérales et contribue à stigmatiser les populations qui bénéficient de ses programmes, qualifiées d'irresponsables et non-méritantes. Pendant le débat suscité par la mise au vote d'Obamacare, les Républicains continuent de lier le Parti Démocrate à l'impuissance fédérale: ils accusent la bureaucratie et son inefficacité. Ils participent ainsi à propager la méfiance des citoyens envers un programme d'envergure nationale et le gouvernement⁶⁷. Ce scepticisme pourrait être considéré comme une des raisons pour lesquelles beaucoup de citoyens défendent la pérennité

⁶² Yann Algan, Pierre Cahuc et Marc Sangnier, « Trust And Welfare State: The Twin Peaks Curve », *The Economic Journal*, vol. 126, n° 593, 2016, p. 861; Christian Bjørnskov et Gert Tinggaard Svendsen, « Does Social Trust Determine The Size Of The Welfare State? Evidence Using Historical Identification », *Public Choice*, vol. 157, n° 1, 2013, p. 269-270.

⁶³ Svenja Gärtner, « Unlocking The Social Trap: Inequality, Trust And The Scandinavian Welfare State », *Social Sciences History*, vol. 40, n° 1, 2016, p. 35, 50.

⁶⁴ Christian Bjørnskov et Gert Tinggaard Svendsen, *op. cit.*, p. 273; Bo Rothstein et Dietlind Stolle, « The State And Social Capital: An Institutional Theory Of Generalized Truth », *Comparative Politics*, vol. 40, n° 4, 2008, p. 445, 451, 456-457.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 450.

⁶⁶ Yann Algan, Pierre Cahuc et Marc Sangnier, *op. cit.*, p. 863.

⁶⁷ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 271.

de petites structures de santé. Toutefois, plus que la méfiance ressentie envers le gouvernement, la confiance dans ces dernières et dans leurs usagers sortis de l'anonymat par la proximité qu'elles apportent peut aussi expliquer ce soutien.

En effet, une des inquiétudes soulevées par le public vis-à-vis d'Obamacare concerne le remboursement des soins auprès des structures déjà fréquentées, notamment la possibilité pour chacun de continuer d'être suivi par son médecin de famille. Nous pouvons y voir la crainte de devoir modifier des habitudes déjà bien implantées auprès d'un personnel de confiance. D'après Bo Rothstein, Dietlind Stolle, Gilles Lipovetsky et Carolyn Schwartz, les organismes de proximité suscitent plus facilement la confiance que les programmes fédéraux. Il existe plusieurs raisons à cela, dont la majorité renvoient au respect des principes individualistes incarné par ces structures: pour commencer, elles donnent à ceux qui les fréquentent la sensation d'appartenir à un groupe auprès duquel il est possible de constituer un réseau de confiance qui dépasse les limites des membres rencontrés en face à face⁶⁸. Pour Bo Rothstein et Dietlind Stolle, le bénévolat, très répandu dans les organismes privés non lucratifs, est particulièrement générateur de ce ressenti: les volontaires d'une association croient plus facilement dans la bonne volonté et l'activité d'autres bénévoles de cette même association même s'ils leurs sont inconnus⁶⁹. L'impression d'appartenance est également renforcée par le fait que les usagers choisissent la structure qui les accueille en fonction de critères qu'ils définissent: parmi les Health Care Sharing Ministries, des organismes non lucratifs permettant de partager les frais de santé entre leurs membres, beaucoup sont par exemple affiliés à une église⁷⁰. En s'engageant auprès d'eux, les usagers ont l'impression de soutenir un fonctionnement et une morale dans lesquels ils croient. La levée de l'anonymat (puisque les noms des malades et des exemples personnels sont partagés pour encourager les dons et les prières, mais aussi parce que des suivis sont souvent réalisés) participe aussi à l'impression répandue que le système aide réellement des personnes, contrairement aux programmes gouvernementaux dont tous les bénéficiaires et les résultats sont invisibilisés⁷¹. En 2020, ils sont 1,5 millions d'États-Uniens à souscrire à ces organismes dont les services ne sont pourtant pas considérés comme des assurances par Obamacare⁷².

⁶⁸ Bo Rothstein et Dietlind Stolle, « The State And Social Capital: An Institutional Theory Of Generalized Truth », *Comparative Politics*, vol. 40, n° 4, 2008, p. 441.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 442.

⁷⁰ Carolyn Schwartz, « Paying For Something Bigger », *The Economic Journal*, vol. 3, n° 4, 2020, p. 642.

⁷¹ *Ibid.*, p. 633-634, 637, 642, 647.

⁷² *Ibid.*, p. 626.

Il est possible de lier le soutien d'une partie du public aux Health Care Sharing Ministries à son respect des idéaux individualistes, qui, nous le rappelions en première partie de ce mémoire, encouragent le volontariat et l'organisation à petite échelle⁷³.

La décentralisation est un point central dans les débats générés par Obamacare au sujet de l'individual mandate, de l'extension de Medicaid ou encore de l'inquiétude ressentie par certains de ne plus pouvoir être suivis par leur médecin de famille. Attachés aux principes individualistes (volontariat, fédéralisme...), beaucoup d'Etats-Uniens opposants à Obamacare sont représentés par les Républicains, lesquels demeurent intransigeants et bloquent systématiquement toute proposition démocrate visant à élaborer un accord bipartisan. Les conservateurs attaquent la constitutionnalité de la loi dès son passage au Congrès et malgré sa confirmation par la Cour Suprême, continuent d'en critiquer les fondements. Si Démocrates et Républicains s'opposent au sujet du fédéralisme, ils se rejoignent lorsqu'ils défendent une réforme en faveur de l'exercice de la responsabilité.

II- Soutenir un dispositif encourageant l'exercice de la responsabilité: un consensus entre les Démocrates et les Républicains au Congrès

D'après Corinne Bendersky, Obamacare est source de conflits parce qu'elle fait référence à des valeurs profondes qui peuvent être opposées et sur lesquelles il peut être difficile de faire des compromis⁷⁴. Mais l'une d'entre elles fait l'unanimité: la responsabilité. Surtout individuelle côté républicains, également collective côté démocrates, cette notion traverse le débat public autour de la Loi.

Dès les années 1980, le GOP intègre à son programme des considérations sur la responsabilité individuelle qu'il juge pouvant être exercée de manière juste dans un contexte où les discriminations ont été abolies par l'ère des droits civiques. A cette époque, les Démocrates mettent l'accent sur le devoir de l'Etat envers ses citoyens, particulièrement s'ils

⁷³ Gilles Lipovetsky, *Métamorphoses de la culture libérale*, Montréal, Liber, 2002, p. 42-44, 104; Charles Lemert et Anthony Elliott, *The New Individualism, The Emotional Costs Of Globalization*, New York, Routledge, 2006, p. 19.

⁷⁴ Corinne Bendersky, « Resolving Ideological Conflicts By Affirming Opponents' Status: The Tea Party, Obamacare And The 2013 Government Shutdown », *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 53, 2014, p. 164.

sont sujets aux discriminations⁷⁵. Ils sont accusés par les Républicains d’être irresponsables, dilapidant de l’argent public en le dépensant dans des politiques sociales inefficaces puisque destinées à des citoyens non méritants⁷⁶. Les années 1990 voient apparaître la notion de responsabilité individuelle dans leur rhétorique, qui défend aujourd’hui un entremêlement d’obligations exercées à différentes échelles⁷⁷.

II. 1. Côté Démocrates: une responsabilité individuelle et collective

Nous l’avons vu: l’opinion publique américaine a tendance à soutenir les programmes d’Etat-Providence lorsqu’ils sont destinés à un public jugé méritant, comme Medicare, et à décrier ceux qu’elle considère soutenir des bénéficiaires irresponsables, comme Medicaid⁷⁸. Dans leur argumentation pour soutenir Obamacare, les Démocrates argumentent souvent que le système de santé qu’ils souhaitent développer est au service des innocents et des méritants. Les enfants, les personnes âgées qui ne sont pas encore éligibles à Medicare ou souffrant d’antécédents médicaux, sont très souvent citées comme les victimes innocentes d’un système défaillant contre lequel elles se mobilisent autant que faire se peut. Ces personnes sont considérées comme méritant une action de l’Etat pour être soulagées. Des histoires personnelles sont régulièrement évoquées. Lors d’un discours tenu au Sénat au sujet de la réforme, Al Franken cite par exemple une femme âgée qui lui aurait dit: « At my age, everything is pre-existing⁷⁹. » Cela signifie que cette femme est immédiatement rejetée par les compagnies d’assurance qui la considèrent trop à risque: malgré sa volonté d’entrer dans le système, elle a son âge. A cause de cela, elle est empêchée de choisir pour elle-même, empêchée de prendre la responsabilité de s’assurer. Pour le troisième anniversaire d’Obamacare, Harry Reid retrace l’évolution tragique de Sarah Coffee, une jeune étudiante en Droit atteinte d’une maladie génétique. Couverte par un organisme qui s’adresse aux étudiants, elle perd son assurance lorsque sa scolarité est compromise par sa maladie. Elle est sauvée par une mesure d’Obamacare lui permettant de rejoindre l’assurance de ses parents, et Harry Reid

⁷⁵ Léa Stephan, « La notion de “Responsabilité” dans le discours politique américain de 1980 à 2010: Le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates », *Miranda*, vol. 13, n° 1, 2016, p. 5.

⁷⁶ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 288, 298-300.

⁷⁷ Léa Stephan, « La notion de “Responsabilité” dans le discours politique américain de 1980 à 2010: Le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates », *op. cit.*, p. 6.

⁷⁸ Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 10; Denis Lacorne, *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006, p. 454.

⁷⁹ Former U.S. Senator Al Franken, « Sen. Franken Full Floor Speech On Health Care » [vidéo en ligne], 18/11/2009. [<https://www.youtube.com/watch?v=kxjel7fv2zw> (consulté le 22/07/2024)], 00’09’32-00’09’39.

insiste sur sa volonté de reprendre des études dès après son rétablissement⁸⁰. La jeune fille est présentée comme responsable (puisqu'elle s'était assurée) et courageuse, enchaînant sans répit des études difficiles et une maladie lourde, volontaire mais au bout de ses capacités lorsqu'il s'agit de dénicher plus d'argent qu'elle et sa famille ne peuvent en gagner pour payer son traitement. L'action d'une entité supérieure semble nécessaire pour rétablir la justice auprès de Sarah Coffee: elle le mérite à l'aune des idéaux individualistes. A l'heure d'une nouvelle attaque du GOP contre la constitutionnalité d'Obamacare en 2019, une conférence tenue sur les marches du Sénat par le Parti Démocrate réunit des représentants du Congrès chacun munis d'une photographie en grand format représentant un Américain dont la trajectoire particulièrement touchante dépend de la pérennité d'Obamacare. Beaucoup de femmes, d'enfants et de personnes âgées y sont représentées. Trois élus s'expriment: Chuck Schumer et Jackie Rosen évoquent respectivement une petite fille de sept ans victime d'un accident et une autre âgée de huit ans évoluant malgré une maladie génétique, Nancy Pelosi un enfant de onze ans atteint de diabète. Tous appuient le courage, la volonté de s'en sortir partagés par ces jeunes Américains dépendants d'Obamacare⁸¹. Alors qu'elle s'exprime devant le Sénat pour défendre la réforme contre les attaques répétées du GOP, Elizabeth Warren déclare:

Let's be very clear about what's going on here: Republicans want to tear apart our national health care system - a health care system that protects kids with cancer, protects women getting mammograms, protects independent contractors, protects new moms, protects college kids, protects grandparents, protects disease survivors and protects so many of American families⁸².

L'accent est bel et bien mis sur un public considéré comme prenant ses responsabilités et innocent face à un destin tragique qui pourrait lui être évité grâce à Obamacare. Il semble mériter le passage (et le maintien) de la réforme. Ce recours aux trajectoires personnelles peut aussi être considéré comme une manière d'imager la loi pour en éclairer le contenu dont la complexité rend sa compréhension difficile pour beaucoup d'Américains⁸³.

⁸⁰ Nevada Senator Harry Reid, « Reid Discusses Nevada Resident On 3rd Anniversary Of The Affordable Care Act » [vidéo en ligne], 21/03/2013. [<https://www.youtube.com/watch?v=vAzoZziEWUg>] (consulté le 22/07/2024), 00''00''01-00''02''29.

⁸¹ ABC News, « Obamacare Court Challenge: Speaker Pelosi, Sen. Schumer Hold New Conference On Health Care Law » [vidéo en ligne], 09/07/2019. [<https://www.youtube.com/watch?v=gSipdswZ3so>] (consulté le 22/07/2024).

⁸² Senator Elizabeth Warren, « Sen. Elizabeth Warren Floor Speech On The Affordable Care Act » [vidéo en ligne], 10/01/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=n8wdxevomlw>] (consulté le 22/07/2024), 00''02''23-00''02''50.

⁸³ Eveline Thévenard, *op. cit.*, p. 217.

Dans le discours de nombreux Démocrates, le vote puis le maintien de la loi sont considérés comme des moyens pour les membres du gouvernement d'assumer leur responsabilité individuelle en tant que représentants du peuple états-unien. Ainsi, beaucoup de Démocrates appellent les Républicains à cesser leurs attaques absurdes et incessantes contre Obamacare et à entamer avec eux un dialogue constructif. Dans son discours devant le Sénat du 10 janvier 2017, Elizabeth Warren explique par exemple que la réforme du système de santé dans le Massachusetts est la preuve qu'un compromis bipartisan est réalisable, si tant est que les membres du Sénat acceptent d'y travailler et d'y mettre de la bonne volonté. Elle rappelle que l'annulation de la loi serait catastrophique pour les familles américaines et enjoint les membres du GOP à se responsabiliser. Toujours à leur propos, elle déclare: « I hope their consciences get the better of them (...) I hope that they remember that every single senator who votes to destroy health care in America will be responsible for the disastrous consequences that come next⁸⁴. » En opposition à l'irresponsabilité des Républicains, elle se présente elle-même comme un rempart, obligée par les votes qui l'ont conduite au Sénat. Elle annonce qu'elle se battra et fera son possible pour la santé du peuple américain. Elle conclut ainsi sa prise de parole: « Repeal and run is for cowards⁸⁵. », entendant par là que la manière dont le GOP attende à la pérennité de la loi sans projet de remplacement valable est indigne d'un élu. En les accusant d'être irresponsables, Elizabeth Warren inverse ainsi l'attaque habituellement portée par les Républicains contre les Démocrates et confère à ces derniers une nouvelle légitimité. Max Baucus, considéré comme un "Democrat-in-name-only" en raison de ses positions souvent conservatrices, défend aussi la responsabilité des Démocrates ayant travaillé dur jusqu'à obtenir le texte d'Obamacare et enjoint les membres du GOP à saisir l'opportunité de contribuer à l'Histoire en le votant. Dans un discours prononcé le 22 Septembre 2009, il compare le fait de voter pour la réforme à la capacité de saisir une opportunité⁸⁶: les Démocrates conservateurs utilisent aussi la rhétorique de la responsabilité personnelle pour défendre Obamacare et peignent un portrait responsable et pragmatique de leur parti. Selon Max Baucus, la réforme est conforme à l'esprit de l'Amérique: « This is uniquely American solutions⁸⁷! » Le vocabulaire lié à l'individualisme est mobilisé pour convaincre de l'inscription d'Obamacare dans la continuité historique de l'Amérique.

⁸⁴ Senator Elizabeth Warren, « Sen. Elizabeth Warren Floor Speech On The Affordable Care Act », *op. cit.*, 00''09''08-00''09''27.

⁸⁵ *Ibid.*, 00''10''17-00''10''20.

⁸⁶ Senator Baucus, « Baucus Opening Statement On Health Care Reform » [vidéo en ligne], 22/09/2009. [<https://www.youtube.com/watch?v=sUWJ1lIqIdU>] (consulté le 29/07/2024), 00''02''23-00''02''30.

⁸⁷ *Ibid.*, 00''04''50-00''04''53.

Un autre argument utilisé par les Démocrates soutenant Obamacare est de souligner la manière dont la loi encourage et récompense les bons comportements. Celle-ci met en effet l'accent sur des actions préventives et met en place l'individual mandate, présenté comme une responsabilité personnelle de s'assurer⁸⁸. Le Sénateur Al Franken évoque par exemple l'établissement New ULM pour souligner l'importance d'un système fonctionnant selon le principe de la prévention: il s'agit d'un centre de remise en forme pour personnes obèses qu'il qualifie de déterminées à modifier leur mode de vie en profondeur en adaptant leurs comportements, allant de l'arrêt du tabac à la prise de cours de cuisine. Il témoigne de son soutien à la structure dont il encense les réussites: moins 25% d'attaques cardiaques sur les personnes en situation d'obésité (comparé aux chiffres nationaux) et des coûts de santé réduits⁸⁹. On pourrait penser que l'utilisation de cet exemple est un moyen de souligner que l'esprit d'Obamacare s'inspire de réussites privées et n'est pas une imposition du gouvernement vers son peuple. Al Franken témoigne aussi de sa volonté de transformer le système de santé américain en utilisant comme un slogan l'expression *from sick care to health care*. Comprendons par là qu'il souhaite maintenir la santé des personnes avant même qu'elles ne tombent malade grâce à des actes préventifs. L'exercice de la responsabilité individuelle est aussi soutenue par Barack Obama qui explique dans certaines adresses et vidéos spécifiquement dédiées au sujet comment souscrire à une assurance subventionnée⁹⁰. Ainsi, les Démocrates défendent Obamacare en soulignant la manière dont elle permet aux citoyens de se responsabiliser en décidant de s'assurer, mais aussi en adoptant des réflexes préventifs pour rester en bonne santé et restreindre les coûts totaux alloués aux soins. En organisant le cadre dans lequel s'exerce la responsabilité personnelle des citoyens, il semble qu'ils sous-entendent aussi que l'Etat en tant qu'entité (et non en tant que somme d'individus élus) doit en assurer la mise en pratique. Ils reprennent ainsi la rhétorique conservatrice de la responsabilité et lui confèrent un sens progressiste, puisqu'elle semble aussi devoir s'appliquer à l'échelle fédérale.

L'idée d'un Etat responsable devant ses citoyens traverse le discours démocrate. Selon Mahboub Oussama, ce dernier défend un Etat qui agirait en bon père de famille, à la fois soucieux de faire de ses enfants des individus autonomes et actif pour leur assurer un cadre

⁸⁸ Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 11; Howard Waitzkin et Ida Hellander, *op. cit.*, p. 758-759.

⁸⁹ Former U. S. Senator Al Franken, *op. cit.*, 00'26''35-00'28''02.

⁹⁰ The Obama White House, « President Obama Explains Healthcare.gov » [vidéo en ligne], 28/07/2010. [<https://www.youtube.com/watch?v=DCQSGnZ0ITg> (consulté le 22/07/2024)]

dans lequel s'épanouir. Cela impliquerait l'encouragement d'une forme de coopération et de responsabilité mutuelle entre chacun des membres de la famille citoyenne⁹¹. Ainsi, au-delà de la responsabilité personnelle des élus mise en avant par Elizabeth Warren, il existe un devoir à plus grande échelle. Dans la tradition méritocratique de Roosevelt, le pouvoir fédéral devrait mettre en place un contexte dans lequel chacun puisse s'accomplir, et réaliser son propre American Dream. Ramené au système de santé, cela signifie que l'Etat doit assurer des opportunités à ses citoyens en leur garantissant la possibilité de se soigner et d'être en bonne santé. Pour Al Franken, le fait que les assurances soient majoritairement contractées via l'employeur est une menace pour l'esprit de l'Amérique:

We're supposed to be the most entrepreneurial society in the world. But because of our healthcare system, innovators are prevented from starting their own businesses. Talented or ambitious workers are prevented from moving into more satisfying, more challenging, more productive jobs. And we put at risk the very entrepreneurial spirit that defines us! (...) We are denying millions of Americans their shot at the American dream because of our irrational health insurance system⁹².

Les références à la figure de l'entrepreneur et à l'American dream, dont nous avons analysé l'importance dans la société États-unienne, sont utilisées par l' élu pour justifier la mise en place d'un système de santé soutenu par l'Etat: sans dépendance à un employeur, il devient plus facile de lancer sa propre affaire et de changer de travail. Le maintien de l'essence même qui fait les Etats-Unis semble dépendre d'une action de l'Etat responsable envers des citoyens ne demandant qu'à faire leurs preuves. D'après Léa Stephan, à l'instar de celui d'Al Franken, le discours de Barack Obama intègre l'État-Providence dans les valeurs du pays en lui associant le devoir de préserver l'American dream⁹³. Dans cette perspective, beaucoup de Démocrates comme Nancy Pelosi témoignent de leur volonté de faire de la santé un droit accessible à tous et non un privilège. Le 8 octobre 2008, alors qu'un journaliste lui demande si la santé est un privilège, un droit ou une responsabilité, Barack Obama répond: « I think it should be a right for every American, in a country as wealthy as ours⁹⁴. », avant d'évoquer sa mère décédée d'un cancer à l'âge de cinquante-six ans et la bataille inhumaine menée par celle-ci alors en fin de vie contre les compagnies d'assurance refusant de couvrir ses soins. En faisant appel à la

⁹¹ Mahboub Oussama, « Political Debate Over The Reform Of The American Health Care System: The Case Of Obamacare », *Journal of Translation and Languages*, vol. 19, n° 1, 2020, p. 32, 35.

⁹² Former U. S. Senator Al Franken, *op. cit.*, 00"15"57-00"16"24.

⁹³ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 249.

⁹⁴ BarackObamaDotCom, « Debate: "Health Care Should Be A Right" » [vidéo en ligne], 08/10/2008. [<https://www.youtube.com/watch?v=zAR8K2KCiGc> (consulté le 29/07/2024)], 00"00"08-00"00"15.

compassion de son auditoire, Barack Obama introduit l'idée selon laquelle la santé devrait être un droit.

Notons toutefois que des dissensions existent entre les Démocrates les plus libéraux, comme Nancy Pelosi, et les plus conservateurs, comme Max Baucus, qui rejoignent parfois l'opinion des Républicains. L'accès à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), supposée être garantie par Obamacare, est notamment attaqué par Ben Nelson, qui s'oppose à ce que de l'argent public serve à le financer. Comme Mahboub Oussama, on peut y voir une manière de défendre la responsabilité personnelle des personnes devant assumer les conséquences de leurs actes. Selon lui, la majorité des Démocrates déploie une approche plus apaisée et empathique de l'IVG, considérant que l'Etat doit apporter son aide aux personnes même si on les considère responsables de leur situation⁹⁵.

Côté Démocrates, le débat autour d'Obamacare reprend des thèmes conservateurs, comme la responsabilité pour laquelle une nouvelle définition est établie. Celle-ci n'est plus strictement personnelle et renvoie aussi à un imbroglio de devoirs exercés à différentes échelles. Si le gouvernement est responsable d'établir un contexte dans lequel les Américains puissent s'occuper de leur santé, les citoyens ont le devoir de s'assurer et de prévenir autant que possible les éventuelles maladies⁹⁶.

II. 2. Côté Républicains: la responsabilité individuelle contre l'Etat fédéral

L'opposition des Républicains à Obamacare est virulente et s'amorce dès l'annonce du projet. Le GOP refuse catégoriquement le bipartisme et décrie vigoureusement la réforme⁹⁷. Lorsque Obamacare est adoptée, aucun vote Républicain ne l'approuve⁹⁸. Ce positionnement est largement soutenu par le mouvement Tea party et il perdure dans le temps⁹⁹.

Pour Léa Stephan, Amy K. Greens, Jonathan Cohn, David Kendall et Jacqueline Garry Lampert, cet acharnement touche à l'irrationnel. La première rappelle que des Républicains ont aidé à écrire le texte de loi présenté au Sénat avant de refuser de le voter, quand bien même

⁹⁵ Mahboub Oussama, *op. cit.*, p. 39.

⁹⁶ Léa Stephan, « *La notion de "Responsabilité" dans le discours politique américain de 1980 à 2010: Le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates* », *op. cit.*, p. 10-14.

⁹⁷ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 607.

⁹⁸ David K. Jones, Katharine W. Bradley, Jonathan Oberlander, *op. cit.*, p. 98.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 613-614.

celui-ci était acceptable de leur propre aveu¹⁰⁰. Amy K. Greens, elle, relate qu'obsédés à l'idée de faire tomber Obamacare, les Républicains au Congrès ne se questionnent pas quant à ses retombées du point de vue de l'intérêt général¹⁰¹. John McCain partage cette opinion lorsqu'en 2017, alors que la réforme est menacée d'une abrogation, il se rend au Sénat malgré une tumeur au cerveau et conjure les autres membres du GOP de cesser de s'opposer à la réforme d'une manière si inconstructive. Dans un article daté du 10 Janvier 2017, David Kendall et Jacqueline Garry Lampert tiennent un propos similaire et énoncent les conséquences potentiellement dramatiques d'une abrogation d'Obamacare sans projet de remplacement sérieux: une baisse du taux de couverture et de leur qualité pour la majorité des catégories de la population, des coûts élevés pour les hôpitaux et de nouvelles difficultés pour les personnes ayant des antécédents médicaux¹⁰². Jonathan Cohn explique qu'après adoption de la loi, tous les dysfonctionnements dans le pays sont attribués par les conservateurs à Obamacare, peu importe qu'ils relèvent ou non de sa mise en place¹⁰³. Cela témoigne bien de l'acharnement irrationnel subi par la réforme.

Certains, comme Virginie Picquet, mettent en lumière la manière dont la mise en avant de la personnalité dans l'exercice du pouvoir (amorcée selon elle sous John Fitzgerald Kennedy) et la polarisation des partis amènent des votes et des propos qui ne visent plus la matière première du débat (le texte de loi) mais la personne que celle-ci représente¹⁰⁴. Elle est rejointe par Ta-Nehisi Coates, Seth Allcorn, Howard F. Stein et Léa Stephan qui accusent le Parti Républicain de s'opposer à la réforme pour empêcher un homme noir, Barack Obama, de laisser une trace dans l'Histoire et de briguer un second mandat. Notons que le Parti Républicain est le premier à surnommer la réforme "Obamacare", la personnifiant à l'image du président. Les positions ouvertement racistes du Tea party, dont émerge Donald Trump, farouchement déterminé à abroger la loi accusée de faire office de "système de réparation", soit un dispositif visant à redistribuer les ressources en faveur des Afro-Américains pour compenser la période de l'esclavage, semblent leur donner raison¹⁰⁵. On pourrait aussi penser

¹⁰⁰ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, op. cit., p. 234.

¹⁰¹ Amy K. Greens, *L'Amérique après Obama*, Paris, Autrement, coll. « Frontières », 2012, p. 50.

¹⁰² David Kendall et Jacqueline Garry Lampert, « GOP's Waterloo?: 10 Consequences From Repealing The ACA », *Third Way*, 10/01/2017.

¹⁰³ Jonathan Cohn, « The Perils Of Health Care Nostalgia », *The Militant Quarterly*, vol. 92, n° 2, 2014, p. 178-180.

¹⁰⁴ Virginie Picquet, *L'image du Président: De John Fitzgerald Kennedy à Barack Obama*, Paris, Ophrys, 2010, p. 254-262.

¹⁰⁵ Ta-Nehisi Coates, *Huit ans au pouvoir une tragédie américaine*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Diana Hochraich, Paris, Présence africaine éditions, (2017) 2018, p. 67-68, 94, 133-135; Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, op. cit., p. 223-225, 234-235; Howard F. Stein et

que lier la réforme à Barack Obama, donc à un homme noir est une manière pour le GOP de stimuler la frange raciste de son électorat contre la réforme.

Léa Stephan exprime aussi l'idée déjà évoquée selon laquelle l'attaque d'une politique sociale et la défense des principes fédéralistes constituent souvent une manière détournée de s'en prendre aux Afro-Américains. Or, elles constituent l'essentiel du discours Républicain autour d'Obamacare¹⁰⁶.

Dans ses mémoires, Barack Obama lui-même témoigne de l'importance que prend la loi à ses yeux et sa prise de conscience progressive de la manière dont son rejet constitue en fait une attaque contre sa propre personne. Lorsque Joe Wilson s'exclame: « You lie! » au beau milieu d'un discours prononcé par le président devant le Congrès pour défendre Obamacare, celui-ci, stupéfait, comprend qu'il est l'objet d'une diabolisation de la part des Républicains¹⁰⁷. Il décrit aussi son étonnement lorsqu'il découvre que les membres du GOP, révoltés contre Obamacare, n'en connaissent souvent pas le contenu¹⁰⁸. David K. Jones, Katharine W. Bradley, David Kendall et Jacqueline Garry Lampert estiment, quant à eux, que l'irrationalité et la persistance de ces attaques répétées contre la réforme malgré sa compatibilité avec des systèmes autrefois défendus par les conservateurs s'expliquent par le fait que ces derniers ne croient pas vraiment dans leurs chances d'abroger la loi et, qu'après tant d'actions menées contre elle, la peur du ridicule les enjoint à continuer. Ainsi, leur opposition à la loi revêt une dimension personnelle¹⁰⁹. Celle-ci est notamment rendue visible dans le discours de Lindsey Graham, qui déclare le 2 février 2018: « If you want to walk away from replacing Obamacare, you're gonna walk into me, we're gonna have a fight over this¹¹⁰. » Le choix du vocabulaire utilisé, le ton du sénateur laissent penser à une menace physique envers ceux qui le défieraient. Qu'il compare le soutien d'Obamacare à une attaque personnelle montre que le débat s'engage fortement sur ce plan. Enfin, Léa Stéphan rappelle que les logiques électorales peuvent aussi avoir joué un rôle dans cette opposition marquée, l'électorat attendant des Républicains une pensée radicale et sans compromis¹¹¹.

Seth Allcorn, « A Fateful Convergence, Animosity Toward Obamacare », *Journal of Psychohistory*, vol. 45, n° 4, 2018, p. 235-237.

¹⁰⁶ Howard F. Stein et Seth Allcorn, *op. cit.*, p. 276-277, 280.

¹⁰⁷ Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 477, 514-515.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 527-529.

¹⁰⁹ David Kendall et Jacqueline Garry Lampert, *op. cit.*; David K. Jones, Katharine W. Bradley, Jonathan Oberlander, *op. cit.*, p. 100.

¹¹⁰ Post and Courier, « Sen Lindsey Graham On Obamacare Reform » [vidéo en ligne], 02/02/2018. [<https://www.youtube.com/watch?v=0bvpCRBboxY> (consulté le 26/07/2024)], 00''01''08-00''01''14.

¹¹¹ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 236-237.

Dans ce contexte, l'argumentation des Républicains s'articule surtout autour de la défense de la responsabilité personnelle contre un Etat fédéral trop engagé dans leur quotidien. Le pouvoir des consommateurs est ainsi opposé à l'inefficacité de ce dernier. Les citoyens sont considérés comme plus capables de déterminer ce qui leur convient, et cette liberté est présentée comme ce qui façonne l'esprit de l'Amérique. En effet, les biens et services liés à la santé aux Etats-Unis sont considérés par les conservateurs comme une consommation similaire aux autres, et ils défendent plutôt la liberté de contrôler celle-ci que le droit d'y accéder. Ainsi, ils comparent à plusieurs reprises les assurances à des voitures. En 2017, Rand Paul explique par exemple que le principe des subventions gouvernementales pour soutenir la contractualisation sur le marché des assurances revient à permettre aux grosses entreprises de faire du profit sur le dos du contribuable et sans baisser leurs prix. Il illustre son propos en expliquant que si une voiture est trop chère pour que l'Américain moyen puisse se l'acheter, il est absurde de lui allouer une subvention gouvernementale pour qu'il puisse quand même l'acquérir: L'entreprise qui la vend empochera cette subvention et vendra son produit au prix trop cher qu'elle avait déterminé¹¹². Bill Cassidy soulève le fait qu'une même transparence est nécessaire aux consommateurs pour pouvoir comparer entre elles plusieurs voitures ou plusieurs assurances avant d'en choisir une¹¹³. Parfois, l'allusion est moins explicite. En 2016, Mike Pence déclare: « The Trump health care plan will make healthcare more affordable and put people back in the driver seat of their healthcare, not the government (...) cause government shouldn't tell you how to spend your money and put priorities in your lives¹¹⁴! »: Le siège conducteur représente la liberté des citoyens de prendre en charge leur santé, qui dans l'image employée est comparée à un véhicule. Aux yeux des Républicains, cette consommation doit rester libre, en partie parce que les choix portés par les citoyens lorsqu'ils utilisent leurs propres fonds sont éclairés, plus responsables. Lorsqu'une journaliste lui demande ce que contiendrait une réforme du système de santé États-unien efficace, John Barrasso répond:

I think more patient responsibility, more involvement. I think that if we have a way that gets more skin in the game, where people are making decisions spending their own dollars - You know, as a surgeon I saw this: when people

¹¹² PBS New Hour, « Sen. Rand Paul: Senate Health Care Bill Needs More Obamacare Repeal » [vidéo en ligne], 28/06/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=ICgK4Cwc7p8> (consulté le 26/07/2024)], 00''04''49'-00''05''39.

¹¹³ Senator Bill Cassidy, « Senator Cassidy Speaks On Obamacare Replacement » [vidéo en ligne], 05/01/2017. [https://www.youtube.com/watch?v=7KFz_e1v65Q (consulté le 26/07/2024)], 00''05''58-00''06''05.

¹¹⁴ Live Now From Fox, « Full Event: Donald Trump And Mike Pence Speak About Obamacare In Pennsylvania - FNN » [vidéo en ligne], 01/11/2016. [<https://www.youtube.com/watch?v=wQw2-7k2sW4> (consulté le 26/07/2024)], 00''18''56-00''19''16.

have their own money involved they are very good shoppers. When they are spending someone else's money they don't focus on it as much¹¹⁵ !

En utilisant sa propre expérience, le sénateur appuie la manière dont les citoyens se trouvent plus responsables lorsqu'ils sont plus engagés dans le processus, notamment financièrement.

La défense de la responsabilité personnelle est aussi prise par le GOP lorsqu'il évoque les conséquences négatives de la loi subies par la classe moyenne: celle qui travaille et paie des impôts. Selon les Républicains, les personnes les plus responsables sont aussi les plus impactées! Ainsi, Lindsey Graham s'indigne contre l'injustice d'une réforme qui, tout en ayant pour but de permettre à ceux qui ne l'étaient pas de s'assurer, a des répercussions sur ceux qui l'étaient déjà: perte de leur assurance ne remplissant pas les normes définies par l'Etat fédéral, augmentation de leur prix¹¹⁶... La rhétorique du mérite supposé chez les bénéficiaires d'Obamacare est également employée. Le GOP se fait par exemple le rempart contre les coupes budgétaires que la loi prévoit d'administrer à Medicare, dont nous avons évoqué la légitimité des bénéficiaires aux yeux du public¹¹⁷. Les personnes âgées, considérées méritantes, sont représentées comme des victimes collatérales de la réforme. John Barrasso compare les usagers originaux de Medicaid (enfants, personnes en situation de handicap) avec ceux présumés d'Obamacare si l'extension de Medicaid est opérée (des personnes en bonne santé et en âge de travailler), prétendant que l'introduction de ces derniers dans le dispositif se fera au détriment des premiers. Ainsi, outre le fait qu'Obamacare porterait atteinte aux plus responsables, elle s'attaque aussi aux innocents qui méritent une aide de l'Etat et leur oppose d'autres profils en capacité de s'en sortir par eux-mêmes¹¹⁸. Selon Mike Pence, même les personnes ayant des antécédents médicaux sont en position de s'aider elles-mêmes. En évoquant le plan de Donald Trump qui pourrait remplacer Obamacare, il affirme vouloir conserver les mesures empêchant la discrimination lors de la contraction d'une assurance. Plus loin, il complète: « As long as they [les personnes ayant des antécédents médicaux] pay their premiums consistently, they'll have the cover they need and deserve¹¹⁹. » Dans cette citation, le sénateur admet un lien de

¹¹⁵ Fox New Insider, « Sen. John Barrasso On Obamacare: This Just Shows How Irresponsible The Democrats Were » [vidéo en ligne], 22/06/2011. [<https://www.youtube.com/watch?v=06FbamyDFKk>] (consulté le 26/07/2024), 00''03''45-00''04''06.

¹¹⁶ US Senator Lindsey Graham, « Graham Discusses Obamacare On Fox News », [vidéo en ligne], 31/03/2014. [<https://www.youtube.com/watch?v=xWSMyDA9L2I>] (consulté le 26/07/2024), 00''03''56-00''04''09.

¹¹⁷ Eveline Thévenard, *op. cit.*, p. 215.

¹¹⁸ CNBC, « Sen. John Barrasso: Obamacare Took Medicaid In The Wrong Direction » [vidéo en ligne], 17/07/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=XiCVzBJ4D0k>] (consulté le 26/07/2024), 00''01''00-0''01''30.

¹¹⁹ Live Now From Fox, *op. cit.*, 00''23''58-00''24''05.

causalité entre le fait de payer pour son assurance et celui de la mériter. La responsabilité personnelle se doit d'être exercée, même parmi les plus fragiles. Elle peut même être punitive: d'après Mahboub Oussama, l'opposition des Républicains à l'IVG est notamment une manière de promouvoir la responsabilité personnelle, puisqu'ils défendent le fait que chacun assume les conséquences de ses actes¹²⁰. Enfin, la défense de la liberté de consommer, perçue comme une défense de la responsabilité personnelle, est présentée comme une manière de prolonger l'esprit de l'Amérique. C'est notamment le sens d'une autre intervention de Mike Pence, dans laquelle il décrit un système respectant les principes conservateurs ainsi: « That's the American way to meet the healthcare needs of the American people in the 21st century¹²¹. » Considéré comme un bien de consommation ordinaire, l'accès à la santé ne constitue pas un droit et il doit s'effectuer selon les principes du marché libre, plus justes et responsabilisants qu'un dispositif gouvernemental ponctionnant la classe moyenne et travailleuse pour défendre les non-méritants.

Dans le discours républicain, la responsabilité personnelle s'oppose à celle du gouvernement démocrate. Fidèles à la tradition qui veut que le GOP accuse celui-ci d'incompétence et d'irresponsabilité, beaucoup d'élus soulèvent les promesses non tenues (que toutes les personnes satisfaites de leur assurance et de leur médecin puissent conserver l'une et l'autre, que le prix moyen des assurances baisse ...) par les Démocrates¹²². Cette rhétorique est tellement utilisée que Bill Cassidy y fait même référence de manière détournée: « When Republicans say that you can keep your health insurance if you wish and we mean it, we mean it¹²³. » Le sous-entendu ici est clair: contrairement aux Démocrates, les Républicains sont dignes de confiance. Les Républicains accusent aussi Obamacare d'être un dispositif trop coûteux pour l'Etat et les personnes qui s'assurent, de détruire l'emploi et d'empêcher la reprise de l'économie¹²⁴. Dans le contexte de l'après-crise de 2008, on peut imaginer l'impact de tels arguments sur le public. Le déséquilibre budgétaire de la mesure est aussi mis en lumière par Bill Cassidy qui reproche à Obamacare d'avoir restreint les choix des assurances sur le territoire de l'Arizona, faisant ainsi augmenter les prix des assurances de 100% et de ne pas être

¹²⁰ Mahboub Oussama, *op. cit.*, p. 39.

¹²¹ Fox Business, « Everyday Obamacare Survives Is Another Day The Economy Struggles VP Pence » [vidéo en ligne], 18/06/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=Gr7aM8TmZX8&t=316s> (consulté le 26/07/2024)], 00''06''32-00''06''40.

¹²² Fox Business, *op. cit.*, 00''02''59-00''03''24; U.S. Senator Lindsey Graham, *op. cit.*, 00''04''56-00''05''09; Fox News Insider, *op. cit.*, 00''03''15-00''03''55.

¹²³ Senator Bill Cassidy, *op. cit.*, 00''03''03-03''03''10.

¹²⁴ Eveline Thévenard, *op. cit.*, p. 215.

soutenable attendu la faible proportion de personnes jeunes et en bonne santé préférant s'assurer que payer un impôt¹²⁵. C'est oublier que l'option publique (écartée dès le départ pour ne pas brusquer les Républicains) et l'individual mandate (vidée de sa substance pour satisfaire le GOP) visaient justement à assurer cette sécurité financière en créant une compétition avec l'instance publique qui limiterait les prix des assurances privées et en contraignant le public le moins à risques de s'assurer pour équilibrer les comptes des assureurs. Certains Républicains, comme Donald Trump, John Barrasso ou Lindsey Graham accusent aussi les Démocrates de ne pas connaître le texte de loi et de ne pas le comprendre¹²⁶. Devant le Congrès encore majoritairement démocrate, John Boehner s'exclame: « Have you read the bill? Have you read the reconciliation bill? Have you read the amendments? Hell no, you haven't¹²⁷! » Pour Mike Pence qui accompagne Donald Trump dans sa campagne présidentielle en 2016, il en va ainsi de la responsabilité des électeurs d'amener Donald Trump à la Maison Blanche¹²⁸.

Si le discours majoritaire des Républicains au Congrès semble appuyer la responsabilité personnelle contre un dispositif de l'Etat fédéral dès le départ, quelques voix minoritaires s'élèvent finalement en faveur d'Obamacare. Même s'ils ne lui accordent pas leur vote, quelques membres du GOP participent à la rédaction du projet de réforme dès 2009¹²⁹. Des votes timides s'élèvent progressivement au Congrès, comme celui de Joseph Cao qui approuve la première version de la réforme en 2009 avant de se rétracter. John McCain, lui, oppose son vote aux multiples tentatives d'abroger Obamacare et appelle les Républicains à se responsabiliser, à devenir plus humbles pour mieux servir leurs électeurs. Il déclare:

It is our responsibility to preserve that [le travail et le bipartisanisme afin d'oeuvrer au mieux pour le peuple Américain], and even when it requires us to do something less satisfying than “winning”, even when we must give a little to get a little, even when our efforts manage just three yards in a cloud of dust while critics on both sides denounce us for timidity, for our failure to “triumph”¹³⁰.

¹²⁵ Senator Bill Cassidy, *op. cit.*, 00"03"24-00"04"00, 00"08"16-00"08"39.

¹²⁶ Live Now From Fox, *op. cit.*, 00"32"11-00"32"22; Fox News Insider, *op. cit.*, 00"01"25-00"01"40; U.S. Senator Lindsey Graham, *op. cit.*, 00"03"14-00"03"30.

¹²⁷ PBS NewsHour, « House Minority Leader John Boehner's Closing Argument Against The Health Care Reform Bill » [vidéo en ligne], 22/03/2010. [<https://www.youtube.com/watch?v=gFC3kVZTck> (consulté le 26/07/2024)], 00"01"20-00"01"29.

¹²⁸ Live Now From Fox, *op. cit.*, 00"09"05"-00"09"18".

¹²⁹ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 234.

¹³⁰ Washington Post, « John McCain Returns To The Senate For Healthcare Vote (Full Speech) » [vidéo en ligne], 25/07/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=eJ4YZ7OUcpo> (consulté le 26/07/2024)], 00"05"28-00"05"37.

Il dénonce ainsi les mêmes dérives que certains Démocrates. Deux sénatrices, Susan Collins et Lisa Murkowski, partagent aussi son opinion. Dans une interview donnée le 4 août 2017, elles révèlent la pression exercée sur elles par le GOP et leur détermination à ne pas abroger une loi dont les citoyens de leurs Etats respectifs ont besoin. Susan Collins évoque leur responsabilité, puisqu'elles pourraient faire basculer la majorité républicaine dans ces votes décisifs¹³¹. Les deux femmes estiment que le devoir réside dans le fait de ne pas céder aux menaces pour être à la hauteur des attentes de ceux qui les ont élues, quitte à décevoir le GOP¹³². Notons que plusieurs voix Républicaines s'élèvent aussi en faveur d'Obamacare parmi les gouverneurs: Ceux-ci supportent par exemple l'extension de Medicaid dans leur Etat. Ils sont dix dès 2013, et dix-neuf en 2018, dont douze en provenance d'Etats peuplés d'électeurs traditionnellement Républicains¹³³. Pour ne pas brusquer leur électorat, la majorité d'entre eux soutient également le conditionnement de Medicaid au travail¹³⁴. Pour Charles Barrilleaux, Richard C. Fording et Dana Patton, le choix des gouverneurs affiliés au GOP de supporter l'extension s'explique par le fait qu'ils soient plus proches de la population et plus au courant de ses besoins, mais aussi qu'ils soient souvent évalués selon l'état de l'économie dans leur Etat et qu'ouvrir Medicaid génère des emplois et les renfloue en argent fédéral¹³⁵. Ainsi, le gouverneur Rick Scott, qui s'était distingué par son opposition à Obamacare, supporte l'extension de Medicaid et déclare en 2013: « I cannot in good conscience deny Floridians access to healthcare¹³⁶. » Nous comprenons que sa responsabilité envers ses électeurs est engagée.

Démocrates et Républicains promeuvent la responsabilité personnelle. Toutefois, les premiers reconnaissent une forme de droit à la santé qui nécessite une action de l'Etat fédéral pour que les citoyens dont il est responsable aient accès aux produits et services dont ils ont besoin, quand les seconds considèrent ces produits et services comme une consommation ordinaire devant s'exprimer selon les principes du marché libre. Selon eux, la responsabilité personnelle s'oppose ainsi à l'Etat fédéral qui ne lui permet pas de se déployer, pire, se place

¹³¹ CNN, « Collins, Murkowski On Their Health Care “No” Vote » [vidéo en ligne], 04/08/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=o0Pji2nLlso>] (consulté le 26/07/2024), 00"01"07-00"01"50.

¹³² *Ibid.*, 00"00"27-00"00"41, 00"00"48-00"01"07.

¹³³ Charles Barrilleaux et Carlisle Rainey, *op. cit.*, p. 439; Richard C. Fording et Dana Patton, « The Affordable Care Act And The Diffusion Of Policy Feedback: The Case Of Medicaid Work Requirements », *The Russell Sage Foundation journal of the social sciences*, vol. 6, n°2, 2020, p. 145.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 133.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 137; Charles Barrilleaux et Carlisle Rainey, *op. cit.*, p. 443.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 437.

en défenseur des non-méritants en ponctionnant l'argent des responsables. C'est notamment pour contrer cette opinion que la réforme est largement favorable au secteur privé.

III- Obamacare, une réforme soutenant l'industrie de la santé

Nous l'avons évoqué: le système de santé Américain s'appuie en grande partie sur des partenariats entre public et privé. Il est essentiellement porté par un imbroglio d'assurances privées lucratives ou non, souvent souscrites par le biais d'un employeur, parfois par celui de l'Etat¹³⁷. Il génère des inégalités entre ses usagers, connaît des défaillances liées à la recherche de rentabilité et participe à faire de l'accès aux biens et services liés à la santé un privilège plutôt qu'un droit¹³⁸. La crise de 2008 et le plan de renflouement des banques génèrent la méfiance des Américains envers leur État fédéral; ils sont pourtant majoritaires à souhaiter davantage d'activité gouvernementale dans la mise en accès de soins de base. Ainsi en 2008, 77% des personnes ayant voté pour Barack Obama et 57% de celles ayant voté pour John McCain partagent cette opinion¹³⁹. En écartant l'idée du single-payer, un système de santé unique géré par l'Etat fédéral, et en s'appliquant plutôt à restructurer le marché des assurances, Obamacare s'inscrit dans la continuité de cette organisation déjà existante¹⁴⁰. Pour Barack Obama, il ne s'agit pas de s'opposer à l'économie de marché mais de réformer un système dysfonctionnel¹⁴¹. Conscient des difficultés rencontrées par Bill Clinton, dont la tentative de réforme échoue en partie à cause d'une forte opposition de la part de l'industrie de la santé, il invite ceux qui la représentent à la table des négociations et leur accorde une place importante dans la loi. Le principe du single-payer est immédiatement abandonné et c'est ainsi que malgré les velléités de certains Démocrates analysées précédemment, l'accès à la santé ne constitue toujours pas un droit¹⁴².

¹³⁷ Victor G. Rodwin et Philippe de Lavergne, « Secteur public et secteur privé dans le domaine de la santé aux Etats-Unis: Une distinction trompeuse », *Politiques et management public*, vol. 3, n° 4, 1986, p. 152.

¹³⁸ Nicolas Duvoux, *Les oubliés du rêve américain: Philanthropie, État et pauvreté urbaine*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Le lien social », 2015, p. 286, 297; Peter Taylor-Goodby, « Privatisation Power And The Welfare State », *Sociology*, vol. 20, n° 2, 1986, p. 235.

¹³⁹ Kevin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, p. 32.

¹⁴⁰ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.* p. 760.

¹⁴¹ Niels Planel, *Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique*, Lormont, Le bord de l'eau, coll. « Documents », 2012, p. 17, 110.

¹⁴² Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 4.

III. 1. L'importance accordée à l'industrie de la santé dans l'élaboration d'Obamacare

Le contenu d'Obamacare est négocié avec plusieurs représentants du secteur privé spécialisés dans les assurances, les soins et les médicaments. Ce faisant, Barack Obama répond à deux contraintes: s'assurer que la loi puisse être votée au Congrès et ne pas s'attirer les foudres des grandes compagnies à l'origine de l'échec de Bill Clinton à réformer le système de santé dans les années 1990¹⁴³. Pour Léa Stephan, le contexte médiatique oblige aussi le président à prendre en compte ces acteurs dans la mesure où leur défense est assurée par le Tea Party qui devient de plus en plus populaire et dont la rhétorique incisive prends le pas sur les éclaircissements que les Démocrates tentent d'apporter au sujet d'Obamacare¹⁴⁴.

Dans ses mémoires, l'ancien président affirme ne pas avoir eu d'autre choix que de négocier avec l'industrie pharmaceutique pour s'attirer le soutien des Républicains mais aussi des Démocrates représentant d'États dans lesquels une grande partie des emplois est générée par ce secteur¹⁴⁵. Pour John R. MacArthur, Michael Schwartz, Ida Hellander, Howard Waitzkin et Kévin Young, il s'agit aussi pour Barack Obama et son équipe de satisfaire les intérêts de compagnies ayant financé leur campagne: pour celle de 2008, Barack Obama a touché plus de vingt-et-un millions de dollars de la part de l'industrie de la santé, ce secteur représentant son troisième plus grand donateur¹⁴⁶. Plusieurs Démocrates lui sont également liés, dont certains très engagés dans la mise en forme d'Obamacare. Les campagnes de Max Baucus de 2003 à 2014 sont financées à hauteur de 23% par l'industrie de la santé. Dans le contexte de l'élaboration d'Obamacare, il mène les négociations avec celle-ci et est également chargé de calculer les coûts de la réforme. John Kerry, lui, est auteur d'un investissement de plus de cinq millions de dollars dans l'industrie du soin et couple par conséquent ses intérêts à ceux de l'industrie. Certains Démocrates sont également adeptes du pantouflage à l'instar d'Elizabeth Fowler, ancienne vice-présidente de Wellpoint (une importante société d'assurances) à qui l'on confie le premier jet de la réforme en 2008¹⁴⁷. Celle-ci est aussi responsable du projet initial

¹⁴³ David K. Jones, Katharine W. Bradley, Jonathan Oberlander, *op. cit.*, p. 102; Marcia Angell, *op. cit.*, p. 44; Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 175, 444-445.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 267-269, 272-273.

¹⁴⁵ Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 490.

¹⁴⁶ John R. MacArthur, *L'illusion Obama: chroniques d'un intello libéral aux Etats-Unis*, Paris, Les arènes, 2012, p. 63; Kévin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, p. 34.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 34, 36; Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 489.

instaurant la partie D de Medicare, considérée par Ida Hellander et Howard Waitzkin comme un cadeau offert aux industriels¹⁴⁸.

L'équipe Obama et l'industrie de la santé parviennent à établir un compromis. Les Démocrates abandonnent l'idée du single-payer mais aussi celle de l'option publique¹⁴⁹. Ils acceptent d'interdire l'importation de médicaments génériques ou moins coûteux sur le territoire états-unien. En échange de la promesse selon laquelle un grand nombre de citoyens seraient contraints d'en devenir les clients, les compagnies d'assurance acceptent de ne plus discriminer les personnes souffrant d'antécédents médicaux et d'intégrer un panel de soins défini par l'Etat dans chacune de leurs couvertures. L'industrie s'engage à ne pas tuer la réforme au travers de grandes campagnes de publicité visant à indigner l'opinion publique, comme elle avait pu le faire sous Bill Clinton¹⁵⁰.

Beaucoup de Démocrates sont déçus par ce compromis qu'ils estiment trop en faveur de l'industrie. En effet, beaucoup de promesses formulées par le président ne sont pas tenues. Dans *Le changement: Nous pouvons y croire*, le livre de campagne de Barack Obama paru en 2008, on peut constater que tous les engagements pris par celui-ci dans l'optique de baisser les coûts des médicaments sont rompus¹⁵¹. Or, ces engagements ont été sacrifiés lors des compromis réalisés avec l'industrie pharmaceutique. Marcia Angell souligne le fait que l'absence de contrôle des prix par l'Etat dans le secteur des assurances constitue une atteinte grave à la pérennité d'un système abordable¹⁵². La baisse du prix des assurances était pourtant l'un des objectifs affichés de la loi, une autre promesse non tenue notamment en raison de l'affaiblissement de l'individual mandate¹⁵³. Ainsi, selon Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer l'accès aux soins en 2017 demeure inabordable pour les classes moyennes et modestes. Trente millions de personnes ne sont toujours pas couvertes et les prix trop élevés encouragent la population à payer l'impôt plutôt qu'à s'assurer¹⁵⁴. Laxmaiah Manchikanti ajoute que malgré la liste de catégories de soins établie par l'Etat devant être intégrées dans chaque couverture,

¹⁴⁸ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 752-753.

¹⁴⁹ Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 5.

¹⁵⁰ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 175.

¹⁵¹ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Luc Allouche, Michel Bessières, Agnès Botz et Michèle Garène, Paris, Odile Jacob, coll. « Poches », (2008) 2009, p. 56.

¹⁵² *Ibid.*, p. 51-53; Marcia Angell, *op. cit.*, p. 44-45.

¹⁵³ David Kendall, *op. cit.*, p. 4.

¹⁵⁴ Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, *op. cit.*, p. 244.

les compagnies d'assurances demeurent libres d'interpréter ces catégories et de leur associer ou non certains soins¹⁵⁵. Kévin Young et Michael Schwartz écrivent: « This assent from the industry - a reversal of decades of its vigorous opposition - resulted from the shaping of the reform into a familiar form of corporate welfare: “A big injection of public subsidy to expand the overall size of the U. S. healthcare market”, as the Financial Times noted¹⁵⁶.» Pour eux comme pour Sarah Norton, Obamacare est en partie privée de sa substance par les accords réalisés en faveur de l'industrie de la santé¹⁵⁷.

Au-delà de ces compromis, la structuration même du système de santé proposé par la loi facilite l'engrangement de bénéfices par le secteur privé lucratif. Pour commencer, l'augmentation du nombre de personnes assurées, si elle est en partie due à l'extension de Medicaid, profite aussi aux compagnies d'assurances privées. C'est d'ailleurs l'un des arguments majeurs avancés par le gouvernement dans ses négociations avec l'industrie¹⁵⁸. Les échanges, ces marchés d'assurances subventionnées par l'Etat selon les moyens de ceux qui ne peuvent s'assurer via un programme fédéral, ne proposent que des alternatives privées¹⁵⁹. Pour Ida Hellander et Howard Waitzkin, il s'agit ni plus ni moins d'un transfert direct de fonds publics vers le privé¹⁶⁰. La réforme permet également aux hôpitaux (soumis à l'obligation de traiter les urgences médicales sans conditions de ressources) d'amortir le coût des impayés, dont les personnes qui ne sont pas assurées sont souvent à l'origine. D'après Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, cela représente une baisse de quarante-cinq milliards de dollars de pertes (hôpitaux publics et privés confondus) rien que pour l'année 2013¹⁶¹! L'image même du secteur privé lucratif Américain est améliorée grâce à la réforme. D'après Niels Planel, Obamacare peut être envisagée comme un message adressé à l'industrie mondiale promouvant les entreprises américaines : Nos travailleurs sont en bonne santé et donc productifs, n'étant plus exposés aux faillites induites par des dépenses de santé imprévues, ils sont désormais libres d'entreprendre et d'innover¹⁶². Ainsi, même l'industrie qui n'est pas liée à la santé bénéficie de ce nouveau système.

¹⁵⁵ Laxmaiah Manchikanti, « A Critical Analysis Of Obamacare: Affordable Care Of Insurance For Many And Coverage For Few ? », *Pain Physician*, n° 20, 2017, p. 114-115.

¹⁵⁶ Kévin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, 32.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 33; Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 2-4.

¹⁵⁸ Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 489-491.

¹⁵⁹ Mark Hall et Richard Lord, *op. cit.*, p. 3-4.

¹⁶⁰ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 761.

¹⁶¹ Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, *op. cit.*, p. 243.

¹⁶² Niels Planel, *op. cit.*, p. 87-88.

En anticipant le passage d'Obamacare au Congrès et les attaques pouvant être portées par l'industrie de la santé au projet de réforme, l'équipe de Barack Obama a formulé un texte de loi plutôt favorable aux acteurs privés lucratifs. En écartant dès le départ l'idée du single-payer, elle s'est éloignée de sa volonté de faire de l'accès à la santé un droit et non un privilège.

III. 2. L'option du single-payer écartée

Dans les années 1970, Richard Nixon puis Jimmy Carter échouent à instaurer un système de couverture national assuré par le gouvernement¹⁶³. Plus tard, législateur en Illinois, Barack Obama se prononce en faveur d'un système de santé universel régi par le principe du single-payer. Ce dernier est défini ainsi par Claudia Chaufan: « Single-payer national health insurance is a system in which a single public or quasi-public agency (or strictly regulated subsidiaries) organizes health care financing, that is, collects the money from users, purchases services in bulk, and negotiates rates and payment schemes with, and pays, providers. The delivery of care may remain or not in private hands¹⁶⁴.»

Le discours de Barack Obama évolue alors qu'il fait campagne pour devenir président¹⁶⁵. Dans une allocution du 10 février 2007 pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle, Barack Obama mentionne l'instauration d'un « système de santé universel¹⁶⁶.» Le 3 janvier 2008, il parle désormais de «rendre la couverture maladie abordable et accessible à chacun en Amérique¹⁶⁷.» Le 8 janvier de la même année, il évoque une concertation obligatoire entre les différents acteurs du système de santé, dont l'industrie pharmaceutique et les compagnies d'assurance, à propos desquelles il explique qu'« elles se verront offrir une place à table, mais qu'elles ne pourront pas acheter toutes les chaises. Pas cette fois¹⁶⁸.» Le

¹⁶³ Jonathan Oberlander, « Navigating The Shifting Terrain Of US Health Care Reform: Medicare For All, Single Payer, And The Public Option », *The Militant Quarterly*, vol. 97, n° 4, 2019, p. 940-941; Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, *op. cit.*, p. 168.

¹⁶⁴ Claudia Chaufan, « Why Do Americans Still Need Single-Payer Health Care After Major Health Reform? », *International Journal Of Health Services*, vol. 45, n° 1, 2015, p. 152.

¹⁶⁵ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 752.

¹⁶⁶ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, *op. cit.*, p. 243.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 250.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 256.

principe est désormais de rendre l'assurance santé privée ou publique accessible à tous, et non de réformer le système en profondeur. Le principe du single payer est donc écarté¹⁶⁹.

Pourtant, Barack Obama le défend encore en 2009. Lors d'une conférence de presse, il exprime: « Now, the truth is that unless you have what's called a single-payer system in which everybody is automatically covered, then you are probably not going to reach every single individual¹⁷⁰. » Il est rejoint par certains démocrates. D'après Marcia Angell, ne pas avoir proposé cette option lorsque les Démocrates tenaient encore la Chambre des Représentants et le Sénat était une erreur stratégique, et trop de concessions accordées en amont aux Républicains ont empêché la loi d'atteindre ses objectifs progressistes¹⁷¹. Pour Nina Zeldes et Jill Quadagno, en revanche, la valeur accordée aux choix individuels aurait empêché sa mise en place¹⁷². David K. Jones, Katharine Bradley et Jonathan Oberlander ajoutent qu'une proposition de réforme détachée de l'industrie des assurances privées aurait eu très peu de chances de passer au Sénat, certains Démocrates y demeurant attachés¹⁷³. Jill Quadagno, Sarah Norton et Ida Hellander considèrent, quant à eux, que la santé aux Etats-Unis est un marché comme un autre et qu'il est très difficile de dépasser ce paradigme¹⁷⁴. Le premier écrit que pour la plupart des Américains: « Health care is a commodity, patients are consumers and government benefits represent socialism¹⁷⁵. » En effet, d'après Mark A. Hall, Obamacare est souvent perçue et dénoncée comme une socialisation de la médecine, bien qu'elle soit contraire à ces principes: l'Etat ne régule ni les salaires des praticiens, ni la manière dont sont octroyés les soins, ni le coût des assurances. Les institutions vouées à favoriser une meilleure qualité des soins se contentent d'émettre des propositions et de financer des recherches allant dans ce sens¹⁷⁶. Cela rend difficile l'acceptation d'une réforme significativement progressiste: dans ses mémoires, Barack Obama évoque les complexités à proposer un système radicalement différent de l'existant et s'il rejoint les Démocrates voulant mettre en place le single-payer, il pense que

¹⁶⁹ Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 518-519; Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 752-753.

¹⁷⁰ Marcia Angell, *op. cit.*, p. 46.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 44-45.

¹⁷² Nina Zeldes, *Navigating The Cultures Of Health Care And Health Insurance: Highly Skilled Migrants In The U. S.*, Londres, UCL Press, 2023, p. 47; Jill Quadagno, *op. cit.*, p. 130-131.

¹⁷³ David K. Jones, Katharine W. Bradley et Jonathan Oberlander, *op. cit.*, p. 102.

¹⁷⁴ Sarah Norton, César Abadía et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 3; Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 761.

¹⁷⁵ Jill Quadagno, *op. cit.*, p. 134.

¹⁷⁶ Mark A. Hall et Richard Lord, *op. cit.*, p. 4-5.

c'est trop ambitieux en l'état actuel de l'opinion publique et de la polarisation des partis¹⁷⁷. A l'instar de Ida Hellander, Howard Waitzkin et Claudia Chaufan, nous pouvons également supposer que les donations effectuées par l'industrie de la santé à Barack Obama pendant ses deux campagnes présidentielles constituent un frein à l'instauration du single-payer, qui annoncerait un remaniement très désavantageux pour les compagnies d'assurances privées¹⁷⁸. Niels Planel constate déjà l'influence des assureurs dans les circonscriptions démocrates, opposés à l'option publique considérée comme une concurrence déloyale du public au privé: on peut en déduire une opinion défavorable à un système d'assurance entièrement conditionné par l'Etat¹⁷⁹.

L'abandon du single-payer déçoit les Démocrates les plus libéraux. Sarah Norton, César Abadia, Kévin Young et Michael Schwartz déplorent la persistance d'un système toujours cher et inéquitable qui conçoit encore la santé comme un marché et non un droit¹⁸⁰. Ida Hellander et Howard Waitzkin écrivent: « The Affordable Care Act and other neoliberal reforms deal with health care as a commodity to be bought and sold in the marketplaces, rather than as a fundamental human right to be guaranteed according to principles of social solidarity¹⁸¹.» Ils mettent en lumière les rouages d'un système de santé qui, en subventionnant les infrastructures et l'achat d'assurances privées affaiblit leurs équivalents affiliés au secteur public dont on restreint les financements. Les pertes estimées par cette administration appuyée sur le privé (donc incapable de réaliser des économies d'échelle) sont de 600 millions de dollars par an¹⁸². Cette administration ne remet pas non plus en cause les principes néolibéraux dirigeant ce système rendu inefficace et aux retombées inéquitables¹⁸³.

Pour Claudia Chaufan, Obamacare a ni plus ni moins sauvé l'industrie des assurances en l'aidant à surmonter sa propre incompétence pour proposer un véritable accès aux soins aux Américains¹⁸⁴. Ces derniers sont cependant confrontés à des coûts élevés et croissants: c'est ainsi qu'en 2012, 80 millions d'États-Uniens ont déclaré ne pas être allés chez le médecin ou ne pas avoir utilisé l'ordonnance délivrée par leur médecin parce que le reste à payer était trop

¹⁷⁷ Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 478-479.

¹⁷⁸ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 752; Claudia Chaufan, *op. cit.*, p. 156.

¹⁷⁹ Niels Planel, *op. cit.*, p. 84.

¹⁸⁰ Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, *op. cit.*, p. 2; Kévin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, p. 31.

¹⁸¹ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 748.

¹⁸² Claudia Chaufan, *op. cit.*, p. 151.

¹⁸³ Ida Hellander et Howard Waitzkin, *op. cit.*, p. 756, 760, 762.

¹⁸⁴ Claudia Chaufan, *op. cit.*, p. 153.

cher pour eux¹⁸⁵. Ce chiffre double le nombre de personnes non assurées cette année-là et montre que bien qu'ils soient assurés, les Américains n'ont toujours pas un véritable accès aux soins de santé. Néanmoins, certains, comme Anne-Laure Beaussier, nuancent cette augmentation: entre 2010 et 2018, la hausse du prix total dans les dépenses de santé est cinq fois inférieure à celle opérée au début des années 2000¹⁸⁶. Même si elle ne permet pas aux Américains d'accéder à des soins de santé abordables, la loi limite les dégâts qu'aurait pu générer le marché.

Toutefois, si la réforme ne peut être considérée comme une mesure révolutionnaire et semble s'inscrire dans la continuité d'une organisation toujours inégalitaire et peu performante, Eveline Thévenard, Donald M. Lindhorst et Anne-Laure Beaussier considèrent qu'elle constitue une victoire des progressistes et donne le ton vers un système de santé plus uniforme et solidaire¹⁸⁷. En effet, l'Etat fédéral, dont l'action en regard des politiques sociales avait été amoindrie par PRWORA, régule en partie le marché des assurances, qu'il contraint par exemple à ne plus discriminer les personnes justifiant d'antécédents médicaux. L'individual mandate, conçu pour encourager les citoyens à s'assurer en les imposant le cas échéant a également été maintenu quand bien même il impliquait une forme de contrainte de la part de l'Etat fédéral sur les individus¹⁸⁸. Imposer directement le single-payer aurait été trop idéaliste, tandis que la réforme permet d'améliorer la couverture-santé de la population, même de manière infime: une progression pas à pas est efficace sur le long terme¹⁸⁹. C'est ainsi que, d'après Peter J. Smith, la décision rendue par la Cour Suprême concernant l'individual mandate prouve que dans l'intérêt d'un programme social (considéré comme similaire à l'intérêt public), il est désormais possible pour le Congrès de rogner sur les libertés individuelles¹⁹⁰.

Certains Démocrates défendent encore le système du single-payer et revendiquent l'extension de Medicare à tous¹⁹¹. D'après Mark A. Hall et Richard Lord, cette ambition aurait pu être légalement réalisée pendant le premier mandat de Barack Obama mais aurait également

¹⁸⁵ Claudia Chaufan, *op. cit.*, p. 150.

¹⁸⁶ Anne-Laure Beaussier, « L'Obamacare au temps de Trump », *Les tribunes de la santé*, vol. 3, n° 65, 2020, p. 63.

¹⁸⁷ Eveline Thévenard, *op. cit.*, p. 210.

¹⁸⁸ Anne-Laure Beaussier, « L'assurance maladie américaine à l'heure de la polarisation partisane », *op. cit.*, p. 399-400.

¹⁸⁹ Donald M. Lindhorst, « Federalism And Social Justice: Implications For Social Work », *Social Work*, vol. 47, n° 3, 2002, p. 205-206.

¹⁹⁰ Peter J. Smith, *op. cit.*, p. 1746.

¹⁹¹ John R. MacArthur, *op. cit.*, p. 65.

subi l'ire populaire et aurait probablement été défaite par la Cour Suprême¹⁹². En réalité, l'implantation d'Obamacare semble introduire une nouvelle manière d'envisager l'Etat-Providence aux Etats-Unis, de plus en plus favorable à ce type de programmes.

¹⁹² Mark A. Hall et Richard Lord, *op. cit.*, p. 4.

Partie 3: Obamacare, une nouvelle manière de penser l'Etat-Providence aux Etats-Unis

Obamacare est votée dans un contexte de crise propice à un changement de paradigme. En 2008, 77% des personnes ayant voté pour Barack Obama et 57% de celles ayant voté pour John McCain pensent que c'est au gouvernement d'assurer l'accès à tous les citoyens à des soins de santé de base. Soucieux en constatant l'évolution du prix des assurances (il augmente de 131% entre 1999 et 2009), alors qu'il est lui-même appauvri par la crise, l'électorat s'intéresse à la santé publique et Barack Obama promet de réformer le système d'assurance maladie¹. Le début de son premier mandat semble idéal pour s'y atteler, attendu la forte popularité du président et les majorités démocrates à la Chambre des représentants comme au Sénat². Cependant, les obstructions catégoriquement opposées au projet par le GOP et la voix dissonante du Tea Party, les nombreuses concessions offertes par les Démocrates aux conservateurs et un texte de loi difficilement compréhensible font monter l'opposition: Donald Trump est élu sur la promesse de faire tomber Obamacare et, en 2017, seuls 24% des Américains considèrent que la réforme constitue un succès³. Une majorité d'Etats-Uniens a tout de même une vision favorable d'Obamacare et la plus grande partie de ceux qui la considèrent comme un échec ne souhaite pas l'annuler mais l'améliorer⁴. Bien que la rhétorique de Barack Obama reste attachée aux principes individualistes, il soutient l'idée d'une responsabilité individuelle couplée à une responsabilité fédérale. Obamacare soutient ce principe, puisque ses logiques sous-tendent qu'on peut faire de son mieux sans pour autant être le meilleur et ainsi nécessiter légitimement une action de l'Etat, que la redistribution ne s'oppose ni au concept de liberté ni à celui de responsabilité personnelle et que les Afro-Américains sont des citoyens aussi responsables que les autres. En s'inscrivant dans les esprits,

¹ Kevin Young et Michael Schwartz, « Healthy, Wealthy, And The Wise: How Corporate Power Shaped The Affordable Care Act », *New Labor Forum*, vol. 23, n° 2, 2014, p. 32.

² Eveline Thévenard, « Réforme de l'assurance maladie: un pas vers la fin de l'exceptionnalisme Américain », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 38, 2014, p. 210; Jill Quadagno, « Institutions, Interest Groups, And Ideology: An Agenda For The Sociology Of Health Care Reform », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 51, n° 2, 2010, p. 126.

³ Kevin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, p. 31; Laxmaiah Manchikanti, « A Critical Analysis Of Obamacare: Affordable Care Of Insurance For Many And Coverage For Few ? », *Pain Physician*, n° 20, 2017, p. 112.

⁴ Claudia Chaufan, « Why Do Americans Still Need Single-Payer Health Care After Major Health Reform? », *International Journal Of Health Services*, vol. 45, n° 1, 2015, p. 151; Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, « The Politics Of Medicaid: Most Americans Are Connected To The Program, Support Its Expansion, And Do Not View It As Stigmatizing », *The Milbank Quarterly*, vol. 95, n° 4, 2017, p. 757.

cette réforme tant décriée amorce peut-être l'avènement d'un système de santé de plus en plus progressiste mais aussi une nouvelle manière de penser l'État-Providence aux Etats-Unis.

I. Barack Obama: La défense subtile du progressisme

Le 20 janvier 2009, Barack Obama devient le quarante-quatrième président des Etats-Unis. Il est le premier Afro-Américain à accéder à cette fonction. Dans un contexte de crise, certains voient son élection comme annonciatrice d'une nouvelle ère progressiste en Amérique⁵. En tant que réforme majeure de Barack Obama, Obamacare concentre les regards. Considérée comme l'oeuvre du gouvernement démocrate, elle fait pourtant la part belle aux industriels et échoue à faire de la santé un droit accessible à tous⁶. Certains, déçus, y voient un échec. Pourtant, Obamacare s'inscrit dans l'Histoire du progressisme telle qu'elle est conçue par Barack Obama: une ascension lente, travaillée et nécessaire. Sa reprise de termes conservateurs, auxquels il confère un nouveau sens libéral participe à cette avancée.

I. 1. Une argumentation conservatrice au service d'une loi réformiste

Barack Obama se réfère aussi bien à la notion d'Etat-Providence qu'à celle d'American Dream. Dès son discours d'investiture comme candidat démocrate à la présidentielle, il présente son parcours comme une réalisation de l'American Dream. Il met également en avant le fait d'avoir été soutenu par des mesures providentielles: il est le produit de plusieurs générations ayant travaillé dur. Son grand-père a bénéficié du G.I. Bill pour étudier, sa mère de bourses d'études et des Food stamps pour survivre et investir dans sa propre éducation. Pour Barack Obama, Obamacare est une manière de reconstruire le pays après la crise de 2008, de créer de nouvelles opportunités pour les Américains affranchis des coups du sort liés à leur santé, de rendre son parcours accessible à son peuple. Elle est un impératif économique mais aussi moral. Il promet ainsi de restaurer la promesse de l'Amérique (soit le Rêve américain) avec cette réforme impliquant l'Etat fédéral. Il en appelle à la solidarité, rappelant: « That's the promise of America, the idea that we're responsible for ourselves, but that we also rise or fall

⁵ Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion*, traduit de l'anglais par François Boisivon, Barcelone, Flammarion, coll. « Champs actuels », 2010, p. 11; Charles Lemert et Anthony Elliott, *The New Individualism, The Emotional Costs Of Globalization*, New York, Routledge, 2006, p. XVII-XVIII.

⁶ Sarah Norton, César Abadia et Jessica Mulligan, « Critical Anthropology Of Global Health "Take A Stand" Statement: A Critical Medical Anthropological Approach To The United States' Affordable Care Act », *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 28, n° 1, 2014, p. 2; Kévin Young et Michael Schwartz, *op. cit.*, p. 31.

as one nation; the fundamental belief that I am my brother's keeper, I am my sister's keeper⁷. » Le vocabulaire choisi par Barack Obama est religieux et rappelle la moralité de la loi qu'il souhaite voir appliquée. Il moralise l'action fédérale que les conservateurs avaient délégitimée et confère une dimension collective à la responsabilité et à l'American Dream qui est reprise tout au long de ses deux mandats. Nous avons vu en première partie de ce mémoire que l'individualisme oscille entre des périodes plus solidaires ou repliées sur l'individu. En présentant ainsi l'American Dream et la responsabilité, Barack Obama fait basculer l'époque dans une nouvelle ère progressiste.

Pourtant, dès 2008, lorsqu'il se prononce sur les raisons ayant déclenché la crise économique, Barack Obama accuse les financiers de Wall Street d'avoir provoqué la récession tout en pointant du doigt l'irresponsabilité du peuple américain touché par la crise tout aussi coupable à ses yeux⁸. Ce faisant, il reprend à son compte la thématique conservatrice de la responsabilité personnelle. Cette thématique traverse en réalité la majorité de ses discours et se retrouve même dans son slogan de campagne, « Yes we can! », dans lequel transparait l'idée selon laquelle tout - même l'accession au titre de président d'un Afro-Américain - est possible en Amérique, si tant est que chacun assume ses responsabilités⁹.

Comme les Républicains, il compare souvent la souscription à une assurance à un banal acte commercial. Il évoque les "clients" des marketplaces qu'il décrit comme des sites comparatifs aidant à déterminer l'offre d'assurance la plus adaptée à chaque individu comme Kayak aide sa clientèle à choisir le vol qui lui convient¹⁰. Selon lui, les assurances constituent des opportunités devant être saisies pour atteindre l'American Dream, dont il annonce prendre la défense dès son investiture comme candidat démocrate à la présidentielle de 2008¹¹. Il s'accommode de la rhétorique conservatrice et c'est ainsi que malgré l'aspect révolutionnaire revêtu par son élection et son contexte de crise, plusieurs, à l'instar de Ta-Nehisi Coates ou Pierre Mélandri, le considèrent comme résolument réformiste, et même conservateur¹².

⁷ Barack Obama, « Full Text of Barack Obama's Acceptance of The Democratic Nomination for President », *The Guardian*, 29/08/2009.

⁸ Amy K. Greens, *L'Amérique après Obama*, Paris, Autrement, coll. « Frontières », 2012, p. 41.

⁹ *Ibid.*, p. 35.

¹⁰ New York Times, « Obama Speech: President Defends Health Care Reform 2013 | New York Times » [vidéo en ligne], 27/09/2013. [<https://www.youtube.com/watch?v=Gw0-O5cAld8>] (consulté le 02/08/2024), 00''00''14-00''00''37.

¹¹ CBS News, « In Full: Obama Health Care Address » [vidéo en ligne], 10/09/2009. [<https://www.youtube.com/watch?v=iXGkesSZLlc>] (consulté le 02/08/2024), 00''15''45-00''16''20.

¹² Pierre Mélandri, *Les Etats-Unis. Le déclin?*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », (2008) 2013, p. 532, 530-551, 559, 591-595, 615; Ta-Nehisi Coates, *Huit ans au pouvoir une tragédie américaine*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Diana Hochraich, Paris, Présence africaine éditions, (2017) 2018, p. 121.

D'après Pierre Mélandri, Barack Obama «se pose (...) en champion d'un interventionnisme éclairé, conjuguant équité sociale et efficacité du marché¹³.» Dans ses livres comme dans ses discours, bien qu'il soutienne une action de la part de l'Etat fédéral, il n'hésite pas à invoquer la "culture de la pauvreté" comme un facteur de la stagnation sociale¹⁴. Dans *Les rêves de mon père*, il relate à propos des écoles à Chicago:

Le problème ne résidait plus dans la ségrégation: les blancs avaient presque abandonné le système. Ce n'était pas non plus un problème de surpopulation, du moins dans les lycées des quartiers noirs. A peine la moitié des élèves faisaient l'effort de rester jusqu'au bout pour passer leur diplôme. Mais les écoles de Chicago restaient dans un état de crise perpétuelle: il manquait des centaines de millions de dollars dans les budgets annuels, d'où la pénurie de manuels scolaires autant que de papier toilette; le syndicat d'enseignants se mettait en grève au moins tous les deux ans, la bureaucratie était surgonflée à l'Assemblée d'Etat indifférente. Plus j'en apprenais sur le système, plus j'étais convaincu qu'une réforme scolaire était la seule solution possible pour les jeunes que je voyais dans la rue; qu'en l'absence de stabilité familiale, et sans la perspective d'un emploi qui leur permettrait de nourrir leur propre famille, l'instruction était leur dernier espoir¹⁵.

Dans cet extrait, Barack Obama fait référence à la culture de la pauvreté en mentionnant l'absence d'efforts supposée des élèves noirs et leur structure familiale décousue. Néanmoins, il soutient que l'inefficacité du système scolaire dans les quartiers pauvres de Chicago est le résultat de plusieurs irresponsables: les usagers des écoles qui ne font pas l'effort de poursuivre leur cursus, les adultes inaptes à proposer un environnement familial stable à leurs enfants, mais aussi l'Etat et ses représentants qui ne parviennent pas à leur offrir des perspectives d'avenir fiables et des conditions d'étude optimales. Dans un discours du 16 juin 2008 visant à exposer ses projets pour améliorer la compétitivité des Etats-Unis, sa visite d'un lycée à Chicago est citée et il s'appuie sur celle-ci pour justifier le besoin d'un engagement de la part de l'Etat pour des élèves dont il salue cette fois la responsabilité et la volonté d'apprendre¹⁶. Pour lui qui défend l'American Dream, l'éducation est un sujet important au même titre que la santé et l'individu comme l'Etat doivent s'y investir. Dans *Le changement: Nous pouvons y croire*, il écrit: « Nous avons besoin de dirigeants qui admettent que l'Etat peut s'investir plus,

¹³ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 640.

¹⁴ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Villeneuve d'Ascq, Presses de la cité, 2018 (2009), p. 301-307; 212-316.

¹⁵ Barack Obama, *Les rêves de mon père*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Danièle Darneau, Paris, Presses de la Cité, coll. « Points », (1995) 2018, p. 334-335.

¹⁶ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Luc Allouche, Michel Bessières, Agnès Botz et Michèle Garène, Paris, Odile Jacob, coll. « Poches », (2008) 2009, p. 297-298.

mais qu'il ne saurait résoudre tous nos problèmes¹⁷. » Pour Barack Obama, il existe plusieurs échelles de responsabilités qui impliquent l'Etat fédéral et l'individu, chaque acteur du système devant faire face aux devoirs qui sont les siens pour avancer ensemble dans une direction enviable pour tous. Cette direction peut être la compétitivité des Etats-Unis. Elle peut aussi être la mise en place et le maintien d'un système de santé abordable pour tous, comme le montre cet extrait d'une adresse au Congrès datée du 10 septembre 2009: « Now even if we provide these affordable options, there may be those, especially the young and the healthy who still want to take the risk and go without coverage. They may still be companies that refuse to do right by their workers by giving them coverage. The problem is, such irresponsible behaviors cost all the rest of us money¹⁸. » Dans ce passage, Barack Obama décline différentes échelles de responsabilité, celle de l'Etat (qui doit mettre en place des possibilités d'assurance abordables), des entreprises (devant assurer leurs employés) et des individus (supposés s'assurer). Chacun de ces acteurs doit prendre ses responsabilités pour ne pas coûter à la communauté et participer à la pérennité du système. Il met en cause les "comportements irresponsables", reprenant ainsi un vocabulaire conservateur. Il n'est pas à proprement parler un révolutionnaire, mais un réformiste utilisant des thématiques individualistes comme la responsabilité personnelle pour mettre en place des mesures libérales orientées vers l'action publique.

Dès son investiture, Barack Obama annonce vouloir s'appuyer sur l'existant tout en l'améliorant¹⁹. C'est dans ce sens qu'il s'exprime face au Congrès le 10 septembre 2009:

There are those on the left who believe that the only way to fix the system is through a single payer system (...) On the right, there are those who argue that we should end the employer-based system and leave individuals to buy health insurance on their own. (...) I have to say that there are arguments to be made for both these approaches, but either one would represent a radical shift that would disrupt the health care most people eventually have. Since health care represents one sixth of our economy, I believe it makes more sense to build on what works and fix what doesn't rather than to build on an entirely new system²⁰.

En effet, une des mesures principales d'Obamacare encourage par exemple la couverture via l'employeur déjà fortement implantée et le principe même de la réforme est de

¹⁷ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, op. cit., p. 180.

¹⁸ CBS News, « In Full: Obama Health Care Address », op. cit., 00''17''32-00''18''06.

¹⁹ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, op. cit., p. 55-56.

²⁰ CBS News, « In Full: Obama Health Care Address », op. cit., 00''08''28-00''09''24.

continuer à faire assurer les citoyens par des compagnies privées²¹. Certains, comme Chris Hedges, expliquent cette continuité par l'incapacité des universités d'élites cultivant l'entre-soi économique et privilégiant la reproduction sociale à former des étudiants capables d'imaginer un autre système²². D'autres comme Jill Quadagno, Pierre Mélandri et Léa Stephan, considèrent que le discours politique américain baignant dans des considérations conservatrices, il est impossible de se positionner en révolutionnaire à l'échelle fédérale²³. En effet, le contexte dans lequel Barack Obama est élu connaît un sursaut de la peur du déclin. Plusieurs facteurs relatifs à la crise économique de 2008, à l'inclusion de minorités rendue visible par l'élection d'un Afro-Américain au poste de président mais aussi avec l'intégration des femmes dans la population active (elles en représentent 48% de l'effectif en 2008) génèrent la peur d'un affaiblissement de la culture américaine chez toute une partie de l'électorat qui défend d'autant plus les principes individualistes²⁴. Or, dans l'optique de convaincre électeurs et élus avec son discours, un président doit tenir compte du contexte²⁵. Ainsi, les conceptions individualistes jalonnant le discours politique américain, la volonté progressiste de Barack Obama n'aurait pu s'affranchir de références conservatrices. Ceci est particulièrement vrai dans un contexte où sa cote de popularité chute pendant les négociations relatives à Obamacare, sujet auquel on reproche d'occulter d'autres problématiques comme la montée de la courbe du chômage²⁶. Outre son opinion personnelle sur le sujet (*Les rêves de mon père* et *L'audace d'espérer* sont publiés avant qu'il ne fasse campagne pour accéder aux fonctions présidentielles; *Born in the U.S.A.* après qu'il ait effectué ses deux mandats; tous ces livres reflètent pourtant la croyance de leur auteur dans l'individualisme), même si la volonté du président avait été de révolutionner le système américain, il n'aurait pu le faire sans se revendiquer de mythes conservateurs tels que l'American Dream. Barack Obama en témoigne dans ses mémoires lorsqu'il explique que sa propre équipe lui avait conseillé de s'appuyer sur la réduction des coûts qu'occasionnerait Obamacare plutôt que l'individual mandate, qui serait mal acceptée par un public habitué à défendre le libre choix contre l'intrusion de l'Etat sur le

²¹ Brian J. Glenn, *The American Welfare State. A practical guide*, New York, Routledge, 2022, p. 105-106.

²² Chris Hedges, *L'empire de l'illusion*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Calvé, Montréal, Lux, coll. « Futur proche », (2009) 2012, p.133-135.

²³ Jill Quadagno, *op. cit.*, p. 131.

²⁴ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 299-300, 306-317, 324.

²⁵ Léa Stephan, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, thèse de doctorat en anglais, sous la direction de Anne Stefani et Françoise Coste, Toulouse, Jean Jaurès, 2017, p. 23, 253-254.

²⁶ Niels Planel, *Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique*, Lormont, Le bord de l'eau, coll. « Documents », 2012, p. 78, 87.

marché et à trouver l'impôt injuste²⁷. On peut considérer que reprendre à son compte les valeurs conservatrices est une manière pour lui d'attirer le vote du GOP et l'acceptation de la réforme par son électorat²⁸.

Dans *Born in the U.S.A.*, il explique également le fait que les valeurs rassemblent et sont utiles pour donner aux citoyens de l'espoir et une direction commune²⁹. Il l'évoque déjà dans *Le changement: nous pouvons y croire* et dans *Une terre promise*³⁰. Lors de son adresse au Congrès du 10 septembre 2009, il dit encore:

That large heartiness [celle manifestée par Ted Kennedy, qui s'est engagé toute sa vie dans le combat pour un système de santé plus juste], that concern and regard for the plight of others is not a partisan feeling. It's not a republican or a democratic feeling, it too is part of the American character. Our ability to stand in other people's shoes, a recognition that we are all in this together, that when fortune turns against one of us, others are there to lend a helping hand. I believe that in this country, hard work and responsibility should be rewarded by some measures of security and fair-play, and an acknowledgement that sometimes the government has to step in to help deliver on that promise. This has always been the history of our progress³¹.

Dans cet extrait, le président lie moralité (celle d'aider ceux qui subissent un coup du sort, celle de protéger la responsabilité et le travail) et mise en place d'une sécurité financière par la communauté à l'échelle de l'Etat. Cette moralité semble dépasser les clivages entre Démocrates et Républicains, puisqu'elle représente l'identité américaine et s'inscrit dans son Histoire. L'évocation de Ted Kennedy, décédé quelques mois avant cette intervention, est une manière d'appeler le Congrès à respecter sa mémoire en votant la réforme. On peut aussi considérer que l'évocation d'une main tendue vers les plus pauvres constitue une référence religieuse, qui appuie le propos de Barack Obama: la morale religieuse va aussi dans son sens. Cette manière de mobiliser des valeurs considérées comme transversales se retrouve également dans un discours prononcé le 20 octobre 2016. Après avoir décliné quelques exemples de personnes méritantes et dépendantes d'Obamacare il déclare, à propos de la réforme: « I don't care whose idea it is, I just want it to work. They can even change the name of the law to Reagancare! Or

²⁷ Barack Obama, *Une terre promise*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Demarty, Charles Recoursé et Nicolas Richard, Paris, Fayard, 2020, p. 472, 480.

²⁸ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 562-565, 570.

²⁹ Barack Obama et Bruce Springsteen, *Born in the USA*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Richard, Paris, Fayard, 2021, p. 11-12, 15, 48-49, 63, 80, 92, 268.

³⁰ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Luc Allouche, Michel Bessières, Agnès Botz et Michèle Garène, Paris, Odile Jacob, coll. « Poches », (2008) 2009, p. 20, 29-30; Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 350, 555, 826-829.

³¹ CBS News, « In Full: Obama Health Care Address », *op. cit.*, 00"42"38-00"43"28.

they can call it Paul Ryancare! I don't care!³²» Cette fois-ci, le ton est plus léger (en témoignent les rires du public après cette réplique), Barack Obama s'autorise même un jeu de mot. Il souligne que l'essence de la réforme ne lui appartient pas, qu'elle représente plus qu'une querelle partisane. Il se pose en pragmatique animé par son désir de générer le bien commun. Cette idée est véhiculée dans nombre de ses interventions dans lesquelles il rappelle qu'Obamacare est la victoire du peuple Américain, et non celle d'un parti politique. Elle est aussi rendue visible dans son discours d'investiture (prononcé le 31/01/2009) où il dénonce la manière dont le débat public s'articule autour de la place allouée au gouvernement par Obamacare quand il devrait s'intéresser à ce qui fonctionne ou ce qui ne fonctionne pas³³. Barack Obama lie sens des réalités et morale, renversant la rhétorique conservatrice consistant à accuser les Démocrates d'irresponsabilité et d'immoralité, reprenant à son compte leurs revendications de pragmatisme. Il réaffirme cette déclaration en 2023 dans une vidéo où il apparaît en compagnie de Joe Biden pour défendre « Obamacare, the Affordable Care Act, Bidentcare, whatever you call it³⁴. » Marie Boëton écrivait en 2005 qu'il était temps pour le Parti Démocrate de se réapproprier la moralité abandonnée aux Républicains et d'inclure les mesures d'État-Providence dans ce champ³⁵. Nous pouvons considérer que c'est ce que fait Barack Obama en défendant sa réforme tout en affirmant qu'il le fait de manière responsable au nom de valeurs individualistes considérées comme morales, de l'identité de l'Amérique.

Durant ses deux mandats, en utilisant une rhétorique reprenant les images et les thèmes conservateurs, Barack Obama propose une réforme qui n'est pas révolutionnaire, même si elle semble légitimer en moralisant l'action de l'Etat fédéral dans un programme social. Il diffuse l'idée d'un individualisme solidaire jusqu'à l'échelle fédérale. Bien que cette réforme semble peu ambitieuse en regard des revendications progressistes de Barack Obama lorsqu'il était législateur dans l'Illinois, on peut penser qu'elle s'introduit parfaitement dans l'Histoire américaine telle que celui-ci la conçoit.

³² The Obama White House, « President Obama Speaks On The Affordable Care Act » [vidéo en ligne], 20/10/2016. [<https://www.youtube.com/watch?v=F34Vlqtv0lQ> (consulté le 02/08/2024)], 00''44''28-00''44''41.

³³ The White House President Barack Obama, President Barack Obama's Inaugural Address [en ligne]. [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/president-barack-obamas-inaugural-address> (consulté le 11/08/2024)]

³⁴ WFAA, « Joe Biden And Barack Obama Release Video For Obamacare Enrollment Push » [vidéo en ligne], 15/12/2023. [<https://www.youtube.com/watch?v=30AzrhYGNu4> (consulté le 02/08/2024)], 00''00''05-00''00''10.

³⁵ Marie Boëton, « Le Parti démocrate américain à l'heure de l'autocritique », *Études*, vol. 402, n° 5, 2005, p. 600-606.

I. 2. L'Histoire selon Obama: Une construction sur le long terme

Nous l'avons dit, une évolution s'opère dans le discours d'Obama en ce qui concerne le single-payer. Président, il ne défend plus ce système. Comme il en témoigne dans ses mémoires, ceci peut être expliqué par sa fonction, le contexte national ne lui permettant pas de se prononcer catégoriquement dans cette direction³⁶. Déjà dans *L'audace d'espérer*, il écrit: « Je craignais d'avoir renoncé aux idéaux de ma jeunesse, d'avoir passé un compromis avec les dures réalités de l'argent et du pouvoir: le monde tel qu'il est et non plus le monde tel qu'il devrait être³⁷. » Dans *Devenir*, Michelle Obama témoigne de l'importance de l'expression “le monde tel qu'il devrait être” aux yeux du jeune Barack Obama refusant de se contenter du monde tel qu'il est; elle considère la poursuite de l'idéal comme sa principale motivation³⁸. L'expression “le monde tel qu'il est” est cependant le titre d'un chapitre des mémoires présidentiels de son mari dans lequel il évoque comment l'idéalisme se heurte aux réalités du terrain. Ainsi, d'après Gilles Vandal, Barack Obama s'accommode de plus en plus des idées conservatrices et du système déjà existant par nécessité politique, mais sans perdre de vue ses ambitions pour le pays³⁹. De ce fait, le président accorde une nouvelle place à l'Etat fédéral dont il considère qu'il porte des responsabilités envers ses citoyens. Pour lui, « Le choix est entre le passé et l'avenir⁴⁰. » Bien qu'il ne soit pas révolutionnaire, il induit ainsi une nouvelle conception du rôle de l'Etat dans l'organisation de mesures sociales, dont nous avons vu qu'il reculait depuis les années 1980. C'est une avancée progressiste qui s'inscrit dans l'Histoire américaine telle qu'elle est conçue par Barack Obama.

Nous l'avons évoqué, le président est attaché à la notion d'American Dream et c'est en partie pour le défendre qu'il propose Obamacare, supposée améliorer les perspectives d'avenir des Américains soumis aux aléas de leur propre santé⁴¹. Dans ses livres, en plus de l'évoquer régulièrement, il se représente souvent comme l'aboutissement d'une lignée méritante, une étoile montante partie d'une situation modeste qui s'est réalisée notamment grâce au travail de

³⁶ Barack Obama, *Une terre promise*, op. cit., p. 478-479.

³⁷ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 400.

³⁸ Michelle Obama, *Devenir, édition à destination de la prochaine génération*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Odile Demange et Isabelle Taudière, Vanves, Hachette, (2018) 2021, p. 150.

³⁹ Gilles Vandal, *La doctrine Obama, fondements et aboutissements*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2011, p. 32.

⁴⁰ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, op. cit. p. 20.

⁴¹ *Ibid.*, p. 23-24.

ses ancêtres⁴². Même s'il admet une part de chance dans ses réalisations, il fait copieusement référence à son travail acharné pour arriver à une telle place, prouvant par-là qu'il la mérite⁴³. De ce fait, il se réclame de l'American Dream.

Cela peut sembler paradoxal. Ancien organisateur communautaire, il connaît les réalités du terrain et manifeste dans tous ses livres l'intime conviction selon laquelle il est faux de penser que chacun puisse s'élever socialement par le seul travail, et qu'il faut un Etat organisé pour assurer la possibilité de réussir à tous. Pour Gilles Vandal, lorsqu'il s'agit de l'American Dream, le plus important est d'y croire pour restaurer la confiance du peuple Américain dans son gouvernement⁴⁴. Dominique Moïsi rappelle l'importance de susciter l'espoir lorsqu'on est à la tête de l'Etat⁴⁵. Selon lui, restaurer la confiance dans l'American Dream permet de lutter contre la peur du déclin notamment à l'origine des attaques perpétrées contre l'Etat-Providence⁴⁶. Il oppose l'audace d'espérer à la facilité du recours à la peur, faisant explicitement référence au titre du livre de Barack Obama à propos duquel il écrit: « L'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis a rouvert, du moins à court terme, un cycle d'émotions positives en Amérique qui se traduit dans la façon dont les Américains se perçoivent eux-mêmes (...)»⁴⁷ En effet, Barack Obama fait régulièrement référence à l'espoir qu'il place dans son peuple exceptionnel. Toutefois, il est à noter que cet espoir est rapidement balayé par la colère de beaucoup d'Américains à l'annonce du plan de renflouement des banques. Celui-ci est accusé de soutenir des irresponsables avec de l'argent public, attise à nouveau la peur du déclin et amène l'émergence du Tea party et la perte de soixante-trois sièges pour les Démocrates à la Chambre des représentants en 2010⁴⁸. Cependant, des suites de la crise, l'envie d'une régulation de l'économie à l'échelle de l'Etat fédéral est restaurée, notamment propagée parmi la mouvance Occupy Wall Street de 2011⁴⁹. Une certaine partie des Américains souhaite que l'Etat fédéral s'engage dans la régulation de l'économie mais craint que le gouvernement en place ne soit inefficace et n'entache encore plus l'American Dream⁵⁰. Or, comme nous l'avons souligné, cette notion est extrêmement importante pour les

⁴² Barack Obama, *Une terre promise, op. cit.*, p. 46, 48-52; Barack Obama, *Born in the U.S.A., op. cit.*, p. 92, 179, 185, 190, 213, 224, 278.

⁴³ Barack Obama, *Une terre promise, op. cit.*, p. 20, 27, 30-31, 38, 44, 53, 60, 79, 80, 85, 98, 110-111, 120-121, 124, 132, 143, 156, 189.

⁴⁴ Gilles Vandal, *op. cit.*, p. 81-83.

⁴⁵ Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 59.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 199.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 60-61.

⁴⁸ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 610-621, 642.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 632-634.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 615, 644.

Américains. Barack Obama lui-même témoigne dans *Les rêves de mon père* et *Une terre promise* le fait que bien que même les citoyens les plus volontaires ont besoin d'espoir pour être efficaces et ambitieux⁵¹.

Il y décrit aussi la manière dont chacun s'empare de sa propre histoire et la modifie à sa guise pour transmettre un message: il évoque le fait qu'enfant, après avoir découvert qu'au Kenya (dont son père est originaire) les tribus vivaient dans des huttes de boue, il préférerait mentir et raconter être le descendant d'une lignée royale, puis qu'en rencontrant son père, il s'est aperçu que lui-même décrivait son pays d'une manière romancée⁵². Son grand-père maternel est lui aussi à l'origine d'une distorsion des faits lorsqu'il raconte fièrement que le Kansas est un endroit où les Noirs ont toujours été admis et que lui-même a toujours été très accueillant envers son gendre Kenyan⁵³. Il constate le fait que beaucoup d'Afro-Américains ont une certaine idée fantasmée de l'Afrique de leurs ancêtres, quand beaucoup d'Africains ont une certaine idée fantasmée de l'Amérique et que la majorité d'entre eux sont déçus de ce qu'ils découvrent lorsqu'ils se rendent finalement sur l'autre continent⁵⁴. Enfin et surtout, il réalise auprès de Jeremiah Wright que ces petits écarts avec la réalité peuvent être utilisés pour rassembler un peuple et lui donner confiance dans ses capacités, espoir dans son avenir⁵⁵. Nous pouvons ainsi penser que la manière dont le président s'attache à l'American Dream est une façon de promouvoir l'espoir au sein d'une population qui se remet tout juste de la crise de 2008. Il souhaite impulser une direction dans laquelle faire évoluer l'Amérique, qu'il encense souvent comme un territoire des possibles exceptionnel sur lequel chacun, dont le gouvernement, doit prendre des responsabilités. Or, nous avons identifié que l'une des caractéristiques de l'American Dream et de l'exceptionnalisme Américain est de progresser et de s'accomplir sur le temps long. Cela signifie que l'Amérique n'évolue pas à coup de révolutions, mais par petites étapes: selon Mark A. Hall et et Richard Lord, si Medicare aurait pu être légalement étendu à tous, les attaques inévitablement subies par cette réforme auraient finalement anéanti le progrès réalisé. Dans une optique libérale, même si elle ne constitue par une évolution parfaite, Obamacare est la suite logique de l'Histoire du système de santé

⁵¹ Barack Obama, *Les rêves de mon père*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Danièle Darneau, Paris, Presses de la Cité, coll. « Points », (1995) 2018, p. 317-325; Barack Obama, *Une terre promise*, *op. cit.*, p. 68, 71, 385-387.

⁵² *Ibid.*, p. 100-102, 108-109.

⁵³ *Ibid.*, p. 134-135.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 539-540.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 380-381.

américain⁵⁶. Ainsi, si la réforme n'est pas à la hauteur des idéaux de Barack Obama, elle impulse un progrès supposé évoluer dans le temps.

Pour s'inscrire dans la longue Histoire progressiste des Etats-Unis, Barack Obama se constitue l'héritier de défenseurs de l'Etat-Providence comme Franklin Delano Roosevelt. Il rassemble son peuple autour de valeurs communes comme le travail et la responsabilité, tout en appuyant l'action à l'échelle fédérale⁵⁷. C'est dans ce mouvement progressiste qu'il situe Obamacare. Dans le discours prononcé à sa signature, Obama écrit: « I'm signing this bill for all the leaders who took up this cause though the generations - from Teddy Roosevelt to Franklin Roosevelt, from Harry Truman to Lyndon Johnson, from Bill and Hillary Clinton, to one of the deans who's been fighting this so long, John Dingell. To Senator Ted Kennedy⁵⁸. » Il souligne un peu plus loin que le fils de Ted Kennedy a poursuivi son œuvre en votant la loi. Obamacare semble être le fruit d'un travail intergénérationnel parmi les progressistes rappelant la lente ascension que constitue l'American Dream. Elle est une réussite collective.

Le coup de force de Barack Obama réside dans la manière dont il recentre l'échiquier politique vers la gauche, en conférant à Obamacare une valeur pragmatique. Dans *L'audace d'espérer*, il salue le pragmatisme d'Abraham Lincoln et celui de Bill Clinton dont il souhaite s'inspirer pour lutter contre le partisanisme au Congrès jugé absurde et inefficace⁵⁹. Selon Pierre Mélandri, il s'agit aussi de se différencier des exubérances de son prédécesseur⁶⁰. Il semble suivre le conseil de Gilles Lipovetsky, pour qui les politiques économiques dénuées de morale sont aussi mauvaises que des politiques à visées morales dénuées d'intelligence économique, politique et technique⁶¹. Celui-ci écrit:

L'individualisme ne doit pas conduire au discrédit de l'action publique, mais à sa redéfinition. Encore une fois, l'éthique n'est pas seulement dans les intentions nobles de générosité, elle est dans une solidarité intelligente, dans la recherche de compromis humanistes entre le possible et l'idéal, l'efficacité et la justice sociale⁶².

⁵⁶ Mark A. Hall et Richard Lord, « Obamacare: What The Affordable Care Act Means For Patients And Physicians », *British Medical Journal*, vol. 349, n° 1, 2014, p. 4, 7.

⁵⁷ Yves-Marie Péréon, *Franklin Delano Roosevelt*, Paris, Tallandier, coll. « Biographies », 2012, p. 37.

⁵⁸ The White House, Remarks By The president And Vice president At Signing On The Health Insurance Reform Bill [en ligne]. [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-and-vice-president-signing-health-insurance-reform-bill>] (consulté le 11/08/2024)]

⁵⁹ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 47-51, 124-125.

⁶⁰ Pierre Mélandri, op. cit., p. 570.

⁶¹ Gilles Lipovetsky, *Métamorphoses de la culture libérale*, Montréal, Liber, 2002, p.50.

⁶² *Ibid.*, p. 51.

D'après Pierre Mélandri, ce pragmatisme revendiqué n'est pas toujours à l'avantage du président. En effet, sa recherche de compromis le prive d'un récit clair à proposer à son peuple qui ne comprend pas toujours les tenants et les aboutissants des lois votées, sont souvent déçus par des résultats nuancés qui ne constituent pas des victoires probantes et suivent plus facilement des personnalités au discours plus clivé dans le camp démocrate ou le camp républicain. De fait, ses succès sont régulièrement ignorés ou incompris⁶³. C'est particulièrement le cas avec Obamacare, dont les complexités sèment la confusion parmi le peuple américain. Dans ses mémoires, Barack Obama témoigne du fait que parmi les farouches opposants à la loi, beaucoup ne réalisent pas qu'ils en sont de fait les premiers bénéficiaires⁶⁴. Ainsi, pour Niels Planel, la victoire d'Obama ne sera consommée que lorsque les réformes qu'il a menées, notamment Obamacare, seront considérées comme des acquis par le peuple américain⁶⁵.

Soutenu par un contexte de crise, Barack Obama tente d'inscrire l'action de l'Etat fédéral dans la procédure normale d'exécution des mesures d'Etat-Providence. Pour ce faire, il se réfère aux idéaux individualistes, comme l'American Dream dont il met en avant les principes solidaires ou la responsabilité qu'il étend à l'échelle fédérale. Il construit ainsi une nouvelle image libérale des termes conservateurs que les Démocrates ne peuvent de toute manière pas ignorer. Il défend Obamacare, dont l'impératif est moral et budgétaire, comme dans la rhétorique conservatrice que Barack Obama reprend ici pour redonner confiance aux citoyens dans l'Etat qu'il moralise et pragmatise. Finalement, si à force de compromis Obamacare déçoit Républicains et Démocrates, elle constitue aux yeux de Barack Obama une impulsion dans une direction progressiste nécessairement lente.

II. Obamacare, une nouvelle manière d'envisager la responsabilité

Nous l'avons vu: dans le débat à propos d'Obamacare, les Démocrates induisent une nouvelle manière d'envisager la responsabilité qui n'est plus simplement individuelle, mais également collective. Elle se décline ainsi à différentes échelles, dont l'échelle fédérale. Cette

⁶³ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 606, 609.

⁶⁴ Barack Obama, *Une terre promise, op. cit.*, p. 504-509.

⁶⁵ Niels Planel, *op. cit.*, p. 165.

considération constitue une rupture avec la notion d'Etat-Providence telle qu'elle se construit aux Etats-Unis depuis les années 1980. La réforme elle-même soutient d'autres façons de considérer la responsabilité: contrairement au précepte individualiste méritocratique, elle admet que la réussite n'est pas nécessairement atteignable et que faire de son mieux n'implique pas systématiquement d'être le meilleur mais doit malgré tout être récompensé. De même, dans l'esprit d'Obamacare, la redistribution peut s'exercer auprès d'un peuple libre et responsable: d'une certaine manière, elle en est même la condition. Enfin, à l'inverse de la majorité des politiques sociales mises en place depuis les années 1980, Obamacare ne sous-entend ni ne soutient de programme visant spécifiquement à stimuler la responsabilité individuelle parmi les Afro-Américains. Ainsi, dans la lignée du discours soutenu par Barack Obama, la réforme confère un sens progressiste au terme individualiste de la responsabilité qu'elle doit intégrer.

II. 1. Faire de son mieux sans nécessairement être le meilleur

Dans les archives en ligne de la Maison Blanche sous Barack Obama, la rubrique *Improving Health For All Americans* recense toutes les réussites attribuées aux politiques liées à la santé proposées par des Démocrates et votées entre 2008 et 2016⁶⁶.

Parmi celles-ci, certaines sont attribuées au programme *Let's move* organisé par Michelle Obama qui s'engage contre l'obésité infantile. Bien que *Let's move* ne fasse pas partie de la réforme, l'ancienne première dame considère que ce dispositif prolonge et complète Obamacare en promouvant un mode de vie sain⁶⁷. C'est sous son influence que sont votées certaines mesures obligeant les chaînes de restaurants possédant plus de vingt établissements à publier les calories contenues dans leurs produits et promouvant une simplification des labels nutritionnels pour les articles vendus en supermarché. L'accent est mis sur l'information et l'éducation d'une population qu'on encourage à cuisiner des produits bruts et sains en tenant compte des apports nutritionnels.

De nombreuses autres réussites sont attribuées à Obamacare. On encourage une reprise en main de l'individu sur son mode de vie: Déjà, la prévention occupe une place importante dans la loi. Elle est prise en charge sans coûts supplémentaires et fait partie des essentiels devant être garantis dans chaque plan d'assurance. Quelques mesures concernant la consommation de drogue et d'alcool visent aussi à accompagner les populations concernées

⁶⁶ The White House President Barack Obama, *Improving Health For All Americans* [en ligne]. [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-record/health-care>] (consulté le 05/08/2024)]

⁶⁷ Michelle Obama, *op. cit.*, p. 346.

pour se défaire de leurs addictions. Enfin, Obamacare débloque des fonds pour mettre en place une médecine de précision supposée analyser les facteurs amenant certaines maladies, visant à informer sur les comportements à risques pour prévenir celles-ci. Finalement, beaucoup des réussites citées dans ces archives félicitent les progrès implantés par Obamacare en ce qui concerne la responsabilisation du mode de vie de la population. Celle-ci est encouragée à faire de son mieux pour vivre sainement.

En plus des mesures visant à améliorer le comportement du peuple américain, la réforme organise son accession à un panel d'informations qui lui permettent de choisir avec précision le type d'assurance ou d'établissement médical le plus adapté à son profil. En effet, faire de son mieux s'effectue dans la limite des connaissances acquises et étendre celles-ci permet à l'individu de faire ses choix en conscience. Les marketplaces, où les assurances sont catégorisées selon des standards lissés à l'échelle fédérale, sont ainsi présentés comme des espaces permettant de comparer aisément et précisément les assurances entre elles avant d'opérer un choix éclairé. Physician Compare comme Hospital Compare permettent aux citoyens de déterminer à quels praticiens et quels établissements de santé ils souhaitent accorder leur confiance.

Parmi les réussites accordées à Obamacare, il y a aussi le fait de pouvoir prendre en charge ceux qui auraient commis une erreur de parcours. Nous avons déjà évoqué les mesures liées à la consommation de drogues et d'alcool, mais nous pouvons aussi citer celles liées à la prévention et au traitement des maladies sexuellement transmissibles, notamment les fonds débloqués pour le dépistage du Sida. Le fait de ne plus être radié d'un plan d'assurance en raison d'une déclaration erronée des antécédents commise lors de la souscription (si tant est que celle-ci ne constitue pas une fraude) accorde également le droit à l'erreur aux personnes assurées. Il semble donc qu'Obamacare pousse les personnes à faire de leur mieux, peu importe leur condition de départ et les erreurs commises.

Cependant, Laxmaiah Manchikanti rappelle que fournir les moyens financiers d'obtenir un soin par le biais d'une assurance est différent du fait d'assurer que ces soins puissent être bel et bien obtenus en fournissant des prestataires et des bâtiments adaptés. D'après celle-ci, Obamacare a instauré une hausse de l'accès financier aux soins sans que cela se traduise par une hausse de l'accès aux soins en eux-mêmes⁶⁸. Cela semble partiellement corroboré par Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer selon qui, en 2017, bien que la prise de soins psychologiques ait connu une forte recrudescence, il est toujours très difficile de trouver un

⁶⁸ Michelle Obama, *op. cit.*, p. 180.

médecin lorsqu'on est couvert par le programme Medicaid⁶⁹. On pourrait penser que, en partie affranchis de leur condition sociale et selon la nature des soins recherchés, les citoyens sont tout de même encouragés à concourir pour obtenir une place auprès des prestataires de soin⁷⁰. Même financés, ils doivent donc s'engager personnellement pour que le système fonctionne pour eux. Finalement, la réforme met en place un système dans lequel l'individu responsable peut s'épanouir et selon les situations, prendre ou reprendre en main le contrôle sur sa santé. A lui de saisir ses responsabilités en se soignant, en s'assurant ou en payant l'impôt qui contribue à pérenniser financièrement ce système, en maintenant un train de vie sain⁷¹.

Toutefois, Obamacare reconnaît aussi que faire de son mieux ne signifie pas toujours être en bonne santé, et que ne pas être en bonne santé peut empêcher d'être le meilleur. C'est pourquoi si l'individual mandate punit les inconséquents qui ne s'assurent pas avec la levée d'un impôt, les personnes malades ne sont pas pénalisées pour leur état mais particulièrement soutenues. Elles peuvent même être récompensées, Obamacare prévoyant que la participation à des programmes de bien-être engendre des baisses d'impôts, peu importe les résultats obtenus suite à ces séances. Le fait d'être en bonne santé n'est pas tant récompensé que le fait d'engager des efforts dans ce sens⁷².

Dans *Le changement: Nous pouvons y croire*, Barack Obama évoque les faillites pouvant être causées par des imprévus médicaux coûteux⁷³; un des objectifs affichés d'Obamacare est d'assurer chaque citoyen pour qu'il soit à l'abri de ces faillites injustes puisque le fruit d'un coup du sort. C'est assumer l'idée qu'une mauvaise santé peut affecter la réussite sociale. Or, malgré leur engagement, certaines personnes naissent dans des conditions qui ne leur permettront pas d'être en bonne santé. Le but d'Obamacare est ainsi de les soutenir tout en les encourageant à perpétuer leurs efforts. Tom Baker écrit: « The new health care social contract reflects a “fair-share” approach to health care financing. This approach largely rejects the actuarial fairness vision of what constitutes a fair share while pointing toward a new responsibility to be as healthy as you can⁷⁴. » En effet, là où d'un point de vue individualiste, justice aurait été de faire payer plus les personnes pesant le plus sur le système (puisque'il aurait

⁶⁹ Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, « L'Obamacare: principes fondateurs et premiers résultats », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, 2017, p. 236, 241.

⁷⁰ Laxmaiah Manchikanti, *op. cit.*, p. 111-112.

⁷¹ Tom Baker, « Health Insurance, Risk, And Responsibility After The Patient Protection And Affordable Care Act », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 159, n° 6, 2011, p. 1596.

⁷² *Ibid.*, p. 1603, 1605.

⁷³ Barack Obama, *Le changement: Nous pouvons y croire*, *op. cit.*, p. 50.

⁷⁴ Tom Baker, *op. cit.*, p. 1577-1578.

été de leur responsabilité de ne pas impacter négativement les autres), Obamacare s'engage plutôt à faciliter leur souscription à une assurance à un prix abordable et à maintenir financièrement ce système en engageant la responsabilité des personnes saines à s'assurer⁷⁵.

De plus, être en meilleure santé possible ne signifie pas nécessairement être en bonne santé⁷⁶.

En mettant l'accent sur la responsabilité personnelle de s'engager vers un mode de vie sain sans sanctionner les malades pouvant même être récompensés, Obamacare reconnaît que certaines inégalités sont indépensables. Il n'est plus question d'être le meilleur mais de faire de son mieux, et la société est responsable devant les personnes lésées. Ainsi, la redistribution ne semble pas incompatible avec l'idée d'une société d'individus libres et responsables.

II. 2. Une société d'individus libres et responsables ne s'oppose pas à l'exercice de la redistribution

Dans *Le changement: nous pouvons y croire*, Barack Obama mentionne la mondialisation et la manière dont son développement nécessite la mise en place « de nouvelles manières de penser et de coopérer⁷⁷. » Il évoque le besoin de s'unir pour restaurer l'American Dream⁷⁸. Même s'il ne cite pas directement l'Etat-Providence comme un moyen d'y parvenir, il écrit que le New Deal et la Grande société ne sont plus suffisants pour faire face aux défis de la mondialisation et qu'il est temps de créer de nouvelles perspectives et restaurer la prospérité américaine, notamment par la mise en place d'un nouveau système de santé⁷⁹. Plus loin, il cite un système de santé efficace parmi les grands piliers qui permettraient à l'Amérique et à ses citoyens d'être compétitifs sur le marché mondialisé⁸⁰. L'Etat-Providence, donc la redistribution des richesses, constitue un rempart contre le déclin qu'amorce la mondialisation; il permet aux citoyens d'être responsables de leur trajectoire sociale à travers notamment Obamacare.

⁷⁵ Tom Baker, *op. cit.*, p. 1602.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 1604.

⁷⁷ Barack Obama, *Le changement: nous pouvons y croire*, *op. cit.*, p. 7.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 9-10.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 23.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 307.

Pour Tom Baker, la redistribution des risques amenée par Obamacare (via l'individual mandate, les subventions fédérales pour pouvoir s'assurer selon ses moyens et l'interdiction de discriminer les personnes souffrant d'antécédents médicaux) en fait un système solidaire⁸¹. Il est rejoint par Allison Baker, qui écrit: « A solidarity system is one in which risks are pooled equally and broadly among healthy and sick insured, resulting in “health redistribution”, where the healthy help to shoulder the burden of medical care costs for the sick⁸². » Obamacare semble bien correspondre à cette définition d'un système de santé solidaire.

D'après Carolyn Schwartz, les assurances santé en Amérique sont généralement perçues comme des contrats individuels; ces derniers sont pourtant connectés les uns aux autres puisqu'ils sont interdépendants⁸³. On pourrait dire que la réforme rappelle aux citoyens cette interdépendance, certaines de ses mesures visant à collectiviser les coûts de la santé⁸⁴. L'individual mandate contraint par exemple les individus jeunes, sains et imposables à se responsabiliser vis-à-vis des autres en s'assurant. Ainsi, être responsable, c'est contribuer à la pérennité du système même si on est moins susceptible d'en profiter soi-même. A l'inverse, ceux qui sont le plus susceptibles d'en avoir besoin sont aussi responsables de s'assurer pour éviter à la collectivité de devoir rembourser leurs dettes. Le choix personnel de s'assurer s'effectue librement, il est responsable envers la communauté et compatible avec la notion de redistribution. Dans l'idéal, cette dernière assure la pérennité du système d'assurances privées dont les clients sont interdépendants et lui permet de maintenir des prix corrects. Aux individus de formuler des choix plus libres concernant le type d'assurance qui leur convient le mieux. Les principes de responsabilité et de liberté dans le choix semblent conciliables avec celui de la redistribution bien que, rappelle Nina Zeldes, c'est la première fois que les Américains sont poussés par l'Etat fédéral à s'assurer⁸⁵.

Selon Tom Baker, il s'agit d'un nouveau paradigme moral. Là où avant, il était juste d'adapter le prix des assurances à l'historique personnel de chaque client (les plus à risque payant le plus), Obamacare renverse le sens de la justice en considérant que le faire constitue une forme de discrimination. Déjà, la loi cherche à faire baisser le coût de la santé pour que les personnes les plus démunies puissent se soigner: les coups du sort subis par les classes

⁸¹ Tom Baker, *op. cit.*, p. 1586, 1589.

⁸² Allison Hoffman, « Three Models Of Health Insurance: The Conceptual Pluralism Of The Patient Protection And Affordable Care Act », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 159, n° 6, 2011, p. 1887.

⁸³ Carolyn Schwartz, « Paying For Something Bigger », *The Economic Journal*, vol. 3, n° 4, 2020, p. 626.

⁸⁴ Allison Hoffman, *op. cit.*, p. 1903.

⁸⁵ Nina Zeldes, *Navigating The Cultures Of Health Care And Health Insurance: Highly Skilled Migrants In The U. S.*, Londres, UCL Press, 2023, p. 50.

modestes et inférieures les innocente aux yeux du public. Obamacare encourage aussi la prise de responsabilités à travers les actes préventifs et ne sanctionne plus que les comportements jugés irresponsables, comme le tabagisme qui peut faire l'objet d'une augmentation du prix de l'assurance contractée⁸⁶. On peut considérer que ce nouveau système solidaire pose tout de même une différence entre ses bénéficiaires méritants et les autres, même si, dans le discours démocrate, les pauvres peuvent être inclus dans la première catégorie. Allison Hoffman rappelle cependant la difficulté rencontrée pour juger de la responsabilité d'un individu devant ses problèmes de santé: une personne hospitalisée suite à un accident d'escalade doit-elle être tenue pour responsable de sa chute, puisqu'elle prenait le risque de pratiquer un sport dangereux? Un nouveau-né nécessitant des soins doit-il être pris en charge par la collectivité alors que ses parents ont pris le risque de procréer⁸⁷? Notons également qu'invoquer la responsabilité, c'est considérer que les personnes sont en mesure de prendre des décisions éclairées pour elles-mêmes, donc qu'elles sont suffisamment informées. Or, comment prouver qu'une personne obèse sans facteurs génétiques déterminant son surpoids est réellement au fait des manières concrètes permettant de remédier à sa condition? Il est très difficile de jauger les intentions des individus. Leur niveau d'instruction est souvent déterminé par le milieu social d'origine⁸⁸. Obamacare semble tenir compte de ces observations: si la loi reconnaît une différenciation entre les patients méritants et les autres, tous ont le droit d'être couverts. Les tarifs pratiqués par les compagnies d'assurance auprès des fumeurs ne peuvent pas excéder 1,5 fois le tarif pratiqué auprès des autres. Par ailleurs, la loi n'induit en aucune manière que les Afro-Américains constituent la part de ses bénéficiaires non-méritants.

II. 3. Obamacare et la responsabilité des Afro-Américains

Dans le débat public des années 1960, intervient l'idée conservatrice selon laquelle les Afro-Américains ont été suffisamment intégrés et que la société Américaine n'a pas besoin de politique les ciblant spécifiquement pour les défendre d'un racisme qu'on considère passé⁸⁹. On en appelle à des politiques colorblind, qui ne prennent pas en compte la couleur de la peau de leurs bénéficiaires et ne présupposent pas l'existence d'un racisme structurel devant être corrigé. Pourtant le racisme est toujours présent; il se manifeste par la dénonciation des effets

⁸⁶ Tom Baker, *op. cit.*, p. 1577-1578, 1598-1602.

⁸⁷ Allison Hoffman, *op. cit.*, p. 1924-1925, 1929.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 1930.

⁸⁹ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 56.

délétères de la culture de la pauvreté associée aux Afro-Américains plutôt que la couleur de la peau⁹⁰. Il reprend des figures racistes, comme la Welfare Queen⁹¹. Une partie des Blancs se considère lésée par des politiques de réparation jugées injustes et ils pensent l'American Dream menacé par les Noirs dont l'irresponsabilité est nourrie par l'argent public⁹². Cette pensée s'incarne aujourd'hui encore aux Etats-Unis et rend sensible la questions des politiques de redistribution, perçues comme une manière de prendre aux Blancs méritants pour donner aux Noirs non-méritants⁹³. Par exemple, si les inégalités entre les Afro-Américains et les Blancs sont tenaces (en 2013, le revenu médian d'un ménage Afro-Américain représente 62% de celui d'un ménage Blanc⁹⁴) beaucoup d'Américains considèrent que c'est parce que les Noirs sont engoncés dans la culture de la pauvreté⁹⁵. Cette idée est reprise par les Blancs comme par les Afro-Américains, à l'instar de Bill Cosby dont le discours appelle sa communauté à se responsabiliser pour ne pas dépendre des aides sociales⁹⁶. D'après Shayla C. Nunnally et Niambi M. Carter, les Noirs sont en fait les plus critiques envers leurs semblables⁹⁷. Souvent conscients de la persistance du racisme, ces derniers enjoignent malgré tout les Afro-Américains à prouver leur probité quitte à travailler plus dur, à devoir être deux fois meilleurs que les Blancs pour parvenir à un même résultat⁹⁸. Ainsi en 1996, malgré des inégalités sociales toujours à leur désavantage, 44% des Afro-Américains soutiennent l'idée selon laquelle il faut bloquer les aides envers les familles bénéficiaires de l'État-Providence ayant un nouvel enfant⁹⁹. Les politiques colorblind sont largement soutenues dans l'opinion publique malgré leurs répercussions négatives sur une population déjà fragilisée. Elles creusent les inégalités¹⁰⁰.

Les livres de Barack Obama révèlent son inscription dans la lignée des élites noires appelant les leurs à se responsabiliser. Le discours qu'il prononce à l'occasion de la fête des pères en 2008 souligne par exemple l'insuffisance culturelle des Noirs et n'attaque pas

⁹⁰ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 46, 67.

⁹¹ *Ibid.*, p. 255-266.

⁹² *Ibid.*, p. 132-135, 201-206.

⁹³ Niels Planel, *op. cit.*, p. 162.

⁹⁴ Pauline Peretz, *L'Amérique post-raciale?*, Paris, Puf, coll. « Vie des idées », 2013, p. 18.

⁹⁵ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 105-109.

⁹⁶ Ta-Nehisi Coates, *op. cit.*, p. 23-25, 28; Shayla C. Nunnally et Niambi M. Carter, « Moving From Victimes To Victors: Afro-American Attitudes On The "Culture Of Poverty" And Black Blame », *Journal Of Afro-American Studies*, vol. 16, n° 3, 2012, p. 423-427.

⁹⁷ Shayla C. Nunnally et Niambi M. Carter, *op. cit.*, p. 446.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 429-430.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 435.

¹⁰⁰ Darren Barany, *The New Welfare Consensus. The Ideological, Political And Social Origins*, New York, Suny Press, 2018, p. 26.

directement le racisme structurel. Pourtant, Barack Obama est conscient de l'existence du racisme, il a écrit un livre sur les complexités de l'identité raciale et travaille même comme avocat spécialisé dans la défense des droits civiques. C'est lorsqu'il devient président et attaqué de toute part qu'il en réalise personnellement la profondeur et la violence, dont il avait été jusqu'ici en partie préservé du fait de son héritage multiculturel et de son appartenance à l'élite¹⁰¹. D'après Ta-Nehisi Coates, Léa Stephan, Gilles Vandal et Thomas Sugrue, s'il demeure longtemps réservé sur la question raciale, c'est que son statut de premier président Afro-Américain fait de lui la cible d'attaques conservatrices permanentes qui l'accusent de "jouer la carte raciale" et qu'il doit aussi séduire l'électorat Blanc¹⁰². Ta-Nehisi Coates rappelle que Barack Obama est le président démocrate qui s'est le moins exprimé sur la race depuis 1961 et qu'il se réfère à ce sujet le plus souvent pour dénoncer la culture Noire irresponsable plutôt que le racisme¹⁰³; Thomas Sugrue, lui, narre que le président est plus violemment attaqué lorsqu'il dénonce le racisme institutionnalisé dans la police américaine que lorsqu'il appelle les Afro-Américains à se responsabiliser¹⁰⁴. Pour Ta-Nehisi Coates, toute la politique de Barack Obama est analysée et critiquée à travers le fait qu'il soit un président noir¹⁰⁵. Michelle Obama elle-même témoigne de la manière dont son mari est particulièrement exposé à la critique, chacune de ses apparitions décomposée par des observateurs à l'affût de la moindre erreur. Elle écrit: « Tous les faits et gestes de Barack seraient observés à la loupe, commentés et amplifiés. En tant que candidat noir, il n'avait droit à aucun faux pas. Il devrait tout faire deux fois mieux que quiconque¹⁰⁶. »

On peut donc affirmer que le contexte retient Barack Obama de s'exprimer clairement à ce sujet, qu'il est compréhensible qu'il promeuve des politiques colorblind pour éviter une polémique et qu'on attend de lui qu'il se comporte en "Noir responsable". Ainsi, dans son discours du 18 mars 2008, il explique que les revendications des Afro-Américains pour un système de santé plus efficace doivent s'exprimer en faveur de tous les Américains, puisque les Blancs et les Noirs pauvres connaissent des difficultés similaires¹⁰⁷. Notons toutefois que bien qu'il y reconnaisse aussi l'existence de discriminations raciales, Barack Obama défend

¹⁰¹ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 286-288; Barack Obama, *Une terre promise*, op. cit., p. 515; Gilles Vandal, op. cit., p. 24-28; Léa Stephan, op. cit., p. 53, 307-319; Ta-Nehisi Coates, op. cit., p. 94, 122.

¹⁰² *Ibid.*, p. 121; Thomas J. Sugrue, *Le poids du passé: Barack Obama et la question raciale*, Paris, Fahrenheit, 2012, p. 112-113, 129-130, 149; Léa Stephan, op. cit., p. 318; Gilles Vandal, op. cit., p. 61.

¹⁰³ Ta-Nehisi Coates, op. cit., p. 136.

¹⁰⁴ Thomas J. Sugrue, op. cit., p. 130.

¹⁰⁵ Ta-Nehisi Coates, op. cit., p. 141, 282.

¹⁰⁶ Michelle Obama, op. cit., p. 267.

¹⁰⁷ Barack Obama, *Le changement: nous pouvons y croire*, op. cit., p. 273.

déjà ces politiques dans *L'audace d'espérer*¹⁰⁸. Pour lui, le vrai problème à résoudre est celui de la pauvreté et il ne voit pas d'intérêt à cibler spécifiquement les Noirs dans cette entreprise¹⁰⁹. Pour Léa Stephan, Barack Obama incarne en fait l'esprit de la New Black Politics: s'il ne considère pas que la question raciale soit réglée depuis l'avènement des droits civiques, il prend en compte l'injustice ressentie par les Blancs vis-à-vis de la discrimination positive en faveur des Noirs¹¹⁰. Persuadé de devoir combattre la pauvreté en elle-même (peu importe sa couleur), il s'attaque ainsi à des projets sociaux que les Blancs soutiennent, bien qu'ils soient dans les faits particulièrement favorables aux Afro-Américains en raison de leur précarité. C'est notamment le cas de la réforme du système de santé¹¹¹. Lorsqu'il présente Obamacare à son peuple, le président est ainsi réticent à la présenter comme une loi s'inscrivant dans la lignée des politiques de réparation envers les Afro-Américains¹¹². Cela n'empêche pas les conservateurs de l'attaquer sur ce point, dénigrant les bénéficiaires de la réforme qu'on suppose non-méritants¹¹³. Simon F. Haeder et Steven Sylvester soutiennent par ailleurs que le ressentiment racial conduit en partie l'opposition à Obamacare, dont le nom rappelle la réussite d'un homme noir¹¹⁴. Ils sont rejoints par Franz Berkeley et Khari Brown qui constatent que les églises évangélistes blanches, qui reconnaissent pourtant l'utilité de certains dispositifs d'Etat-Providence, sont les plus enclines à dénigrer la loi. Les deux chercheurs lient cette protestation à une volonté parmi leurs effectifs de conserver le privilège blanc sur des Noirs considérés comme paresseux et irresponsables¹¹⁵. A l'inverse, les églises noires s'investissent souvent auprès d'Obamacare. Par exemple, en 2013, l'African Methodist Episcopal Church a participé à plus de 5000 événements pour aider les citoyens américains à s'inscrire dans les programmes conçus par la loi¹¹⁶. Dans les faits, Obamacare bénéficie largement aux minorités ethniques.

D'après Allison Hoffman, les plus pauvres constituent généralement la frange de population en moins bonne santé, notamment parce qu'ils n'ont pas les moyens d'accéder à

¹⁰⁸ Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 286-288.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 307-319.

¹¹⁰ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 217, 219.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 218.

¹¹² Ta-Nehisi Coates, *op. cit.*, p. 263.

¹¹³ Steven Sylvester et Simon F. Haeder, « Stability And Policy Threats: United States Public Opinion After A Decade Of The Affordable Care Act », *World Medical And Health Policy*, 2024, p. 5.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 2, 14.

¹¹⁵ Franz Berkeley et Khari Brown, « Race, Religion And Support For The Affordable Care Act », *Review Of Religious Research*, vol. 62, n° 1, 2020, p. 103-105, 112, 115.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 102.

des soins préventifs¹¹⁷. Ainsi, la sécurité financière des ménages Afro-Américains déjà inférieure à celle des Blancs est particulièrement affaiblie par la crise de 2008 et ceux-ci sont les plus touchés par la perte d'assurances. De 2009 à 2013, 27,1% des Noirs ont expérimenté la pauvreté (contre 10,6% des Blancs) et de 2008 à 2010, 20,8% d'entre eux n'ont pas d'assurances (contre 11,7% des Blancs)¹¹⁸. Ils sont particulièrement sujets au risque de contracter des dettes médicales et de faire faillite¹¹⁹. Ils sont aussi plus souvent victimes d'une mauvaise santé, les enfants noirs ont par exemple beaucoup plus de chance que leurs homologues blancs de vivre une situation d'obésité¹²⁰.

Pour Léa Stephan et Austin Algernon, cette population est celle qui a le plus bénéficié des retombées d'Obamacare¹²¹. Pour commencer, la réforme a réduit les disparités du taux de couverture santé entre Blancs et Noirs, l'écart entre les deux n'étant plus que de 3,6% en 2014¹²². Les Afro-Américains nouvellement assurés ont principalement bénéficié de la couverture publique (on observe une augmentation de 11% d'entre eux sur ce programme de 2010 à 2015)¹²³. De plus, les maladies touchant majoritairement les Afro-Américains, comme le diabète ou le VIH, ont été particulièrement ciblées par la réforme qui met en place des moyens pour prévenir et suivre ces affections sans que le prix ne soit pénalisant pour les ménages¹²⁴. Enfin, les entreprises à la tête desquelles se retrouvent les Afro-Américains, qui se composent à 97,3% de petits établissements employant moins de cinquante salariés bénéficient largement des subventions de l'Etat pour couvrir leur main-d'oeuvre¹²⁵. D'après Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, les principaux bénéficiaires d'Obamacare sont les adultes, les ménages précaires et les Afro-Américains: des populations souvent considérées comme non-méritantes aux yeux du public¹²⁶. C'est pourquoi Tom Baker écrit, à propos de la réforme:

The Act, for the first time in the United States history, explicitly recognizes a national entitlement to healthcare to all of the poor - including able-bodied, working aged individuals - to be framed through general tax revenues. The Affordable Care Act thus abandons the concept of the deserving poor that has

¹¹⁷ Allison Hoffman, *op. cit.*, p. 1898-1899.

¹¹⁸ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 84, 120.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 16; Austin Algernon, « Obamacare Reduces Racial Disparities In Health Coverage », Center for Global Policy Solutions [en ligne], 2015, [<http://globalpolicysolutions.org/resources/obamacare-reduces-racial-disparities-in-health-coverage/>] (consulté le 16/07/2024), p. 1-2.

¹²⁰ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 419-420.

¹²¹ *Ibid.*, p. 394-397.

¹²² Austin Algernon, *op. cit.*, p. 1-3.

¹²³ *Ibid.*, p. 8-9; Léa Stephan, *op. cit.*, p. 397.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 410-413.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 398-399.

¹²⁶ Thomas C. Buchmueller et Jérôme Wittwer, *op. cit.*, p. 242.

long been one of the main features of United States social welfare policy, including policies on access to health care¹²⁷.

Si nous avons vu qu'en réalité, le mérite semble stimulé par la réforme qui met l'accent sur la prévention et appelle le peuple Américain à être en meilleure santé possible, elle ne présuppose pas une irresponsabilité propre aux Afro-Américains considérés au même titre que les autres citoyens. Ainsi, elle n'est pas particulièrement punitive et ne les stigmatise pas.

Toutefois, les effets positifs d'Obamacare sur les Afro-Américains sont limités par les concessions accordées au camp conservateur. Par exemple, la Cour suprême autorise les États à décider s'ils souhaitent étendre Medicaid, or, nous avons vu que l'attribution de politiques sociales à l'échelle fédérée se fait souvent au détriment des Noirs. Ainsi, l'extension de Medicaid n'est pas appliquée dans beaucoup d'Etat du Sud qui abritent une forte proportion d'Afro-Américains¹²⁸.

En encourageant la population américaine à faire de son mieux tout en reconnaissant que malgré cela, elle puisse être malade, la loi considère que la redistribution ne s'oppose pas à l'idée d'un peuple libre et responsable. Elle fait des victimes du système de santé des individus innocents qui méritent d'être aidés par l'Etat fédéral. L'action de ce dernier est ainsi légitimée aux yeux du public.

III. Obamacare, l'implantation d'une nouvelle légitimité pour l'État-Providence

Donald Trump est élu sur la promesse qu'il va abroger Obamacare¹²⁹. C'est le sens du premier décret qu'il signe en tant que président; mais la tentative n'aboutit pas, pas plus que les suivantes. Les Démocrates sont soutenus par quelques Républicains, comme John McCain et Lisa Murkowski, dont les votes pivots empêchent l'annulation et le remplacement de la réforme. Ils sont aussi soutenus par une large frange de l'électorat qui, reliée directement ou indirectement aux programmes gouvernementaux et éduquée au contenu d'Obamacare après des années de débat à son sujet, s'oppose à son abrogation et reconnaît l'importance de l'État-

¹²⁷ Tom Baker, *op. cit.*, p. 1584.

¹²⁸ Austin Algernon, *op. cit.*, p. 9.

¹²⁹ Mark A. Hall et Richard Lord, *op. cit.*, p. 541-542.

Providence¹³⁰. Les États-Uniens sont de plus en plus favorables à des programmes comme Medicaid¹³¹. La crise de la COVID 19 accentue cette tendance, les États n'ayant pas étendu Medicaid étant les plus durement touchés par l'épidémie. La revendication d'une partie de la population pour étendre Medicare à tous laisse apparaître une nouvelle légitimité pour l'État-Providence qu'on appelle à implanter un système de santé public et universel.

III. 1. La défense de l'Etat-Providence par l'électorat États-Unien

Obamacare, identifiée comme une mesure d'État-Providence par le public, est régulièrement attaquée par les conservateurs. Donald Trump est élu en 2016 sur la promesse de l'abroger. Lors de cette élection, 68% des électeurs déclarent que la réforme du système de santé constitue un facteur majeur dans leur décision de vote¹³². Le président nomme deux juges à la Cour suprême, Brett Kavanaugh et Neil Gorsuch, ce qui lui confère une forte majorité conservatrice lorsqu'elle doit statuer sur le cas *Californie v Texas* (2021) qui attaque la constitutionnalité d'Obamacare. Pourtant, la loi demeure. Lors des élections de mi-mandat en 2018, pour lesquelles 75% des votants considèrent le sort d'Obamacare comme très important dans leur choix final, les conservateurs voient augmenter leur majorité au Sénat mais le GOP perd la Chambre des Représentants¹³³. Certains, comme Steven Sylvester et Simon F. Haeder, remarquent que l'opinion publique se prononce de plus en plus en faveur de la loi, bien qu'elle présente une fracture partisane¹³⁴. Ainsi, si 40% des États-Uniens soutiennent Obamacare en 2010, ils sont 53% en 2018¹³⁵. L'industrie désormais adaptée aux mesures de la réforme privilégie également la stabilité à un retour en arrière¹³⁶. En 2019, 80% des personnes s'identifiant comme Démocrates ont une vision favorable d'Obamacare contre 20% des personnes s'identifiant comme Républicaines¹³⁷. Ces chiffres étaient respectivement de 82 et 9% en 2016, le GOP éprouvant un doublement de son effectif approuvant Obamacare après

¹³⁰ Mark A. Hall et Richard Lord, *op. cit.*, p. 543; Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 749, 757.

¹³¹ *Ibid.*, p. 761-771.

¹³² Richard C. Fording et Dana Patton, « The Affordable Care Act And The Diffusion Of Policy Feedback: The Case Of Medicaid Work Requirements », *The Russell Sage Foundation journal of the social sciences*, vol. 6, n°2, 2020, p. 140.

¹³³ Richard C. Fording et Dana Patton, *op. cit.*, p. 140.

¹³⁴ Steven Sylvester et Simon F. Haeder, *op. cit.*, p. 4, 14.

¹³⁵ Franz Berkeley et Khari Brown, *op. cit.*, p. 102.

¹³⁶ David K. Jones, « The democrat's dilemma », *The Milbank Quarterly*, vol. 95, n° 2, 2017, p. 542.

¹³⁷ Léonardo Bursztyn, Jonathan Kolstad et Pietro Tebaldi, « Polarization And Public Policy: Political Adverse Selection Under Obamacare », *Working Papers*, n° 30214, 2022, p. 5.

l'élection de Donald Trump¹³⁸. Remarquons aussi que des élus républicains soutiennent aussi la réforme et ce jusqu'au Congrès, à l'instar de Susan Collins et Lisa Murkowski¹³⁹. Plusieurs raisons expliquent l'évolution de l'opinion publique devenue plutôt favorable à une mesure d'État-Providence et l'échec des Républicains à l'abroger.

Selon Eveline Thévenard, Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, le public est souvent confus quant au contenu de la loi. Celle-ci est dense et difficile à comprendre et ses programmes ne sont pas toujours clairement identifiés par la population¹⁴⁰. Dans ses mémoires, Barack Obama remarque que, dans certains cas, ceux qui se prononcent le plus en défaveur de la loi sont paradoxalement ceux qui en ont le plus besoin et il témoigne de l'incompréhension des citoyens envers ce qui relève ou non de l'État-Providence. Il évoque par exemple la pancarte d'un manifestant contre Obamacare stipulant: "Dehors le gouvernement, pas touche à mon Medicare!" alors qu'il s'agit d'un programme fédéral¹⁴¹. Cela signifie que trois ans après son vote, beaucoup d'Américains ne savent pas qu'ils sont avantagés par la réforme et craignent qu'elle ne serve majoritairement à des populations toujours considérées comme non-méritantes¹⁴². Cependant, les nombreux débats générés par les attaques du GOP contre Obamacare éduquent le public à ses mesures. David K. Jones écrit: « Donald Trump and Paul Ryan have managed to do something Barack Obama never accomplished- educate the public about what the Affordable Care Act has accomplished¹⁴³. » Désormais au fait de ce qu'ils doivent à Obamacare, certains électeurs de Trump ne souhaitent pas abroger la réforme et d'autres s'engagent contre lui pour la défendre. Une plus fine compréhension de la loi et de ses enjeux pourrait expliquer l'évolution de l'opinion publique à son sujet, l'insistance du GOP pour l'abroger devenant caduque au fil du temps.

La fracture partisane demeurant, Leonardo Bursztyn, Jonathan Kolstad et Pietro Tebaldi l'expliquent en partie par le fait que les États acquis au GOP n'ont pas étendu Medicaid et que leurs marketplaces respectifs proposent souvent des assurances plus chères que ceux des États acquis aux Démocrates. En effet, les électeurs du GOP en bonne santé inéligibles aux programmes gouvernementaux ont 12% de chances de plus que les Démocrates de même condition de choisir de ne pas contracter d'assurance via les marketplaces. Lorsqu'ils sont en

¹³⁸ Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 757.

¹³⁹ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 453-454.

¹⁴⁰ Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 774.

¹⁴¹ Barack Obama, *Une terre promise, op. cit.*, p. 504-509.

¹⁴² Eveline Thévenard, *op. cit.*, p. 218; Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 773-774.

¹⁴³ David K. Jones, *op. cit.*, p. 543.

mauvaise santé, le chiffre tombe à 4%¹⁴⁴. Or un recul de la clientèle sur le marché des assurances en augmente systématiquement les prix pour équilibrer ses comptes. La réticence des membres du GOP à s'assurer sur ces marchés fait donc monter le coût des assurances: de 2014 à 2023, les États dont 30% des électeurs votent pour les Républicains connaissent une multiplication du prix moyen des assurances de 1,2%; ce chiffre monte à 3,6% pour les États dont 30 à 60% des votants supportent le GOP et à 5,8% pour ceux dont la part de la population acquise aux Républicains dépasse les 60%¹⁴⁵. Pour les auteurs, les électeurs du GOP ont ainsi tendance à subir plus profondément les dysfonctionnements d'Obamacare et donc à moins bien considérer la réforme. S'ils habitent dans des États où ils sont majoritaires, leur opposition à Obamacare peut se radicaliser¹⁴⁶.

D'après David K. Jones et Léa Stephan, l'opinion publique empêche le GOP d'abroger Obamacare¹⁴⁷. Cependant, même s'ils avaient été largement soutenus, le risque politique encouru pour les Républicains en cas d'abrogation de la loi (puisque des millions d'Américains perdraient leur assurance santé) les retiendrait¹⁴⁸. Cette réalité se retrouve tout au long de l'Histoire de l'État-Providence Américain, qui a survécu à l'ère Reagan et n'a été réellement amoindri que sous Bill Clinton. Pierre Mélandri et Alix Meyer rappellent qu'attaquer les populations les plus précaires (et donc l'État-Providence) est une stratégie politique qui permet de s'octroyer des voix. En effet, ces personnes s'expriment moins en public et votent plus rarement que les autres; elles sont victimes des stéréotypes véhiculés par les conservateurs et c'est ainsi qu'une grande partie du public les définit. Les plus pauvres sont peu représentés et défendre leurs intérêts ne représente pas un enjeu électoral majeur¹⁴⁹. Pour autant, ils constituent une frange de l'opinion publique qui pourrait soutenir l'État-Providence et d'après Darren Barany, les élus les plus conservateurs ont en réalité conscience de la légitimité de l'État-Providence¹⁵⁰.

Alix Meyer et Pierre Mélandri considèrent également que la polarisation des partis depuis la présidence de Ronald Reagan n'est pas nécessairement représentative des opinions souvent plus mesurées du public. Si une frange de celui-ci se radicalise, ça n'est pas le cas

¹⁴⁴ Leonardo Bursztyn, Jonathan Kolstad et Pietro Tebaldi, *op. cit.*, p. 2.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 21.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 22.

¹⁴⁷ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 453.

¹⁴⁸ David K. Jones, *op. cit.*, p. 543.

¹⁴⁹ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 143; Alix Meyer, *op. cit.*, p. 118.

¹⁵⁰ Darren Barany, *op. cit.*, p. 152.

d'une partie conséquente de l'électorat du GOP qui ne supporte pas les attaques à l'encontre de l'Etat-Providence dont elle est parfois dépendante¹⁵¹. Il ne subirait que très rarement les attaques de la part des Républicains, en témoigne l'échec de George W. Bush à faire passer une réforme de la Social Security: inquiète à l'idée qu'elle sonne la fin des politiques sociales, l'opinion publique s'oppose à cette attaque caractérisée à l'encontre de l'Etat-Providence¹⁵². Lauric Henneton ajoute que les Républicains sont généralement favorisés lors des scrutins parce que leur électorat se mobilise plus volontairement que celui des Démocrates, ce qui fausse l'impression que peut donner le résultat d'une élection sur les affinités réelles de la population¹⁵³.

Paradoxalement, il semblerait à Darren Barany, Alain Ehrenberg, Pierre Mélandri, Anthony Elliott et Dominique Moïsi que les attaques menées par le public contre l'Etat-Providence reflètent en fait un besoin accru de son action¹⁵⁴. Désespérés face aux bouleversements économiques mondiaux qui les rendent vulnérables aux aléas du marché international, les conservateurs prennent conscience de la fragilité de l'American Dream dans les moments de récession et accusent notamment l'Etat fédéral de lui porter atteinte¹⁵⁵. Ainsi, en l'attaquant, les conservateurs amènent et entretiennent eux-mêmes certains des dysfonctionnements de l'Etat-Providence¹⁵⁶. Rappelons, comme nous l'avons évoqué plus tôt, que le ressentiment racial peut aussi expliquer l'engagement de populations dépendant de l'État-Providence contre l'action à l'échelle fédérale¹⁵⁷.

Notons également que pour malgré le dénigrement porté contre lui par les industriels rechignant à payer des impôts, ceux-ci dépendent en partie du bon fonctionnement des aides qui complètent les salaires modestes et maintiennent ainsi la disponibilité d'une main d'œuvre à bas prix¹⁵⁸. Nous avons également vu que l'accès aux soins de santé permet d'entretenir un salariat sain, plus fiable et performant. Pour Darren Barany, le secteur industriel est lui-même dépendant de l'État fédéral, capable d'injecter de grosses sommes d'argent en cas de crise. De fait, il se positionne en compétition par rapport aux bénéficiaires d'aide sociale pour obtenir des fonds bien que dans l'idée d'assurer sa propre pérennité, il ne puisse abroger véritablement

¹⁵¹ Darren Barany, *op. cit.*, p. 164-176, 182-186; Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 136.

¹⁵² *Ibid.*, p. 518.

¹⁵³ Lauric Henneton, *La fin du rêve américain?*, Paris, Odile Jacob, 2017, p. 180-184.

¹⁵⁴ Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, Paris, Hachette, coll. « Littératures », 1991, p. 273-275, 283-284.

¹⁵⁵ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 96-97; Anthony Elliott et Charles Lemert, *op. cit.*, p. 12; Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 23.

¹⁵⁶ Darren Barany, *op. cit.*, p. 8.

¹⁵⁷ Steven Sylvester et Simon F. Haeder, *op. cit.*, p. 2, 4-6, 14.

¹⁵⁸ Darren Barany, *op. cit.*, p. 241-243.

l'Etat-Providence¹⁵⁹. Joseph Lesser et Victor D. Bernstein rejoignent cette théorie en ajoutant qu'Alexandre Hamilton lui-même recommandait l'action gouvernementale pour énergiser le marché¹⁶⁰.

Malgré un terreau idéologique favorable, attaquer en profondeur l'Etat-Providence est difficile. Ainsi, l'implantation d'Obamacare est pérenne. La loi, de mieux en mieux comprise et dont les effets sont bénéfiques à une large partie de la société Américaine, est de plus en plus soutenue, bien que ce soutien soit encore marqué par le partisanisme. Selon Anne-Laure Beaussier, la loi désormais intégrée, son esprit imprégnera les prochains débats au sujet du système de santé¹⁶¹. Puisqu'elle légitime à nouveau l'action gouvernementale dans les mesures sociales, on peut se demander si le débat s'engagera vers le déploiement d'un système de santé public et universel.

III. 2. Vers la revendication d'un système de santé public universel?

Dans les États qui l'ont autorisé, Obamacare étend Medicaid aux personnes dont les revenus les situent en dessous de 138% du seuil de pauvreté fédéral. Ainsi, en 2015 deux personnes sur trois soit ont un proche bénéficiaire de Medicaid, soit sont elles-mêmes assurées par le programme¹⁶². En 2020, 20% de la population est couverte par celui-ci. Cela représente 65 millions de personnes¹⁶³.

Pour Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, l'évolution du nombre de personnes touchées directement ou indirectement par Medicaid influence la vision globale du dispositif, les personnes connectées au programme ayant 17 fois plus de chances que les autres de le considérer comme très ou plutôt important¹⁶⁴. Malgré une stigmatisation du programme dans l'opinion publique depuis les années 1980, en 2017, 74% des Américains ont une vision favorable de Medicaid, dont 61% des électeurs du GOP¹⁶⁵. Seuls 20% des États-Uniens considèrent que le dispositif n'est pas très important et le perçoivent comme stigmatisant,

¹⁵⁹ Darren Barany, *op. cit.*, p. 14, 21-26.

¹⁶⁰ Joseph Lesser et Victor D. Bernstein, « The Evolution Of Public Purpose, General Welfare, And American Federalism », *The Urban Lawyer*, vol. 19, n° 3, 1987, p. 603.

¹⁶¹ Anne-Laure Beaussier, « L'Obamacare au temps de Trump », *Les tribunes de la santé*, vol. 3, n° 65, 2020, p. 67.

¹⁶² Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 749.

¹⁶³ Anne-Laure Beaussier, *op. cit.*, p. 64.

¹⁶⁴ Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 776.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 757.

contre 52% qui le considèrent soit très, soit plutôt important et 87% qui s'opposent à la restrictions des fonds alloués au programme¹⁶⁶. 38% d'entre eux soutiennent même une hausse du budget attribué à Medicaid¹⁶⁷. 79% des Américains estiment que le programme n'est pas stigmatisant, 66% des personnes vivant dans des États n'ayant pas appliqué son extension la souhaitent et parmi ceux qui ne dépendent pas du dispositif et considèrent qu'il n'est pas très important mais stigmatisant, les trois quarts indiquent qu'ils s'inscriront en cas de besoin¹⁶⁸. On peut considérer que ce nouveau soutien pour un programme fédéral annonce une tolérance plus forte pour ceux-ci, et l'évolution des revendications depuis l'implantation de l'extension tend à montrer que ce soutien touche aussi les systèmes publics lorsqu'ils sont universels.

Certains, comme Marcel Boyer et Molivann Panot considèrent qu'Obamacare est dans une impasse budgétaire depuis que Donald Trump a annulé les effets de l'individual mandate et préconisent un rétablissement de celui-ci ou la mise en place d'un système de santé public et universel¹⁶⁹. D'autres, comme Chris Hedges, expliquent que tous les systèmes de santé qui ne sont pas entièrement organisés par l'Etat fédéral sont soumis au secteur privé qui peut imposer les coûts qui lui conviennent, et ne sont donc pas soutenables. Sans l'abandon du paradigme libéral sur ce sujet, celui-ci considère toute réforme du système de santé Américain illusoire¹⁷⁰. Jeffrey Obler évalue quant à lui que l'impératif à implémenter des systèmes welfare publics et universels est moral, puisque le secteur privé ne fait jamais de la préservation des conditions essentielles à la vie un droit¹⁷¹. On pourrait aussi arguer qu'un système de santé unifié à l'échelle fédérale répondrait aussi à l'impératif moral d'octroyer une aide équivalente à tous les citoyens américains.

Les revendications pour un système de santé public universel s'étoffent dans les années 1990 et s'élève bientôt l'appel à un Medicare for All¹⁷². En 2017, 58% des États-Uniens pensent que le gouvernement doit être responsable du fait que chaque américain ait une couverture santé. 12% des électeurs du GOP et 52% des Démocrates soutiennent l'idée du single-payer¹⁷³. En 2019, les dysfonctions, les limites et les menaces d'abrogation que connaît Obamacare

¹⁶⁶ Colleen M. Grogan et Sunggeun Park, *op. cit.*, p. 761, 771.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 761.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 762, 776.

¹⁶⁹ Marcel Boyer et Molivann Panot, « Obamacare: enjeux économiques et Constitution », *Working Papers*, n° 1165, 2020, p. 21, 39.

¹⁷⁰ Chris Hedges, *op. cit.*, p. 199.

¹⁷¹ Jeffrey Obler, « Moral Duty And The Welfare State », *The Western Political Quarterly*, vol. 39, n° 2, 1986, p. 225, 230.

¹⁷² Jonathan Oberlander, *op. cit.*, p. 541.

¹⁷³ Léa Stephan, *op. cit.*, p. 450.

amorcent un regain d'intérêt pour cette option. D'après Jonathan Oberlander, les Américains souhaitent réformer leur système de santé et sont de plus en plus ouverts à l'idée d'y accroître le rôle du gouvernement¹⁷⁴. Cependant, en 2020, ils sont 46% seulement à désirer que leur système d'assurance repose essentiellement sur le secteur public, contre 47% qui préfèrent qu'il reste à la charge du secteur privé¹⁷⁵.

Deux conceptions principales de ce que pourrait être Medicare for All alimentent alors le débat public: La première est défendue par Kamala Harris et Bernie Sanders. Elle considère que le gouvernement doit mettre en place une assurance publique dont les éléments ne puissent être repris par le secteur privé, qui deviendrait ainsi complémentaire pour ceux qui le désirent¹⁷⁶. Elle considère que la soumission du système de santé au marché des assurances offre une organisation qui n'est ni efficace, ni équitable pour le peuple américain¹⁷⁷. La seconde est défendue par Joe Biden. Celui-ci souhaite insérer une option publique sur le marché des assurances et conserver Obamacare. Il n'étendrait pas Medicare mais proposerait un système similaire qui permettrait le contrôle des coûts en générant une concurrence du public au privé sur le marché¹⁷⁸. Pour Jonathan Oberlander, Joe Biden conserve l'expression "Medicare for all" afin d'attirer la sympathie pour un programme moins soutenu lorsqu'il fait référence au système du single payer. Dans les faits, ces deux expressions se réfèrent à une même organisation¹⁷⁹. Finalement, le programme de Joe Biden pour les présidentielles de 2020 propose une augmentation du nombre de personnes éligibles à Medicare et Medicaid ou la mise en place de l'option publique, cette seconde possibilité étant majoritairement soutenue parmi les Démocrates¹⁸⁰. Dans la mesure où Joe Biden est élu Président des Etats-Unis en 2020, on peut considérer que sa vision du système de santé est en partie approuvée par l'opinion publique. Une étude menée fin 2020 révèle que 73% des Américains supportent l'option publique, dont 64% des Républicains et 80% des Démocrates¹⁸¹.

Il semblerait que les Etats-Uniens se tournent de plus en plus franchement vers un système de santé public et universel. Si Obamacare participe à ce tournant en étendant

¹⁷⁴ Jonathan Oberlander, « Navigating The Shifting Terrain Of US Health Care Reform: Medicare For All, Single Payer, And The Public Option », *The Militant Quarterly*, vol. 97, n° 4, 2019, p. 539.

¹⁷⁵ Adrianna Mcintyre, Robert J. Blendon et John M. Benson, « Popular.: To A Point: The Enduring Political Challenges Of The Public Option », *The Milbank Quarterly*, vol. 101, n° 1, 2023, p. 32.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 543-544.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 545-546.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 547.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 542.

¹⁸⁰ Anne-Laure Beaussier, *op. cit.*, p. 67-68.

¹⁸¹ Adrianna Mcintyre, Robert J. Blendon et John M. Benson, *op. cit.*, p. 31.

Medicaid et en sensibilisant le public aux thématiques de la santé publique, on peut considérer que d'autres événements doivent être pris en compte pour expliquer ce nouvel intérêt des Américains.

Le mouvement Occupy Wall Street naît de la contestation d'une partie des Américains opposée aux politiques économiques menées par l'administration Obama pour lutter contre les effets de la crise de 2008. Celles-ci sont en effet jugées injustes, puisque trop favorables envers les responsables de la crise dont les budgets sont renfloués avec de l'argent public et qui ne sont pas inquiétés par des poursuites judiciaires. Beaucoup dénoncent le principe du "Too big to fail, too big to jail", qui porterait préjudice aux 99% de la population qu'Occupy Wall Street prétend représenter¹⁸². Le 17 septembre 2011, 500 à 2000 manifestants défilent dans les rues de New York puis occupent le parc Zuccotti en signe de protestation. Le 15 Octobre 2011, pas moins de 150 villes font état de manifestations souvent relayées par les syndicats et rassemblant jusqu'à 7000 personnes¹⁸³. S'ils n'ont pas confiance dans leur gouvernement, les activistes considèrent l'Etat comme pouvant être vecteur de justice sociale, notamment en régulant le marché¹⁸⁴. Ils participent à former un capital sympathie élevé pour l'Etat¹⁸⁵. Pour Sanford F. Schram, ce mouvement a participé à la refonte du discours public autour du rôle de l'Etat, notamment dans la correction des inégalités grâce à la mise en place de mesures sociales¹⁸⁶. Hanna Appel ajoute que la crise de 2008 amène un changement dans l'imaginaire économique de la population qui considère de plus en plus le marché comme un outil devant être régulé par une entité publique. Occupy Wall Street aurait offert une tribune et un espace de formation pour ces nouvelles pensées favorables à l'action de l'Etat pour lutter contre les inégalités par la redistribution¹⁸⁷.

En 2020, une pandémie mondiale touche les Etats-Unis. La COVID-19 frappe durement le pays, qui, en Août 2020, représente 4% de la population mondiale et 22% des cas de COVID¹⁸⁸. Dans ce contexte, la population réalise que les dysfonctionnements de son système de santé (les Etats n'ayant pas étendu Medicaid étant les plus rudement touchés par la pandémie) nécessitent une intervention gouvernementale¹⁸⁹. Elle est également sensibilisée aux

¹⁸² Sanford F. Schram, « The Great Disconnect: Occupy And Political Science », *Perspectives on Politics*, vol. 12, n° 2, 2014, p. 456-457.

¹⁸³ John C. Berg, Occupy Wall Street: Does Changing The Story Changes Votes?, *SSRN*, 2012, p. 12, 14.

¹⁸⁴ Pierre Mélandri, *op. cit.*, p. 614.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 632.

¹⁸⁶ Sanford F. Schram, *op. cit.*, p. 457-458.

¹⁸⁷ Hanna Appel, « Occupy Wall Street And The Economic Imagination », *Cultural Anthropologie*, vol. 29, n° 4, 2014, p. 613-614, 629.

¹⁸⁸ Larry Levitt, « Trump VS Biden On Health Care », *Jama Network*, 13/10/2020.

¹⁸⁹ Adrianna Mcintyre, Robert J. Blendon et John M. Benson, *op. cit.*, p. 37.

problématiques de la santé publique. La couverture offerte par Medicaid est maintenue tout au long de la crise pour les personnes dont les revenus auraient augmenté sur ce laps de temps et les subventions fédérales allouées aux contractions d'assurance via les marketplaces sont revues à la hausse pour encourager les individus à s'assurer¹⁹⁰. En 2023, bien que l'option publique ne soit adoptée que dans certains États volontaires, ces politiques ont toujours cours.

Adrianna McIntyre, Robert J. Blendon et John M. Benson considèrent que si les Démocrates mettent l'accent sur une action plus prononcée du Gouvernement via l'option publique, les Républicains encensent plutôt la manière dont celle-ci propose un panel de choix plus élevé et complète simplement l'offre privée¹⁹¹. Ainsi, même si 64% d'entre eux soutiennent l'option publique, seuls 11% des électeurs du GOP considèrent qu'il en va de la responsabilité du gouvernement de mettre en place un système de santé universel. Pour les Démocrates, ces chiffres sont respectivement 80 et 88%: la division partisane à ce sujet est bien établie¹⁹². Il est difficile de déterminer si, comme le soutient John Edwards (le premier candidat à avoir inclus l'option publique dans son programme), l'option publique est véritablement un pas vers la mise en place d'un système de santé public et universel ou si elle prolongera les divisions entre deux camps déjà polarisés¹⁹³.

Renforcée par la crise économique de 2008, le mouvement Occupy Wall Street et la crise du COVID-19, Obamacare participe à implanter l'idée d'un système de santé public et universel dans les structures économiques, étatiques et mentales aux Etats-Unis. Si l'élection de Donald Trump est un coup porté à ses idéaux, celle de Joe Biden, adepte de l'option publique, laisse penser que cette revendication est en cours d'implémentation. Toutefois, la présidentielle de 2024 opposant deux candidats aux valeurs opposées en ce qui concerne l'action de l'Etat dans les mesures sociales rappelle que la polarisation des partis est toujours de mise.

¹⁹⁰ Adrianna McIntyre, Robert J. Blendon et John M. Benson, *op. cit.*, p. 37.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 39-40.

¹⁹² *Ibid.*, p. 31-32.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 28-29.

CONCLUSION

Aux Etats-Unis, l'individualisme est un concept fondateur qui imprègne le débat public. On lui doit plusieurs mythes importants dans la culture américaine, comme l'American Dream ou l'exceptionnalisme américain. De ce fait, il influence la manière dont s'y développe l'État-Providence: d'abord mis en place par un président démocrate pour lutter contre la crise de 1929 selon un nouveau principe d'inclusion de l'Etat fédéral dans l'établissement de mesures sociales, il est progressivement détourné par les conservateurs pour moraliser une population précaire jugée imméritante et souvent constituée d'Afro-Américains. Sur fond d'une persistance du racisme, l'Etat-Providence se construit de plus en plus sur la promotion d'idéaux individualistes comme la responsabilité personnelle ou le libre choix. Il est porté par le marché libre et ses dispositifs se décentralisent. Le discours conservateur sur l'Etat-Providence, qui se réclame du pragmatisme et de la morale, fait consensus à partir des années 1980. La droite incarnée par le Grand Old Party se radicalise et le parti Démocrate en reprend certains éléments. Le *Personal Responsibility and Work Opportunity Act* de 1996 achève l'évolution conservatrice de l'État-Providence Américain dont les dispositifs principaux sont désormais portés par les Etats fédérés et conditionnés au travail des bénéficiaires.

En 2008, Barack Obama est élu quarante-quatrième président des Etats-Unis. Il est démocrate et est le premier Afro-Américain à accéder à cette fonction. Parmi les impératifs que contient son programme, il annonce vouloir réformer le système de santé du pays dont les dysfonctions menacent son intégrité économique. Malgré un contexte de crise favorable à un changement de paradigme, il se heurte à l'opposition frontale des Républicains obstinés à limiter l'action d'un président noir favorable aux mesures d'Etat-Providence. Un instant adepte du principe du single-payer qui fait de l'Etat l'acteur principal du système de santé, il propose finalement Obamacare, une loi inspirée par des conservateurs reposant très largement sur le secteur privé et des principes individualistes comme la responsabilité. Elle a été édulcorée par sa volonté de fonctionner de manière bipartisane et d'inclure l'opinion de chaque partie prenante au débat, comme l'industrie pharmaceutique dont il redoute les attaques. La loi finalement adoptée et mise en place connaît ainsi des dysfonctions similaires aux programmes d'Etat-Providence dans leur version la plus conservatrice: inégalités d'application selon les Etats touchant principalement les minorités ethniques et sexuelles, déséquilibre financier... Obamacare échoue à faire de la santé un droit plutôt qu'un privilège. Elle génère un débat entre

Républicains et Démocrates qui se concentrent autour de principes conservateurs que chaque parti prétend défendre, preuve de l'influence de cette idéologie qui définit les contours de chaque discussion. Les premiers défendent le libre choix et la responsabilité personnelle contre ce qu'ils considèrent comme une intrusion des pouvoirs publics dans la sphère privée. Les seconds s'appliquent à justifier la loi avec des principes conservateurs dont ils détournent le sens. Selon eux, la responsabilité est personnelle mais aussi collective. Elle s'éprouve à différentes échelles, dont la fédérale. La liberté est aussi celle d'être en sécurité financière face aux aléas de la santé.

Barack Obama utilise les mêmes procédés discursifs que les élus de son parti en se réappropriant les principes individualistes, leur conférant un sens éminemment progressiste. S'il n'est pas un révolutionnaire, il donne une impulsion sociale au débat qui annonce une plus grande sensibilité à ses thèmes. Du fait des nombreuses attaques subies par Obamacare, le public est de plus en plus informé concernant les tenants et les aboutissants de la loi dont il s'accommode à mesure que le temps passe. Habitué à l'idée d'une action fédérale légitime dans le domaine de la santé et désormais conscient des avantages que celle-ci peut lui procurer, le peuple américain soutient de moins en moins le GOP qui s'obstine pourtant contre la réforme. En réalité, une fracture idéologique subsiste entre le camp démocrate et républicain, mais si ce dernier se radicalise contre la loi, cette posture est fragilisée par un nombre croissant de ses électeurs et ses élus qui s'engagent en porte-à-faux vis-à-vis de cet acharnement touchant à l'irrationnel. Le pragmatisme et la morale semblent avoir été transférés des Républicains aux Démocrates, donnant une nouvelle légitimité à l'Etat-Providence. Dans le domaine de la santé, une portion croissante des Etats-Uniens soutient un système universel essentiellement porté par l'Etat fédéral. Il est en partie matérialisé par l'extension de Medicaid et Medicare opérées sous Joe Biden. On peut se demander comment l'issue des prochaines présidentielles opposant Kamala Harris, un temps adepte du système single-payer et Donald Trump, profondément opposé à Obamacare, influencera cette évolution.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

BAIWIR, Albert, *Le déclin de l'individualisme chez les romanciers américains contemporains*. Paris, Librairie E. Droz, 1943, 386 p.

BARANY, Darren, *The New Welfare Consensus. The Ideological, Political And Social Origins*, New York, Suny Press, 2019, 308 p.

COATES, Ta-Nehisi, *Huit ans au pouvoir une tragédie américaine*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Diana Hochraich, Paris, Présence africaine éditions, (2017) 2018, 312 p.

COUGHLIN, Richard M., *Reforming Welfare : Lessons, Limits And Choices*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1989, 296 p.

DURU-BELLAT, Marie, *L'inflation scolaire: les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil, 2006, 120 p.

DUVOUX, Nicolas, *Les oubliés du rêve américain: Philanthropie, État et pauvreté urbaine*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Le lien social », 2015, 380 p.

EHRENBERG, Alain, *Le culte de la performance*, Paris, Hachette, coll. « Littératures », 1991, 323 p.

— *La société du malaise*. Paris, Odile Jacob, coll. « Poche », 2012, 444 p.

ELLIOT, Anthony, LEMERT, Charles, *The New Individualism: The Emotional Costs Of Globalization*, New York, Routledge, (2006) 2009, 218 p.

ESPITALLIER, Jean-Michel, *De la célébrité: théorie et pratique*, Paris, Agora, coll. « Pocket », 2012, 192 p.

FRACHON, Alain, *Etats-Unis: De Roosevelt à Obama*, Paris, Le Monde, coll. « Comprendre un monde qui change », 2013, 104 p.

GLENN, Brian J., *The American Welfare State. A practical guide*, New York, Routledge, (2013) 2022, 118 p.

GREENS, Amy K., *L'Amérique après Obama*, Paris, Autrement, coll. « Frontières », 2012, 186 p.

HEDGES, Chris, *L'empire de l'illusion*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Calvé, Montréal, Lux, coll. « Futur proche », (2009) 2012, 272 p.

HENNETON, Lauric, *La fin du rêve américain?*. Paris, Odile Jacob, 2017, 304 p.

LACORNE, Denis, *La crise de l'identité américaine*, Mesnil-sur-l'Estrée, Gallimard, (1997) 2005, 448 p.

— , *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006, 678 p.

LIPOVETSKY, Gilles, *Métamorphoses de la culture libérale*, Montréal, Libes, 2002, 120 p.

MACARTHUR, John R., *L'illusion Obama: chroniques d'un intello libéral aux Etats-Unis*, Paris, Les arènes, 2012, 228 p.

MASCINI, Peter, SOENTKEN, Menno, VAN DER VEEN, Romke, *The Transformation Of Solidarity: Changing Risks And The Future Of The Welfare State*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012, 216 p.

MELANDRI, Pierre, *Les Etats-Unis. Le déclin?*, Paris, Perrin, coll. « Tempus » (2008) 2013, 837 p.

MEYER, Alix, *Les républicains au Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains*, Rennes, Presses universitaires Rennes, coll. « Des Amériques », 2015, 276 p.

MOÏSI, Dominique, *La géopolitique de l'émotion*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par François Boisivon, Barcelone, Flammarion, coll. « Champs actuels », 270 p.

OBAMA, Barack, *Les rêves de mon père*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Danièle Darneau, Paris, Presses de la Cité, coll. « Points », (1995) 2018, 552 p.

—, *L'audace d'espérer*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Martinache, Paris, Presses de la Cité, coll. « Points », (2006) 2018, 456 p.

—, *Une terre promise*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Demarty, Charles Recoursé et Nicolas Richard, Paris, Fayard, 2020, 848 p.

—, *Le changement: Nous pouvons y croire*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Luc Allouche, Michel Bessières, Agnès Botz et Michèle Garène, Paris, Odile Jacob, coll. « Poche s», (2008) 2009, 333 p.

OBAMA, Barack, SPRINGSTEEN, Bruce, *Born in the USA*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Richard, Paris, Fayard, 2021, 320 p.

OBAMA, Michelle, *Devenir, édition à destination de la prochaine génération*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Odile Demange et Isabelle Taudière, Vanves, Hachette, (2018) 2021, 486 p.

PEREON, Yves-Marie, *Franklin Delano Roosevelt*, Paris, Tallandier, coll. « Biographies », 2012, 575 p.

PERETZ, Pauline, *L'Amérique post- raciale?*, Paris, Puf, coll. « Vie des idées » , 2013, 128 p.

PICQUET, Virginie, *L'image du Président: De John Fitzgerald Kennedy à Barack Obama*, Paris, Ophrys, 2010, 365 p.

PLANEL, Niels, *Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique*, Lormont, Le bord de l'eau, coll. « Documents », 2012, 175 p.

ROBERT, Frederic (dir.), *Les années Roosevelt aux Etats-Unis (1932-1945): entre New Deal et Homefront*, Paris, Ellipses, 2013, 263 p.

SUGRUE, Thomas, *Le poids du passé: Barack Obama et la question raciale*, Paris, Fahrenheit, 2012, 174 p.

VANDAL, Gilles, *La doctrine Obama, fondements et aboutissements*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 186 p.

VERVISCH, Gilles, *Peut-on réussir sans effort ni aucun talent? Les mirages du mérite*, Paris, Le passeur, 2019, 300 p.

WEBER, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Agora, coll. « Pocket », (1964) 1967, 286 p.

ZELDES, Nina, *Navigating The Cultures Of Health Care And Health Insurance: Highly Skilled Migrants In The U. S.*, Londres, UCL Press, 2023, 232 p.

ZINN, Howard, *La mentalité américaine au-delà de Barack Obama*, Montréal, Lux Editeur, 2010, 127 p.

Articles de périodiques

ALGAN, Yann, CAHUC, Pierre, SANGNIER, Marc, « Trust And Welfare State: The Twin Peaks Curve », *The Economic Journal*, vol. 126, n° 593, 2016, p. 861-883.

ALGERNON, Austin, « Obamacare Reduces Racial Disparities In Health Coverage », Center for Global Policy Solutions [en ligne], 2015, [<http://globalpolicysolutions.org/resources/obamacare-reduces-racial-disparities-in-health-coverage/>] (consulté le 16/07/2024)]

ANGELL, Marcia, « Obamacare Confronts A Fiscal Crisis: Why The Affordable Care Act Doesn't Add Up », *New Labor Forum*, vol. 22, n° 1, 2013, p. 44-46.

APPEL, Hanna, « Occupy Wall Street And The Economic Imagination », *Cultural Anthropologie*, vol. 29, n° 4, 2014, p. 602-625.

BAKER, Tom, « Health Insurance, Risk, And Responsibility After The Patient Protection And Affordable Care Act », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 159, n° 6, 2011, p. 1577-1622.

BARRILLEAUX, Charles, RAINEY, Carlisle, « The Politics Of Needs: Examining Governors Decisions To Oppose The “Obamacare” », *State Politics Quarterly*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 437-460.

BAYLEY WOODARD, Jennifer, MARTIN, Teresa, « Black Motherhood : « Essence » And Its Treatment Of Stereotypical Images Of Black Women », *Journal Of Black Studies*, vol. 36, n° 2, 2005, p. 264-281.

BEAUSSIER, Anne-Laure, « L’assurance maladie américaine à l’heure de la polarisation partisane », *Revue française de Science politique*, vol. 64, n° 3, 2014, p. 383-405.

—, « L’Obamacare au temps de Trump », *Les tribunes de la santé*, vol. 3, n° 65, 2020, p. 61-68.

BENDERSKY, Corinne, Resolving Ideological Conflicts By Affirming Opponents' Status: The Tea Party, Obamacare And The 2013 Government Shutdown », *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 53, 2014, p. 163-168.

BERG, John C., « Occupy Wall Street: Does Changing The Story Changes Votes? », *SSRN*, 2012, p. 1-25.

BERKELEY, Franz, BROWN, Khari, « Race, Religion And Support For The Affordable Care Act », *Review Of Religious Research*, vol. 62, n° 1, 2020, p. 101-120.

BJORNSKOV, Christian, TINGGAARD SVENDSEN, Gert, « Does Social Trust Determine The Size Of The Welfare State? Evidence Using Historical Identification », *Public Choice*, vol. 157, n° 1, 2013, p. 269-286.

BLUMBERG, Linda J., HOLAHAN, John, « The New Bipartisan Consensus For An Individual Mandate », *Urban Institute*, 2015, p 1-6.

BOËTON, Marie, « Le Parti démocrate américain à l'heure de l'autocritique », *Études*, vol. 402, n° 5, 2005, p. 597-606.

BOYER, Marcel, PANOT, Molivann, « Obamacare: enjeux économiques et Constitution », *Working Papers*, n° 1165, 2020, 42 p.

BUCHMUELLER, Thomas C., WITTEWER, Jérôme, « L'obamacare: principes fondateurs et premiers résultats », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, 2017, p. 231-248.

BURNHAM, Linda, « Racism In US Welfare policy », *Race, Poverty And The Environment*, vol. 14, n° 1, 2007, p. 47-50.

BURSZTYN, Leonardo, KOLSTAD, Jonathan, TEBALDI, Pietro, « Polarization And Public Policy: Political Adverse Selection Under Obamacare », *Working Papers*, n° 30214, 2022 , p. 1-41.

BENISH, Avishai, MARON, Asa, , « Infusing Public Law Into Privatized Welfare: Lawyers, Economists, And The Competing Logics Of Administrative Reform », *Law And Society Review*, vol. 50, n° 4, 2016, p. 953-984.

CASHIN, Sheryll D., « Federalism, Welfare Reform, And The Minority Poor: Accounting For The Tyranny Of State Majorities », *Columbia Law Review*, vol. 99, n° 3, 1999, p. 552-627.

CHARBONNEAU, Mathieu, « Les cinq âges d'or de la philanthropie », *Revue de littérature et périodisation de l'Histoire moderne des fondations philanthropiques en Europe et aux Etats-Unis*, vol. 1, 2012, p. 1-74.

CHAUFAN, Claudi, « Why Do Americans Still Need Single-Payer Health Care After Major Health Reform? », *International Journal Of Health Services*, vol. 45, n° 1, 2015, p. 149-160.

CHELLE, Elsa, « La philanthropie médicale aux Etats-Unis », *Médecine Sciences*, vol. 40, n° 5, 2024, p. 454-459.

COHN, Jonathan, « The Perils Of Health Care Nostalgia », *The Militant Quarterly*, vol. 92, n° 2, 2014, p. 177-181.

CRAW, Michael, « Deciding To Provide: Local Decisions On Providing Social Welfare », *American Journal Of Political Sciences*, vol. 54, n° 1, 2010, p. 906-920.

DAVIES, Gareth, DERTHICK, Martha, « Race And Social Welfare Policy: The Social Security Act of 1935 », *Political Science Quarterly*, vol. 112, n° 2, 1997, p. 217-235.

DUMÉZ, Hervé, JEUNEMAÎTRE, Alain, « Combinaison harmonieuse des vertus du public et du privé, ou mélange des genres ? Les partenariats public/privé, nouveaux venus du management public », *Politiques et management public*, vol. 21, n° 4, 2003, p. 1-14.

ELIE, Jérôme, « Le fédéralisme américain à l'aube du XIXème siècle », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 35, n° 3, p. 409-428.

EHROWN, Hana, « Racialized Conflicts And Policy Spillover Effects : The Role Of Race In The United States Welfare State », *American Journal Of Sociology*, vol. 119, n° 2, 2013, p. 394-443.

ESPING-ANDERSEN, Gøsta, « The Three Political Economies of the Welfare State », *International Journal of Sociology*, vol. 20, n° 3, 1990, p. 92-123.

FELLOWES, Matthew C., ROWE, Gretchen, « Politics And The New American Welfare States », *American Journal Of Political Sciences*, vol. 48, n° 2, 2004, p. 362-373.

FORDING, Richard C., PATTON, Dana, « The Affordable Care Act and the diffusion of policy feedback: The case of Medicaid work requirements », *The Russell Sage Foundation journal of the social sciences*, vol. 6, n°2, 2020, p. 131-153.

GÄRTNER, Sonya, « Unlocking the social trap: Inequality, trust and the Scandinavian Welfare State », *Social Sciences History*, vol. 40, n° 1, 2016, p. 33-62.

GAY, Renaud, SAUVIAT, Catherine, « Introduction: les frontières public/privé de l'assurance santé aux Etats-Unis et en France », *La revue de l'Ires*, n° 103, 2021, p. 3-19.

GILENS, Martin, « Race Coding And White Opposition To Welfare », *The American Political Science Review*, vol. 90, n° 3, 1996, p. 593-604.

GROGAN, Colleen M., PARK, Sunggeun, « The Politics Of Medicaid: Most Americans Are Connected To The Program, Support Its Expansion, And Do Not View It As Stigmatizing », *The Milbank Quarterly*, vol. 95, n° 4, 2017, p. 749-782.

GRONBJERG, Kirsten A., « Private Welfare In The Welfare States: Recent United States Patterns », *Social Services Review*, vol. 56, n° 1, 1982, p. 1-26.

HALL, Mark A., LORD, Richard, « Obamacare: What The Affordable Care Act Means For Patients And Physicians », *British Medical Journal*, vol. 349, n° 1, 2014, p. 2-10.

HOFF, John S., « Obamacare: Chief Justice Roberts's Political Dodge », *The Independent Review*, vol. 18, n° 1, 2013, p. 5-20.

HOFFMAN, Allison, « Three Models Of Health Insurance: The Conceptual Pluralism Of The Patient Protection And Affordable Care Act », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 159, n° 6, 2011, p. 1873-1954.

HOLAHAN, John, KARPMAN, Michael, ZUCKERMAN, Stephen, « What Explains Attitudes Toward The Individual Mandate? », *Urban Institute*, 2017, p. 1-6.

HOWARD, Christopher, « The American Welfare State, or States? », *Political Research Quarterly*, vol. 52, n° 2, 1999, p. 421-442.

JONES, David K., BRADLEY, Katharine W., OBERLANDER, Jonathan, « Pascal's Wager: Health Insurance Exchanges, Obamacare, and the Republican Dilemma », *Journal of Health Politics*, vol. 39, n° 1, 2014, p. 97-137.

JONES, David K., « The democrat's dilemma », *The Milbank Quarterly*, vol. 95, n° 2, 2017, p. 541-544.

KOHLER-HAUSMANN, Julilly, « Guns And Butter: The Carceral State, And The Politics Of Exclusion In The Post-War United States », *The Journal Of American History*, vol. 102, n° 1, 2015, p. 87-99.

KOONS, Judith E., « Motherhood, Marriage And Morality: The Pro-Marriage Moral Discourse Of American Welfare Policy », *Wisconsin Women's Law Journal*, vol. 19, n° 1, p. 1-45.

LESSER, Joseph, BERNSTEIN, Victor D., « The Evolution Of Public Purpose, General Welfare, And American Federalism », *The Urban Lawyer*, vol. 19, n° 3, 1987, p. 603-643.

LINDHORST, Donald M., « Federalism And Social Justice: Implications For Social Work », *Social Work*, vol. 47, n° 3, 2002, p. 201-208.

MANCHIKANTI, Laxmaiah, « A Critical Analysis Of Obamacare: Affordable Care of Insurance For Many And Coverage For Few ? », *Pain Physician*, vol. 20, n° 3, 2017, p. 111-138.

MASSEY, Douglas S., SAMPSON, Robert J., « Moynihan Redux: Legacies And Lessons », *Annals Of The American Academy Of Political And Social Science*, vol. 621, n° 1, p. 6-27.

MCINTYRE, Adrianna, BLENDON, Robert J., BENSON, John M., « Popular... To A Point: The Enduring Political Challenges Of The Public Option », *The Milbank Quarterly*, vol. 101, n° 1, 2023, p. 26-47.

MINOW, Martha, « Affordable Convergence: “Reasonable Interpretation” And The Affordable Care Act », *Harvard Law Review*, vol. 126, n° 1, 2012, p. 117-149.

MORGAN, David R., WATSON, Sheilah S., « Political Culture, Political System Characteristics, And Public Policies Among The American States », *Publius*, vol. 21, n° 2, 1991, p. 31-48.

NADASEN, Premilla, « From Widow To Welfare Queen : Welfare And The Politics Of Race », *Black Women, Gender And Families*, vol. 1, n° 2, 2007, p. 52-77.

NORTON, Sarah, ABADIA, César, MULLIGAN, Jessica, « Critical Anthropology Of Global Health “Take A Stand” Statement: A Critical Medical Anthropological Approach To The United States’ Affordable Care Act », *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 28, n° 1, 2014, p. 1-22.

NUNNALLY, Shayla C., CARTER, Niambi M., « Moving From Victimes To Victors: Afro-American Attitudes On The “Culture Of Poverty” And Black Blame », *Journal Of Afro-American Studies*, vol. 16, n° 3, 2012, p. 423-455.

OBERLANDER, Jonathan, « Navigating The Shifting Terrain Of US Health Care Reform: Medicare For All, Single Payer, And The Public Option », *The Militant Quarterly*, vol. 97, n° 4, 2019, p. 939-953.

OBLER, Jeffrey, « Moral Duty And The Welfare State », *The Western Political Quarterly*, vol. 39, n° 2, 1986, p. 213-235.

OUSSAMA, Mahboub, « Political Debate Over The Reform Of The American Health Care System: The Case Of Obamacare », *Journal of Translation and Languages*, vol. 19, n° 1, 2020, p. 32-41.

PATERSON, Paul E., « American Federalism, Welfare Policy And Residential Choices », *The American Political Science Review*, vol. 83, n° 3, 1989, p. 711-728.

QUADAGNO, Jill, « Institutions, interest groups, and ideology: An agenda for the sociology of Health Care reform », *Journal of Health and social behavior*, vol. 51, n° 2, 2010, p. 125-156.

REICH, Charles A., « Social Welfare In The Public/Private State », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 114, n° 4, 1966, p. 487-493.

RODWIN, Victor G., LAVERGNE, Philippe, « Secteur public et secteur privé dans le domaine de la santé aux Etats-Unis: Une distinction trompeuse », *Politiques et management public*, vol. 3, n° 4, 1986, p. 149-180.

ROTHSTEIN, Bo, STOLLE, Dietlind, « The State And Social Capital: An Institutional Theory Of Generalized Truth », *Comparative Politics*, vol. 40, n° 4, 2008, p. 441-459.

RUEDA, David, « The State Of The Welfare State: Unemployment, Labor Market Policy, And Inequality In The Age Of Workfare », *Comparative Politics*, vol. 47, n° 3, 2015, p. 296-314.

SCHRAM, Sanford F., « The Great Disconnect: Occupy And Political Science », *Perspectives on Politics*, vol. 12, n° 2, 2014, p. 455-460.

SCHWARTZ, Carolyn, « Paying For Something Bigger », *The Economic Journal*, vol. 3, n° 4, 2020, p. 625-652.

SMITH, Peter J., « Federalism, Lochner And The Individual Mandate », *Boston University Law Review*, vol. 91, n° 1, 2011, p. 1723-1747.

SOSIN, Michael, « Social Problems Covered By Private Agencies: An Application Of Niche Theory », *Social Service Renew*, vol. 59, n° 1, 1985, p. 75-94.

STEIN, H. F., ALLCORN, Seth, « A Fateful Convergence, Animosity Toward Obamacare », *Journal of Psychohistory*, vol. 45, n° 4, 2018, p. 234-243.

STEPHAN, Léa, « La notion de “Responsabilité” dans le discours politique américain de 1980 à 2010: Le transfert rhétorique et idéologique des Républicains aux Démocrates », *Miranda*, vol. 13, n° 1, 2016, p. 1-24.

SWAIN, David, « Nonprofits, Federalism, And Reagan Social Policy », *Journal Of Health And Human Resources Administration*, vol. 6, n° 4, p. 407-426.

SYLVESTER, Steven, HAEDER, Simon F., « Stability And Policy Threats: United States Public Opinion After A Decade Of The Affordable Care Act », *World Medical And Health Policy*, 2024, p. 1-39.

TARNER, Michael, « Obamacare: What we know now », *Policy Analysis*, n° 745, 2014, p. 1-52.

TAYLOR-GOODBY, Peter, « Privatisation Power And The Welfare State », *Sociology*, vol. 20, n° 2, 1986, p. 228-246.

THEVENARD, Eveline, « Réforme de l’assurance maladie: un pas vers la fin de l’exceptionnalisme Américain », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 38, 2014, p. 209-219.

VERGNOLLE DE CHANTAL, François, « La conférence de Philadelphie: Les fondements du modèle américain », *Critique internationale*, vol. 4, n° 21, 2003, p. 121-134.

— , « La cour Rehnquist et le fédéralisme aux Etats-Unis: Peut-on parler d’un projet néo fédéral? », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 56, n° 3, 2004, p. 571-602.

WACQUANT, Loïc, « La fabrique de l’Etat néolibéral: “Workfare”, “Prisonfare” et insécurité sociale », *Civilisations*, vol. 59, n° 1, 2012, p. 151-173.

WAITZKIN, Howard, HELLANDER, Ida, , « The History And Future Of National Health Reform », *International Journal Of Health Services*, vol. 46, n° 4, 2016, p. 747-766.

YOUNG, Kévin, SCHWARTZ, Michael, « Healthy, Wealthy, and the Wise: How Corporate Power Shaped the Affordable Care Act », *New Labor Forum*, vol. 23, n° 2, 2014, p. 30-40.

Thèses et mémoires

MOREL Nathalie, *L'Etat face au social: la (re)définition des frontières de l'Etat-Providence en Suède, une analyse des politiques de prise en charge des personnes âgées dépendantes et des jeunes enfants de 1930 à 2005*, thèse de doctorat en français, sous la direction de Françoise Piotet, Paris, Université Paris 1, 2013, 428 p.

STEPHAN Léa, *Social Policies and Racial Questions: From the Great Society to Obamacare*, thèse de doctorat en anglais, sous la direction de Anne Stefani et Françoise Coste, Toulouse, Jean Jaurès, 2017, 620 p.

VIALA-GAUDEFROY, Jérôme, , *Les mythes nationaux dans les discours présidentiels américains post-guerre froide de George H. Bush à Barack Obama*, thèse de doctorat en français, sous la direction de Jean-Michel Lacroix, Paris, Université Sorbonne Paris Cité, 2016, 493 p.

Articles de presse

KENDALL, David, GARRY-LAMPERT, Jacqueline, « GOP's Waterloo?: 10 Consequences From Repealing The ACA », *Third Way*, 10/01/2017.

KENDALL, David, « Repair And Debate: How To Stabilize Obamacare Right Now? », *Third Way*, 09/06/2017.

LEVITT, Larry, « Trump VS Biden On Health Care », *Jama Network*, 13/10/2020.

OBAMA, Barack, « Full Text Of Barack Obama's Acceptance Of The Democratic Nomination For President », *The Guardian*, 29/08/2009.

STEWART, James B., « Broccoli Mandate And The Commerce Clause », *New York Times*, 30/03/2012.

VIDEOGRAPHIE

ABC News, « President Obama in 2009: Mandate Is Not A Tax » [vidéo en ligne], 30/06/2012.
[https://www.youtube.com/watch?v=_0ZUBMqMnWs&t=10s (consulté le 16/07/2024)]

ABC News, « Obamacare Court Challenge: Speaker Pelosi, Sen. Schumer Hold New Conference On Health Care Law » [vidéo en ligne], 09/07/2019.
[<https://www.youtube.com/watch?v=gSipdswZ3so> (consulté le 22/07/2024)]

BarackObamaDotCom, « Debate: “Health Care Should Be A Right” » [vidéo en ligne], 08/10/2008. [<https://www.youtube.com/watch?v=zAR8K2KCiGc> (consulté le 29/07/2024)]

CBS News, « In Full: Obama Health Care Address » [vidéo en ligne], 10/09/2009.
[<https://www.youtube.com/watch?v=iXGkesSZLlc> (consulté le 02/08/2024)]

CBS News, « Romney’s Bet Stirs Individual Mandate Debate » [vidéo en ligne], 13/12/2011.
[<https://www.youtube.com/watch?v=9CWNlICJaEo> (consulté le 16/07/2024)]

CBS News, « Pelosi: Supreme Court’s Decision Was “No Surprise For Us” » [vidéo en ligne], 28/06/2012. [<https://www.youtube.com/watch?v=mhZcJ-0Pduc> (consulté le 16/07/2024)]

CBS News, « Romney: Individual Mandate “Is A Tax” » [vidéo en ligne], 04/07/2012.
[<https://www.youtube.com/watch?v=W00Yj4e99p0> (consulté le 16/07/2024)]

CNBC, « Sen. John Barrasso: Obamacare Took Medicaid In The Wrong Direction » [vidéo en ligne], 17/07/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=XiCVzBJ4D0k> (consulté le 26/07/2024)]

CNN, « Collins, Murkowski On Their Health Care “No” Vote » [vidéo en ligne], 04/08/2017.
[<https://www.youtube.com/watch?v=o0Pji2nLlso> (consulté le 26/07/2024)]

Former U.S. Senator Al Franken, « Sen. Franken Full Floor Speech On Health Care » [vidéo en ligne], 18/11/2009. [<https://www.youtube.com/watch?v=kxje17fv2zw>] (consulté le 22/07/2024)]

Fox Business, « Everyday Obamacare Survives Is Another Day The Economy Struggles VP Pence » [vidéo en ligne], 18/06/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=Gr7aM8TmZX8&t=316s>] (consulté le 26/07/2024)]

Fox News Insider, « Sen. John Barrasso On Obamacare: This Just Shows How Irresponsible The Democrats Were » [vidéo en ligne], 22/06/2011. [<https://www.youtube.com/watch?v=06FbamyDFKk>] (consulté le 26/07/2024)]

Live Now From Fox, « Full Event: Donald Trump And Mike Pence Speak About Obamacare In Pennsylvania - FNN » [vidéo en ligne], 01/11/2016. [<https://www.youtube.com/watch?v=wQw2-7k2sW4>] (consulté le 26/07/2024)]

Nevada Senator Harry Reid, « Reid Discusses Nevada Resident On 3rd Anniversary Of The Affordable Care Act » [vidéo en ligne], 21/03/2013. [<https://www.youtube.com/watch?v=vAzoZziEWUg>] (consulté le 22/07/2024)]

New York Times, « Obama Speech: President Defends Health Care Reform 2013 | New York Times » [vidéo en ligne], 27/09/2013. [<https://www.youtube.com/watch?v=Gw0-O5cAld8>] (consulté le 02/08/2024)]

PBS NewsHour, « House Minority Leader John Boehner's Closing Argument Against The Health Care Reform Bill » [vidéo en ligne], 22/03/2010. [<https://www.youtube.com/watch?v=gFC3kVZTck>] (consulté le 26/07/2024)]

PBS NewsHour, « Sen. Rand Paul: Senate Health Care Bill Needs More Obamacare Repeal » [vidéo en ligne], 28/06/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=lCgK4Cwc7p8>] (consulté le 26/07/2024)]

Post and Courier, « Sen Lindsey Graham On Obamacare Reform » [vidéo en ligne], 02/02/2018. [<https://www.youtube.com/watch?v=0bvpCRBboxY>] (consulté le 26/07/2024)]

SenatorBaucus, « Baucus Opening Statement On Health Care Reform » [vidéo en ligne], 22/09/2009. [<https://www.youtube.com/watch?v=sUWJ1IIqidU>] (consulté le 29/07/2024)]

Senator Bill Cassidy, « Senator Cassidy Speaks On Obamacare Replacement » [vidéo en ligne], 05/01/2017. [https://www.youtube.com/watch?v=7KFz_e1v65Q] (consulté le 26/07/2024)]

Senator Elizabeth Warren, « Sen. Elizabeth Warren Floor Speech On The Affordable Care Act » [vidéo en ligne], 10/01/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=n8wdxevom1w>] (consulté le 22/07/2024)]

The Obama White House, « President Obama Explains Healthcare.gov » [vidéo en ligne], 28/07/2010. [<https://www.youtube.com/watch?v=DCQSGnZ0ITg>] (consulté le 22/07/2024)]

The Obama White House, « President Obama Speaks On The Affordable Care Act » [vidéo en ligne], 20/10/2016. [<https://www.youtube.com/watch?v=F34Vlqtv0IQ>] (consulté le 02/08/2024)]

US Senator Lindsey Graham, « Graham Discusses Obamacare On Fox News », [vidéo en ligne], 31/03/2014. [<https://www.youtube.com/watch?v=xWSMyDA9L2I>] (consulté le 26/07/2024)]

Washington Post, « John McCain Returns To The Senate For Healthcare Vote (Full Speech) » [vidéo en ligne], 25/07/2017. [<https://www.youtube.com/watch?v=eJ4YZ7OUcpo>] (consulté le 26/07/2024)]

WEISSMULLER, Zach, « Individual Mandate Is Unconstitutional And A Threat To Liberty Says Ylia Somin » [vidéo en ligne], 16/03/2012. [<https://www.youtube.com/watch?v=cHz5SfTDym4>] (consulté le 16/07/2024)]

WFAA, « Joe Biden And Barack Obama Release Video For Obamacare Enrollment Push » [vidéo en ligne], 15/12/2023. [<https://www.youtube.com/watch?v=30AzrhYGNu4>] (consulté le 02/08/2024)]

WEBOGRAPHIE

MARTIN, Isaac, « Où va l'État-Providence Américain? », *La vie des idées* [en ligne], 2009. [<https://laviedesidees.fr/Ou-va-l-Etat-providence-americain.html>] (consulté le 22/03/2022)]

The White House President Barack Obama, President Barack Obama's Inaugural Address [en ligne]. [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/president-barack-obamas-inaugural-address>] (consulté le 11/08/2024)]

The White House, Remarks By The president And Vice president At Signing On The Health Insurance Reform Bill [en ligne]. [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-and-vice-president-signing-health-insurance-reform-bill>] (consulté le 11/08/2024)]

The White House President Barack Obama, Improving Health For All Americans [en ligne]. [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-record/health-care>] (consulté le 05/08/2024)]

Wikipédia, Obamacare [en ligne]. [<https://fr.wikipedia.org/wiki/Obamacare>] (consulté le 04/08/2024)]

Table des matières

Remerciements	1
Sommaire	2
Introduction	3
Partie 1: La conception États-Unienne de l'Etat-Providence	14
I. L'individualisme, un concept fondateur aux Etats-Unis	14
I.1. Les préceptes individualistes aux Etats-Unis	15
I.2. Mythes de la pensée individualiste dans la société états-unienne actuelle	18
II. L'émergence de l'Etat-Providence américain	23
II.1. Crises et mesure des limites de l'individualisme	23
II.2. Une brève histoire de l'Etat-Providence américain	26
II.3. L'influence grandissante des conservateurs dans l'élaboration de l'État-Providence américain	30
III. L'Etat-Providence aux Etats-Unis: caractéristiques	34
III. 1. La décentralisation des dispositifs	34
III. 2. Un Etat-Providence reposant sur le secteur privé	39
III. 3. Un Etat-Providence au service de la responsabilité individuelle	43
Partie 2: Le débat généré par Obamacare: la défense d'un Etat-Providence "à l'américaine"	52
I. La décentralisation, un concept central dans le débat autour d'Obamacare	53
I.1. La prévention des attaques conservatrices par les initiateurs d'Obamacare	54
I.2. Réguler le pouvoir fédéral, une revendication au cœur de la polémique sur l'individual mandate	58
I.3. Le soutien du public auprès des petites structures	63
II. Soutenir un dispositif encourageant l'exercice de la responsabilité: un consensus entre les Démocrates et les Républicains au Congrès	65
II.1. Côté Démocrates: une responsabilité individuelle et collective	66
II.2. Côté Républicains: la responsabilité individuelle contre l'Etat fédéral	71

III.	Obamacare, une réforme soutenant l'industrie de la santé	79
	III.1. L'importance accordée à la santé dans l'élaboration d'Obamacare	80
	III.2. L'option du single-payer écartée	83
Partie 3: Obamacare, une nouvelle manière de penser l'Etat-Providence aux Etats-Unis		89
I.	Barack Obama: la défense subtile du progressisme	90
	I.1. Une argumentation conservatrice au service d'une loi réformiste	90
	I.2. L'Histoire selon Obama: une construction sur le long terme	97
II.	Obamacare, une nouvelle manière de contrôler la responsabilité	101
	II.1. Faire de son mieux sans nécessairement être le meilleur	102
	II.2. Une société d'individus libres et responsables ne s'oppose pas à l'exercice de la redistribution	105
	II.3. Obamacare et la responsabilité des Afro-Américains	107
III.	Obamacare, l'implantation d'une nouvelle légitimité pour l'État-Providence .	112
	III.1. La défense de l'Etat-Providence par l'électorat États-Unien	113
	III.2. Vers la revendication d'un système de santé public universel ?	117
Conclusion		123
Bibliographie		126
Vidéographie		139
Webographie		142
Table des matières		143